

# SILENCE

ECOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N° 192 - 193  
JUILLET - AOUT 95

35 F

## Les communautés

- L'ARCHE
- LONGO MAÏ
- LA NEF DES FOUS

Communauté de l'Arche de St-Antoine (Isère)



## Moi, ma santé (2)

**SUR QUOI S'APPUIE  
LA SANTE**

Coopérative de Longo Maï (Forcalquier)



## Au delà du TNP

**POUR L'ABOLITION  
DES ARMES  
NUCLÉAIRES**

Ateliers de la Nef des Fous (Sisteron)



**+ 5 PAGES  
DE BANDES  
DESSINEES**

# LES COMMUNAUTES AUJOURD'HUI

## DEVOIR D'ETE

OK, pendant l'année, vous êtes débordés... mais les vacances arrivent, le soleil brille et vous avez envie de revoir les copains ou de découvrir de nouveaux visages... Alors ne partez pas en congé sans avoir en poche un carnet de tombola. Imaginons que chaque lecteur ou lectrice face l'effort d'envoyer 100 F (en don pour ceux que la tombola effraie)... et nous serions submergés par 200 000 F de chèques ! On n'en demande pas tant : 80 000 F suffiraient pour mettre un terme à cette course-poursuite qu'est l'achat d'un local.

Et, attendez, avant de passer à autre chose ! Prenez tout de suite votre stylo, votre carnet de chèques, sinon vous allez encore oublier !

## Sommaire

### Les communautés

- L'Arche.....page 4
  - Longo Maï.....page 14
  - La nef des Fous...page 24
  - Convergences et différences .....page 30
- de Michel Bernard

### Alternatives.....page 34

- Couches réutilisables
- Paris : faites du temps libre

### Bandes dessinées

de Patrice Causse...page 36

### Paix.....page 41

- Amnistie pour les réfractaires

### Pour l'abolition des armes nucléaires

de Solange Fernex...page 42

### Environnement.....page 47

- Recyclage et pollution
- Automobile : 38 197 F par an
- Pollution de l'air et mortalité

### Energies.....page 50

- Genève fait des économies

### Moi, ma santé :

Sur quoi s'appuie la santé de Serge Mongeau.....page 52

### Politique.....page 56

- Génération Ecologie au gouvernement
- Le système Carignon

### Nord-Sud.....page 58

- Quelle politique de coopération ?

### Nucléaire.....page 59

- Superphénix : le faux débat suisse
- 62 % contre de nouveaux réacteurs

### Femmes.....page 60

- Gouvernement féminin pas féministe
- Délinquance masculine

### Société.....page 61

- Paris : fermeture du Dépôt des étrangers

### Livres.....page 62

### Courrier.....page 64

## COMPTES 1994

Comme chaque année Silence publie ses comptes.

Les amateurs de chiffres peuvent donc se plonger dans les tableaux ci-contre. Pour ceux qui n'y comprennent rien, résumons leur l'affaire.

Dans le premier tableau, on trouve ce qui s'est passé pendant l'année. On constate tout d'abord que le chiffre d'affaires est le même que l'année précédente à 700 F près (587 323 F contre 588 030 F) mais cet équilibre cache plusieurs mouvements. Du côté des recettes, nous avons perdu des abonnés (nous sommes passés de 2200 abonnés à 2000 environ...). Cette baisse ne se traduisant pas dans les chiffres car nous avons compensé par une hausse du prix de vente. Du côté des dépenses, nous avons une augmentation sensible des charges salariales due à l'embauche définitive du deuxième salarié. Cette hausse a été compensée par une baisse des frais d'imprimerie (on a baissé le tirage de 4000 ex à 3700 ex), par une baisse des frais de photocopie (nous n'avons plus besoin d'en faire autant car les lecteurs nous envoient déjà beaucoup, ce qui est très bien), mais aussi dans les recettes par un doublement des ventes du secteur édition (nouveaux hors-série et diffusion des livres québécois d'Ecosociété).

Le résultat de cette cuisine soigneusement équilibrée en calories, c'est un résultat positif de 7 216 F pour le fonctionnement de la revue. C'est la quatrième année de suite que nos comptes sont positifs mais toujours d'une somme minuscule. Globalement, cela signifie un lent désendettement suite aux déficits importants des années 86 à 88.

Le second tableau indique l'état des lieux au 31 décembre 1994. Comme c'est un instantané, il y a beaucoup de chiffres (en trésorerie) qui ne nous renseignent pas sur grand-chose. Ce qu'il faut relever, c'est que le total Fonds propres remonte de 7216 F et reste à -52 852 F qui est donc le déficit cumulé hors-immobilier, déficit qui diminue depuis maintenant 4 ans. Ce déficit est maintenant assuré d'une garantie puisque du côté "Toit pour l'Ecologie", nous disposons à cette date d'environ 88 000 F.

Nous avons passé au cours de l'année 94 un contrat avec une autre association qui assure pour nous quelques salons écolos. L'opération pour le moment ne nous rapporte pas grand chose, mais cela s'affine au fil des mois.

## TOMBOLA : MODE D'EMPLOI

**1 - Tout le monde peut participer :** La tombola a été conçue pour que ceux qui n'ont pas d'argent (mais souvent du temps) puissent participer à cette collecte de fonds. Le carnet de 10 billets de 10 F vous est envoyé contre 100 F franco. Si vous revendez tous les billets, cela ne vous coûte rien.

Si vous n'avez pas le temps ou pas l'envie de participer à la tombola, vous pouvez verser un don.

**2 - Tous les lots sont "intelligents" :** les lots ont été collectés auprès de nos annonceurs en échange de publicités dans la revue.

1er prix : un voyage au Sénégal (valeur 6000 F)

2ème prix : un frigo économe (valeur 4500 F)

3ème prix : un bon d'achat de 1500 F chez Ardelaine...

Ensuite, des jeux écolos, des tirés à parts de Silence...

**3 - Tout le monde gagne :** cette tombola n'est pas un jeu de hasard : sur le talon du billet figure une case à cocher "Je souhaite recevoir gratuitement un numéro spécimen de la revue Silence". Cela signifie que pour tout achat d'un billet de 10 F, on peut recevoir un numéro d'une valeur de 23 F ! En diffusant ces billets, et en faisant cocher cette case, vous nous aidez à faire connaître la revue à un plus grand nombre de personnes : on leur enverra le numéro avec les résultats de la tombola en janvier 1996.

**La tombola dure jusqu'au 1er décembre 1995.** Merci de nous retourner les souches des carnets remplis pour participer au tirage

Chèques à l'ordre de "Un toit pour l'Ecologie" (en indiquant "tombola" ou "don") à retourner à : Silence, 9 Rue Dumenge 69004 Lyon.

### Compte d'exploitation (du 01/01/94 au 31/12/94) (version simplifiée)

| Charges                      | 1993    | 1994    | Produits                 | 1993    | 1994    |
|------------------------------|---------|---------|--------------------------|---------|---------|
| Achats marchandises          | 20 276  | 21 300  | Ventes marchandises      | 15919   | 30845   |
| Achats photocomposition      |         | 5 915   |                          |         |         |
| Achats imprimerie            | 261 150 | 238 629 | Ventes de la revue       | 486 779 | 497 161 |
| Travaux photo                | 1 854   | 576     |                          |         |         |
| Photocopies                  | 10 189  | 5 080   | Variation de stocks      | 20 064  | 19 523  |
| Achats et charges externes   | 122 662 | 103 418 |                          |         |         |
| Salaires et charges sociales | 144 004 | 176 114 | Remboursements CES       | 36 065  | 12 332  |
| Dotation amortissements      | 569     | 3 792   |                          |         |         |
| Provision de stocks          | 16 528  | 19 334  | Reprise provision stocks | 17 718  | 16 528  |
| Droits d'auteurs             | 4 280   | 4 200   | Dons, cotisations        | 11 485  | 10 799  |
| Charges financières          | 906     | 1 749   | Produits financiers      | 0       | 135     |
| Excédent                     | 5 612 F | 7 216 F |                          |         |         |
| Total Charges                | 588 030 | 587 323 | Total Produits           | 588 030 | 587 323 |

### Bilan d'exploitation (au 31/12/94)

| Actif                    | 1993    | 1994    | Passif                     | 1993    | 1994    |
|--------------------------|---------|---------|----------------------------|---------|---------|
| Investissements 10 814   | 17 123  |         | Fonds associatif           | 37 639  | 37 639  |
|                          |         |         | Report à nouveau           | 103 320 | 97 707  |
|                          |         |         | Excédent                   | 5 612   | 7 216   |
| Stocks                   | 60 514  | 77 231  | Total fonds propres        | -60 069 | -52 852 |
| Avance objecteurs        | 32 375  | 27 707  | Fonds Toit pour l'Ecologie | 74 930  | 87 797  |
| Divers à recevoir        | 3 080   | 260     | Emprunt                    | 10 000  | 6 000   |
| Trésorerie               |         |         |                            |         |         |
| Valeurs mobilières       | 59 738  | 0       |                            |         |         |
| Banque compte courant    | 14 948  | 2 744   | Fournisseurs               | 167 813 | 149 862 |
| Banque épargne           | 3 016   | 3 152   |                            |         |         |
| Banque compte édition    | 2 730   | 830     | Frais personnels dus       | 36 932  | 82 283  |
| CCP                      | 2 700   | 4 394   | Divers dettes              | 6 859   | 19 639  |
| CCP Toit pour l'écologie | 9 441   | 88 510  |                            |         |         |
| Caisse                   | 7 564   | 9 019   |                            |         |         |
| Chèque à encaisser       | 0       | 20 506  |                            |         |         |
| Charges avancées         | 2 948   | 12 015  |                            |         |         |
| Total actif              | 236 465 | 292 729 | Total passif               | 236 465 | 292 729 |

En 1995, nous avons comme objectif (via la tombola) d'essayer de régler une bonne fois pour toute cette @#\*\$%&! de locaux afin de pouvoir ensuite nous consacrer sereinement au développement de la revue. Quelques pistes pour la suite : créer des opérations autour de la recher-

che de nouveaux abonnés (on a des idées mais pas le temps pour le moment) et commencer à penser à un troisième poste salarié sur les ventes par correspondance lié ou non au développement des hors-série.

On en reparlera.

## SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

9 rue Dumenge, 69004 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans  
chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs  
auteurs. La reproduction des textes est autorisée  
sous réserve d'en indiquer la source et le nom  
des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution: 3ème trimestre 1995

Tirage: 3 700 ex

### Editeur: Association Silence

Président: Dominique Zanda  
Vice-Présidente: Perline  
Trésorière: Myriam Cognard  
Administrateur: Jacques Caclin

### Réalisation du journal

Directeur de publication: Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction: Michel Bernard  
Michel Jarru

Publicité: Michel Jarru  
Relations commerciales: Eve Malafosse  
Documentation: Sylvie Arrio  
Claude Crolet

Rédaction: Anne-Marie Carlier  
Christian Glasson  
Francis Vergier  
Sylviane Poulenard  
Michèle Dussaut-Delorme

Conseillers scientifiques: Patrice Bouverel  
Roger Bernard  
Richard Grantham  
Jacques Grinevald  
Henri Persat  
Henri Pezerat  
André Picot

Dessinateurs: Altho  
Mulio

Correctrice: Thérèse Régné  
Conception maquette: Hubert Plisson  
Expédition: Malain

Correspondants: Deborah Blache  
Christiane Chapon  
Loïc Gaudin  
Leïla Lachachi  
Bernard Parez  
Vincent Marlin  
Xavier Sérédine  
Georges David  
Alain Claude-Gallie  
René Hamm  
Eric Marquis  
José Oria  
Mireille Oria  
Jean-Luc Thierry  
Tam-Tam  
WISE

Et pour ce numéro: Peace News  
Martin Arnould  
Antoine Bonduelle  
Patrice Causse  
Henry Chevallier  
CRID  
Michel Femex  
Solange Femex  
FRAPNA-Isère  
Garçons Bouchers  
Boualem Khelifi  
Liseron  
Jean-claude Moog  
Serge Mongeau  
Raymond Vignal

Photos de couverture:

© Michel Bernard et Liseron

### Pour participer au journal

#### N°194 - Septembre

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 24 juin à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 11 août à 12 h

Expédition:

vendredi 25 août à 19 h

#### N°195 - Octobre

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 2 septembre à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 8 septembre à 12 h

Expédition:

vendredi 22 septembre à 19 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des  
bénévoles. Vous pouvez y participer.

Pour faire connaissance avec l'équipe du journal,  
vous êtes invités aux expéditions.

Un repas à 22h30 est offert par Silence.

## EDITORIAL

# Ruptures

Il existe deux démarches qui pensent pouvoir résoudre nos problèmes de société. Une démarche réformiste qui souhaite améliorer le système actuel et une démarche radicale qui cherche à imaginer une nouvelle société.

Les tentatives des syndicats et des organisations politiques d'améliorer la société sont pour le moment un échec: après un siècle d'existence, le socialisme utopique est devenue une soupe infâme où Jaurès ne risque pas de retrouver ses petits.

Reste la démarche radicale avec toutes ses difficultés car si les questions sont bien cernées, les solutions sont multiformes, différentes et parfois même contradictoires. Comment mieux vérifier ces solutions qu'en en faisant l'expérience? C'est le choix fait par les groupes communautaires. Mais créer un milieu expérimental suppose de choisir ses niveaux de rupture avec la société car celle-ci n'est pas décidée à se laisser détruire sans réagir (vous n'échapperez ni aux impôts ni aux contrôles de gendarmerie).

Les expériences communautaires que nous présentons ont l'avantage d'exister depuis longtemps. Comme on le constatera, si la critique est proche, les expériences de vie sont fort différentes.

Il ne s'agit pas pour nous de juger laquelle est la "meilleure", mais d'offrir aux lecteurs une réflexion sur les ruptures de chacune d'elles et de vous inciter à en parler, à dialoguer, et, qui sait, à vous lancer dans un processus de ruptures qui nous mènera à de nouvelles expériences.

Michel BERNARD

### ERRATA

• Dans le numéro 189, d'avril 95, la note 3 page 29 est erronée. Selon Gérard Monnier-Besombes, le texte incriminé qui date de 1985 a été rédigé dans le cadre de la commission "Immigration" de l'époque. Si le texte est signé de Gérard Monnier-Besombes, il est également signé par Jean Raynaud et Christian Belloch. C'est ce dernier qui dans une note a rajouté le fameux "Ein Volk, Ein Land" en réponse à une engueulade avec Jean Brière sur la question kanak. C'est bien Brière qui s'est ensuite amusé à distribuer le texte à des journalistes... alors qu'il s'agissait d'un texte proposé par la commission Immigration au CNIR, le Parlement des Verts.

• Dans le numéro 191, de juin 95, pages 16 et 17, les notes 2 à 5 ont malheureusement sauté. Il faut donc rajouter:

(2) Il résulte de transformations chimiques entre l'oxyde d'azote, le monoxyde de carbone et des carbures d'hydrogène expulsés en particulier par les pots d'échappement des deux et quatre roues. L'ozone troposphérique engendre un brouillard malsain, le smog, et participe par ailleurs, avec le dioxyde de soufre à la formation des pluies acides.

(3) La fondation "Right Livelihood Award" du Suédois Jacob von Uexküll décerne depuis 1980 les Prix Nobel Alternatifs.

(4) "Bericht aus Bonn" sur l'ARD, première chaîne, le 7 avril 1995.

(5) Exceptions notables: "Questions de temps" sur la cinquième, le samedi avec Laetitia Nallet et René Chaboud, de même que certains reportages de "La preuve par cinq", également dans "Les écrans du savoir".

• Dans le courrier des lecteurs "Faire un autre dessin", p.37 du n°191, il fallait lire "manipulation médiatique" et non "manipulation génétique".

## INTRODUCTION

Le mouvement français de Mai 68 a eu comme conséquence la naissance d'un mouvement communautaire important au début des années 70. Il s'agissait de changer la société en commençant par changer soi-même. Beaucoup de ces tentatives un peu trop spontanées vont échouer, donnant avec le recul une mauvaise image de marque des "éleveurs de chèvres de l'Ardèche", "des mangeurs de carottes" et autres images véhiculées par les médias du système.

Dans ce contexte où les échecs furent nombreux, on peut tout de suite distinguer deux types de démarches : certaines tentatives communautaires se sont enfermées dans leurs recherches personnelles, d'autres ont toujours maintenu active une critique de la société en menant à l'extérieur une activité politique.

Il nous semble à Silence que seule cette deuxième démarche peut aboutir à quelque chose : rien ne sert de faire sa micro-société à côté de la société dominante, si en même temps on ne cherche pas à vider la société dominante de ses appuis. Nous ne citerons pour mémoire que la communauté de Findhorn en Ecosse. Cette communauté (qui par ailleurs est fort contestable pour sa tentative de développer un "homme nouveau") cohabite avec une base militaire sans jamais avoir mené la moindre action contre cette base : cela nous semble totalement irresponsable. Autre critère de choix pour les exemples qui vont suivre : nous cherchions des communautés ayant déjà une certaine ancienneté et aussi une remise en cause de la société proche des idées que nous développons. Mais comme nous allons le voir, cela peut donner des groupes fort différents.

## COMMUNAUTÉS

# LES COMMUNAUTÉS DE L'ARCHE

**L**es Communautés de l'Arche sont nées de la rencontre de Lanza del Vasto avec Gandhi en 1937. Au moment de la libération de l'Inde de la colonisation britannique, tout de suite à la

cher la vérité dans tous ses actes". La non-violence est présentée comme la recherche de justice à long terme par opposition à la violence qui peut apporter des solutions apparentes à court terme... sans

pable de se transformer en profond, tout ce programme d'assistance sans espérance ne devient plus qu'un programme de soins palliatifs.

### La non-violence

*Nées d'une approche gandhienne les communautés de l'Arche conjuguent la non-violence aussi bien dans la vie quotidienne que sur le terrain politique. Une expérience de plus de 40 ans.*

La spécificité de l'Arche, c'est probablement le lien constant qui est fait entre le travail intérieur et le travail politique. Comme l'explique Jean-Baptiste Libouban : "la non-violence est une manière de faire qui découle d'une manière d'être. Ce n'est pas uniquement par des réformes sociales que la société peut changer. Si l'homme n'a pas une nouvelle vision du monde, on ne changera rien. Les civilisations actuelles ne se posent pas la question de savoir ce qu'est l'unité de l'homme. Si l'on ne cherche pas ce qu'est cette unité, son intelligence, ses affections, son psychisme, son corps et le lien qu'est l'âme, alors on est prêt à subir toutes les idéologies qui nous tireront vers la société de consommation et le mythe des objets, de la puissance, des pouvoirs forts et du prestige. Le développement des sciences, avec la complicité

fin de la deuxième guerre mondiale, il publie un livre "Le pèlerinage aux sources" (1). C'est un succès en librairie et cela a redonné un message d'espérance pour beaucoup de gens. Le projet des communautés de l'Arche naît alors avec comme principe d'essayer de mettre en pratique dans sa vie de tous les jours la non-violence décrite par Gandhi : "cher-

résoudre vraiment les problèmes. Jean-Baptiste Libouban, responsable des communautés voit des similitudes entre la guerre ouverte et cette guerre obscure faite aux femmes et aux hommes qui meurent debout par millions : chômeurs et exclus de toutes sortes. Dans l'urgence, on leur accorde des RMI et autres allocations, mais le système étant inca-

(1) Réédité chez Denoël en 1973 (série Poche). Lanza del Vasto a également publié : "Vinôhâ ou le nouveau pèlerinage" (Denoël), "L'orée des trois vertus" (1971 - Courcier), "La roue des révolutions" (1977 - Denoël), "Le diable dans" (suite page 5)

té des églises, a conduit à ce que l'homme pense aujourd'hui qu'il peut être le maître de l'univers, qu'il peut le façonner pour en tirer un profit".

La philosophie des communautés de l'Arche a toujours été de s'opposer à la fausse direction des sciences mêlées aux puissances économiques et militaires. Le summum étant atteint quand connaissance et mort se rejoignent, quand l'homme ose jouer sur les modifications de l'atome pour faire des centrales nucléaires et la bombe atomique. La réserve quant à l'emploi de la technologie moderne vient d'une constatation bien simple : l'esclavage des travailleurs, surtout les plus défavorisés et l'atteinte à la nature. *"La cohérence veut qu'on essaie de se passer de ce que l'on désapprouve, qu'on ne profite pas de l'esclavage des autres, ni de ce qui peut nous conduire à la catastrophe comme l'électricité d'origine nucléaire"*. Lanza del Vasto a été l'un des tout premiers à critiquer la science actuelle, ses techniques et son "progrès". Les premières actions des communautés de l'Arche ont été de dénoncer le mythe de la "neutralité de la science" en montrant quels étaient les enjeux matériels qui étaient derrière : cela a commencé par la lutte contre l'exploitation de l'énergie nucléaire mais pareillement on pourrait dénoncer toutes les recherches de profit des lobbies pharmaceutiques qui se battent pour la recherche sur le Sida. Les communautés de l'Arche ont tout de suite fait le lien avec le militaire en dénonçant l'ingérence permanente et à tous les niveaux de la science de l'armée (si c'est évident dans le cas du nucléaire, qui sait qu'au moins 20 % de la recherche actuelle est financée par l'armée ?).

Jean-Baptiste Libouban cite les bouddhistes : *"Quand la pensée est fausse, l'affliction s'en suit, comme la roue du char suit le pas du bœuf"* et ajoute que la principale idée fausse du système libéral se fonde sur la compétition entre les personnes et la concurrence entre les entreprises, les Etats et les blocs. Tout cela doit générer des retombées positives sur tous par l'activité produite. La paix est devenue une autre forme de la guerre. Si l'enjeu est d'être fort, à tous les niveaux, il convient d'assurer sa position, si



Communauté de La Flayssière

possible par le droit. *"Une science mal orientée, un système libéral et des religions qui n'ont su garder ni le sens des droits de l'homme ni celui des mystères, tout cela conduit à une rupture"* "si les démocraties permettent de tolérer la situation, elle permet aussi d'étranges comportements : entre le voleur et une multinationale qui a le "droit" de piller légalement, la société condamne le voleur et pas la multinationale : c'est un système aberrant".

A partir de cette critique de la société, les membres de l'Arche cherchent à avancer dans une autre direction en ayant conscience qu'ils ne sont pas meilleurs que les autres. Dans ce contexte : *"Le choix de la communauté est une expression majeure d'ententes, de partages des biens entre les personnes sans acca-*

*parer ni les terres, ni les moyens de production et c'est un champ d'expérimentations énorme pour l'activité humaine, pour apprendre à décider mais aussi à se parler, ce qui est extrêmement difficile. La communauté existe depuis des millénaires, c'est une réalité. Mais elle est extrêmement difficile à vivre dans la mesure où actuellement la société pense qu'un homme ne peut s'affirmer que par rapport aux autres, contre les autres. C'est la domination de la pensée des entreprises commerciales en concurrence avec les autres et qui imprègne tout le climat social."* *"La communauté est un exercice de partage"*. Le meilleur moyen de partager est de ne pas sombrer dans le culte de l'objet et donc les Communautés de l'Arche développent un mode de vie

(suite de la page 4)  
le jeu" (1977 - Denoël),  
"L'Arche avait pour vocation" (1982 - Denoël),  
"Approche de la vie intérieure" (1982 - Denoël),  
"Technique de la non-violence" (1988 - Gallimard),  
"Principes et préceptes du retour à l'évidence" (Denoël)... Les Editions du Rocher ont commencé à publier toute l'œuvre de Lanza del Vasto, dont de nombreux inédits provenant du fond des "Nouvelles de l'Arche".

extrêmement simple, en marge de la société de consommation.

### La religion

Quel est alors le sens de la religion ? *"Croyants ou non croyants sont, dans la communauté, au pied du mur"*. Pour les deux, il y a recherche intérieure, recherche de vérité. Le croyant se confronte à ce que dit sa religion mais les deux font une démarche relativement proche. L'un des débats dans les Communautés de l'Arche est de savoir si la religion est un facteur de paix. Il y a des différences d'analyse assez sensibles entre les différents groupes... même si l'on y retrouve essentiellement des personnes issues des milieux chrétiens (ce qui n'a rien d'anormal dans un pays fortement chrétien).

Les Communautés se définissent comme interreligieuses, c'est-à-dire *"ouvertes aux croyants de toutes les religions. Chaque membre de la communauté est invité à approfondir la sienne tout en essayant de vivre les valeurs communes à toutes les grandes traditions"*.

Les Communautés de l'Arche s'intéressent, comme toutes les religions, à la recherche de justice, d'amour, mais mettent aussi l'accent sur le respect des droits de l'homme... Cela se traduit par des actions concrètes en dehors de la communauté avec, par exemple des actions de jeûne pour interpeller les églises sur tel ou tel problème (les derniers jeûnes ont porté sur la guerre du Golfe, la situation en ex-Yougoslavie...).

*"L'Arche a un sens tribal, dans le sens sacré du terme, d'un groupe qui communie, trouve du sens, de la joie, de la force dans une vérité qui la dépasse. Comme la fête, la prière doit avoir une fonction libératrice de la parole et l'introduction à l'essentiel. Mais la vie spirituelle pour chacun passe par l'émergence d'un Je. Celui-là qui peut adresser une parole à l'autre, à cause de cela le reconnaître et construire quelque chose avec lui. L'Etat n'est pas sacré, la guerre n'est pas sacrée, la vie de l'homme, si"*.

Concrètement, cette recherche sur/avec les religions rend difficile l'intégration pour un non-croyant dans l'une des communau-

tés... même si c'est théoriquement admis. Certains rites de dialogues entre les membres de la communauté s'apparentent fortement aux rites chrétiens (temps de communion tout à fait assimilables à des temps de prières), choix des lieux de résidence... De même, si l'œcuménisme est mis en avant, la pratique quotidienne n'a pas attiré d'autres religions que les religions chrétiennes... ce qui est un peu étonnant pour des groupes qui se revendiquent de l'héritage de Gandhi.

### La famille

Outre l'importance de la non-violence et de la religion, les Communautés de l'Arche mettent en avant l'importance de la famille comme cellule de base communautaire. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de célibataires... mais la vie communautaire pousse à la formation des couples. Concrètement, à Bonbecombe, le soir, les familles mangent chez elles alors que les célibataires mangent ensemble... pour mieux se connaître et partager. Il peut en sortir, bien sûr de nouveaux couples pour qui bien souvent la vie communautaire n'aura été qu'une étape. La particularité de la famille dans l'Arche c'est la famille ouverte. Elle est à l'opposé de la famille-forteresse en état de défense contre les autres et construite sur un modèle autoritaire. *"C'est un lieu où les enfants doivent pouvoir être heureux, dire ce qu'ils pensent, apprendre à désobéir à des ordres injustes venant même de ses parents. Les enfants vont beaucoup chez les uns et les autres. Ils s'invitent à manger, à dormir. Certains trouvent dans une famille ce que leur propre famille ne leur donne pas. Ils ont aussi leur vie à eux, faisant leurs expériences, comme les enfants des villages de campagne. Si la communauté est un paradis, c'est surtout pour eux"*.

Les besoins des familles reconnues comme des unités naturelles de vie marquent la vie communautaire et un célibataire peut trouver plus difficile de s'intégrer dans une telle forme de communauté.

Enfin, dans le fonctionnement au quotidien, il existe un équilibre mis en place entre les activités familiales et les activités communautaires : la famille ne doit pas se

dissoudre dans la communauté. Les enfants sont d'abord sous la responsabilité de leurs parents et non sous la coupe du groupe.

### Artisanat, fête et temps de silence

Les communautés de l'Arche cherchent à favoriser l'artisanat. Il s'agit non seulement d'être autonome par rapport à la société, mais aussi de fabriquer des objets beaux, ayant une valeur sentimentale qui donne à leur créateur un sens à leur travail. Alors que la société de consommation occidentale, par le développement des usines, multiplie les objets uniformes et laids, déshumanise le travail, Lanza del Vasto, après Gandhi, avait constaté que dans les pays du tiers-monde, l'artisanat permet de concevoir le travail comme une fête. Cette idée sera largement reprise dans la manière de travailler des Communautés. Pour bien relativiser cet aspect du travail, les Communautés ont introduit des temps de silence (ou de prière selon les interlocuteurs). Ces temps sont annoncés par une cloche et tout le monde s'arrête alors dans ce qu'il est en train de faire. Ces arrêts appelés "rappels" sont là pour rappeler que le travail n'est pas l'essentiel, mais qu'il est plus important de s'"accorder" avec les autres et avec soi-même.

Ces "rappels" sont complétés par de nombreuses fêtes dont les quatre principales sont Noël, Pâques, la Saint-Jean et la Saint-Michel. *"Ce sont les quatre coins de l'année, dans le cycle de la vie et de la mort célébrés sous d'autres formes depuis des millénaires. La fête est un des fondements de la vie communautaire. C'est un puissant moyen pour célébrer l'unité par le chant, la danse, le théâtre, non seulement entre les membres, mais avec tout l'Univers"*. *"La danse est une activité festive collective de tous les pays du monde. C'est un langage de communion directe qui rétablit entre les membres ce que les affrontements du quotidien peuvent affaiblir"*. L'Arche s'enrichit continuellement de danses venant de partout. On trouve dans les soirées de danse à l'Arche quelque chose de cette force, de cet enthousiasme populaire qu'on ressent en participant à un Fest Noz en Bretagne, l'alcool en



Communauté de Bonnecombe

moins. A entendre les gens de l'Arche, c'est certainement ce qu'ils font de mieux. Ils pensent même que c'est un des caractères d'une autre société possible.

1948 :

#### La première communauté

Après la publication de livres de Lanza del Vasto, l'envie de communauté n'est pas née tout de suite. Au départ ce sont des groupes d'amis qui se réunissaient à Paris, s'interrogeant sur la manière de mettre en œuvre une société non-violente et sur ce qu'il convenait de faire dans sa propre vie pour éviter que ne dure cette situation. Nous sommes en 1946. Après la guerre, commence le débat sur la décolonisation : la France entre en guerre en Indochine (aujourd'hui le Viet-Nam) et la situation est déjà tendue dans les pays du Maghreb... ainsi que dans de nombreuses colonies africaines. Les critiques commencent à se faire entendre sur l'évolution du communisme à l'Est et sur les méfaits d'une prise de pouvoir seulement idéologique.

Gandhi a amené une nouvelle vision du monde : celle d'une personne du tiers-monde. Un dis-

cours qui n'avait jamais été entendu jusqu'alors. C'est une rupture par rapport à la vision occidentale classique. Lanza del Vasto multiplie les conférences sur cette nouvelle façon de voir le monde, sur la non-violence, sur la religion. C'est d'abord un théoricien.

La première initiative concrète est de cultiver en commun un jardin et d'ouvrir des ateliers de tissage, de filage, de travail du bois et de ciselure. En 1948, le groupe est déjà assez important quand intervient la mort de Gandhi. C'est alors que certains proposent d'aller à la campagne pour monter une communauté dans le style développé par Gandhi. Personne n'a d'argent. Ils deviennent alors fermiers en Charente. La situation est très rudimentaire : la charrue est tirée à dos d'homme. Quelques ateliers sont mis en place : menuiserie, sculpture... pour favoriser l'autonomie et le sens du travail. Ces premiers pas communautaires pourraient se définir comme "franciscains et anarchistes". Il n'y avait alors aucun critère de sélection pour y entrer. Cela a eu très vite des conséquences extrêmement négatives : passage de nombreux parasites, la caisse commune qui disparaissait régulièrement, les

derniers arrivés qui remettaient tout en cause... *"Les erreurs ont toutes été faites"* et l'expérience capote.

A la suite de cet échec, Lanza del Vasto repart en Inde pour approfondir sa connaissance des communautés gandhiennes, toujours très actives même après la mort de Gandhi. C'est l'époque où l'Inde découvre Vinôbâ, un disciple de Gandhi qui propose une révolution agraire nouvelle fondée sur le don libre de la terre. Parfois des villages acceptent de tout repartager. C'est une surface grande comme la France qui sera ainsi redistribuée. Lanza del Vasto suit Vinôbâ pendant trois mois de village en village. Il en sort un livre fort intéressant : *"Vinôbâ ou le nouveau pèlerinage"*. Un petit groupe issu de l'expérience charentaise s'installe du côté de Nice, provisoirement, à Tourette-sur-Loup où les filles apprennent le tissage.

De ce petit groupe, un troisième essai est engagé du côté de Bollène, dans le Vaucluse, dans la vallée du Rhône. Cette communauté se retrouve presque nez à nez avec le site de Marcoule où se développent les premières installations nucléaires militaires puis civiles en 1958. C'est là que la France commence sa production de plutonium.

Lanza del Vasto et la communauté vont alors organiser les premières manifestations antinucléaires. Cela donne une certaine notoriété à la communauté. Comme celle-ci est située sur un axe de passage intensif, elle va être largement visitée. Mais les gens qui passent sont d'abord des curieux qui les regardent comme un zoo de bêtes bizarres : ils viennent voir ces personnes qui se confectionnent elles-mêmes des vêtements, filent leur laine, travaillent le bois, cultivent leur jardin, chantent de la musique traditionnelle... Cela va conduire le groupe à réagir contre cet envahissement touristique et à édicter des règles de fonctionnement assez précises.

### **Action pendant la guerre d'Algérie**

A partir de 1957, une autre action non-violente avait été lancée depuis la Communauté de Bollène, contre les tortures en Algérie (lire à ce sujet "Technique de la non-violence"). Lanza del Vasto et deux compagnons jeûnent pendant vingt jours. On les accuse de déshonorer l'armée. Pierre Henri Simon publie "Contre la torture" et Servan Schreiber "Lieutenant en Algérie". Le Général de Bollardière part deux mois en forteresse pour avoir refusé d'appliquer les tortures.

Une autre campagne s'enchaîne bientôt à celle-ci en soutien aux réfractaires à la guerre d'Algérie. Pour cette campagne, deux compagnons feront deux ans de prison parmi d'autres. Avec Jo Pyronnet commence l'Action Civique Non-Violente. Celle-ci dénonce les camps de concentration de l'époque que l'on appelait "camps d'assignation à résidence surveillée" où l'on enfermait les suspects. Mais le suspect n'est-il pas celui contre qui il n'y a rien à reprocher ? Les non-violents se disent suspects eux aussi et demandent leur internement. Ils s'en suivent de belles actions devant les camps que la France découvre.

### **De novice à compagnon**

Comment assurer un suivi dans le travail sans recréer une hiérarchie dans le pouvoir ? La réponse a été une hiérarchie dans l'engagement.

Des temps de stage ont été mis en place pour présenter aux nouveaux venus ce qu'est une communauté : on est ainsi passé d'une tendance plus anarchique à un système proche du système monastique avec l'introduction d'un temps de postulat. Ces stages permettent déjà une première sélection : supporte-t-on un régime végétarien (choix fait de respect de toute vie), supporte-t-on une vie relativement austère (avec pas mal de nuances selon les communautés), supporte-t-on le mode de dialogue entre les personnes... Et surtout, celles ou ceux qui viennent ont-ils l'esprit de service ? Sont-ils prêts à travailler dans les secteurs où l'on aurait besoin d'eux ou seulement là où cela leur plaît, ou selon leur compétence ? La communauté est-elle dans sa tête, ses bras ou ses actes ? A la fin de ces stages de présentation, il est alors possible de postuler pour entrer dans la communauté. Chaque postulant accepté devient un "novice" et peut alors vivre dans la communauté, travailler dans la communauté, mais il ne participe pas pendant cette première période à toutes les décisions du groupe. Dans les réunions, il participe à l'organisation de la vie, du travail, mais non aux décisions touchant les orientations et les admissions dans la communauté. Peu à peu, chacun s'intègre dans le secteur qui lui convient et bien souvent il doit apprendre le métier, car ceux qui viennent connaissent mieux le stylo que la fourche ou la scie. Après plusieurs années, il est souhaité que chacun change de métier ou en apprenne un autre. Tout savoir devient facilement un pouvoir et il est bon de se retrouver dans la condition de celui qui apprend.

Au bout d'un certain temps, le novice peut demander son entrée dans la communauté, c'est-à-dire devenir "compagnon". Ce stade est le plus engageant puisqu'alors il lui est demandé de mettre en commun ses biens propres et de faire des "vœux" précisant le sens de sa démarche au sein de la communauté et ses responsabilités vis-à-vis du groupe. A la différence d'un "mariage", le vœu est fait sur une durée renouvelable (généralement sur un an), certains, après plusieurs renouvellements optant pour des vœux définitifs. Le délai entre le premier

stage et le compagnonnage peut prendre de nombreuses années : c'est un moyen pour la communauté de laisser le temps à la personne de régler ses problèmes personnels avant d'entrer dans le groupe.

Tout cela comporte des exceptions car cet engagement est parfois difficile à vivre dans le temps : certaines personnes s'en vont ou demandent une période de vie en dehors de la communauté... Dans d'autres cas, lorsque des conflits semblaient menacer la communauté, des "essaimages" ont eu lieu avec la création de nouveaux lieux communautaires, ce qui explique qu'aujourd'hui il y ait des différences notables entre les différentes communautés.

Au sein des "compagnons", il y a un certain nombre de responsabilités qui sont partagées. Le partage des responsabilités est fait à l'unanimité. Beaucoup de décisions sont aussi prises au consensus, pour des décisions mineures, mais sont toujours appelées par erreur décisions prises à l'unanimité. *"Dans le consensus, je consens, je sens ce que les autres sentent, je l'accepte et c'est déjà beaucoup. L'unanimité demande plus car le mot veut dire 'avoir une seule âme', c'est donc plus qu'un consentement qui est demandé à chacun, mais un soutien actif que la décision prise prenne corps. Pour les engagements mutuels, pour la nomination des responsables, on comprend toute l'importance de ce soutien mutuel".*

Parmi les Compagnons, il y a un responsable de la communauté. Le choix de celui-ci est fait en cherchant celui qui a la plus grande capacité d'écoute et celui qui pourra ainsi le mieux démêler les sources de conflits. Le point fondamental est qu'il n'y a pas de candidat. Une personne est nommée en réunion générale par le groupe pour "consulter" tout le monde. Chacun va dire, en tête-à-tête, qui il voit à ce poste, cela permet de repérer les personnes les mieux acceptées et ensuite un deuxième tour demande à chacun de s'exprimer sur les quelques personnes retenues. Progressivement, cela permet de dégager une personne à qui il faut demander si elle est d'accord. Lorsque ce processus "en privé" est fini, un débat général a alors lieu pour vérifier si l'on est bien tous d'accord. Les postes sont

en général d'une durée de trois ans, renouvelables. Ce processus est bien sûr un peu long, mais il a permis jusqu'à maintenant de renouveler les responsables sans conflit (2).

### 1963 : La Borie-Noble

La communauté de Bolène prenant de l'importance - une vingtaine de personnes - le groupe se trouve à l'étroit. Dérangée par les sites nucléaires et le tourisme, la communauté cherche un nouveau lieu plus retiré pour que les personnes qui viennent rendre visite aient vraiment un intérêt à la démarche entreprise. Le groupe trouve la ferme de la Borie-Noble, d'une superficie de 400 hectares dont 50 hectares cultivables, située au sud du Causse du Larzac, au Nord du département de l'Hérault. Les terres sont pauvres. Il y a quelques bâtiments (à la Borie-Noble et au hameau de Nogaret). L'ensemble à l'époque ne valait que 60 000 F, ce qui était le prix d'un appartement à Paris. Les premières années vont consister à relever les ruines. Ce travail de gros-œuvre est l'occasion de faire des bâtiments de toute beauté. Une école est mise en place à Nogaret pour les enfants de la communauté. Un projet de barrage hydraulique voit même le jour en amont pour assurer l'autonomie énergétique, mais il sera abandonné faute de personnes disposant de suffisamment de temps. Les Compagnons choisissent alors un mode de vie plus rudimentaire (aujourd'hui encore, les bâtiments n'ont pas d'électricité). Le groupe prend de l'importance et dépasse la cinquantaine de personnes.

En 1963, au moment de l'acquisition, un agent de l'ONF leur propose les bâtiments de la Flayssière situés de l'autre côté de la route d'accès. Ce qui permet de gagner quelques bâtiments et six hectares supplémentaires. Au total, cela fait trois hameaux distincts.

### La lutte du Larzac

La communauté s'implique dès le début des années 70 dans la lutte des paysans du Larzac. Sur le Causse du Larzac, une centaine d'exploitations sont en effet menacées par le projet d'extension d'un



Communauté de la Borie Noble

camp militaire. 18 000 hectares sont en jeu. Les paysans vont être particulièrement sensibles à la démarche non-violente et la lutte va donner lieu à une des plus grandes mobilisations populaires en France, qui culminera en 1977 avec un rassemblement de plus de 100 000 personnes. Cette lutte permet aux Communautés de l'Arche de faire leurs preuves dans le domaine politique et de nombreuses personnes vont les approcher, découvrir les écrits de Lanza del Vasto, leurs pratiques gandhiennes. Lanza del Vasto va également mener la lutte sur d'autres sites comme Creys-Malville où en 1976, les Compagnons de l'Arche vont réussir à pénétrer sur le chantier de Superphénix malgré l'opposition des forces de l'ordre : les Compagnons qui franchiront en premier le trou fait dans le grillage se feront sérieusement matraquer mais obligeront les gardes-mobiles à reculer. En 1981, Mitterrand, qui est venu plusieurs fois rencontrer les paysans, va au moins tenir une de ses promesses : il met fin au projet d'extension du camp militaire (3).

### Le temps de l'essaimage

Pendant la lutte du Larzac, la Communauté de la Borie-Noble devient trop petite et des groupes vont essaimer en de nouveaux lieux : tout d'abord à l'Abbaye Notre-Dame de Bonnecombe, à une vingtaine de kilomètres au Sud de Bonnecombe, en 1980, et aux Truels du Larzac, en 1981, dans les murs

d'anciens bâtiments rachetés par l'armée... squattés depuis 1974 par deux ménages de compagnons avec leurs quatre enfants. La création de ces nouveaux centres communautaires permet des regroupements par "affinités" et des démarches légèrement différentes. D'autres groupes essaient dans d'autres régions : une communauté voit le jour au Grand Mouligné, vers Agen, une autre à la Grande Chouannière, dans la Sarthe. Enfin, la communauté de Bonnecombe va se subdiviser en deux : une partie des compagnons s'installant en 1986 dans l'Abbaye de Saint-Antoine, entre Grenoble et Valence, dans l'Isère.

Si toutes revendiquent la tradition gandhienne et l'héritage de Lanza del Vasto aujourd'hui décédé, les différences se font au niveau de l'ouverture avec la société. Toutes ont un régime végétarien, toutes revendiquent une approche religieuse de la non-violence, toutes prônent une vie simple.

La Borie-Noble et La Flayssière ont opté pour des modes de vie très simples : les seules concessions sont le téléphone et quelques véhicules. Mais la communauté, aux activités essentiellement agricoles, pratique la traction animale, s'éclaire à la bougie, se chauffe au bois. Ils ont choisi de s'asseoir par terre dans la salle commune où se prennent les repas et où se font les réunions. Cela permet à celle-ci d'être aussi salle de danse et d'exercices (yoga, méditation). Le couvert a lui aussi été réduit à l'essentiel, la plupart se contentant d'un bol et d'une cuillère,

(2) Une telle méthode pourrait servir d'exemple pour déterminer les délégations de pouvoir dans tous les groupes qui cherchent à fonctionner dans la non-violence... Cela éviterait de nombreuses querelles de chef !

(3) Pour la petite histoire, aujourd'hui une autoroute est en construction sur le plateau du Larzac. Elle est en train de complètement défigurer le lieu... sans apparemment d'opposition des paysans !

ce qui ne pose guère de problèmes avec une alimentation végétarienne. Le linge est lavé au lavoir. Tout ceci n'est pas sans rappeler sous d'autres formes ce qu'on trouve dans un monastère Zen.

Les nouvelles communautés n'ont pas fait le même choix. Bonnecombe a l'électricité et un chauffage central au bois (avec d'énormes frais de fonctionnement vu la taille des bâtiments). Les familles ont le téléphone chez elles, et même pour certaines actions, le télécopieur. Les activités agricoles sont maintenues mais elles sont complétées par l'accueil de personnes extérieures soit pour des stages au sein de la communauté soit pour des activités compatibles avec l'action non-violente. La communauté de Saint-Antoine est encore plus moderniste : c'est la seule située au cœur d'un village et comme elle ne dispose pas de beaucoup de terrains, elle est limitée à un simple jardinage, le reste des ressources étant assuré par l'accueil de sessions de formation. Cet ouverture à l'accueil a nécessité de nombreuses concessions : les participants ayant certains besoins. Dans cette dernière communauté, la présence au sein du village change également le rapport avec la société, la communauté étant directement en lien avec les voisins (les enfants allant par exemple voir la télévision chez leurs copains). Elles développent toutes des stages de formation à la non-violence.

### **Le mouvement Amis et Alliés**

En 1952, après l'échec de la communauté de Tournier, dans les Charentes, Lanza del Vasto avait créé dans les grandes villes de France des groupes d'amis qui étaient reliés entre eux par un bulletin qui paraît toujours : "Les nouvelles de l'Arche". Avec les actions pendant la guerre d'Algérie, ou contre le nucléaire, beaucoup d'amis quittèrent l'Arche, ne supportant pas l'engagement politique.

Les campagnes des années 70, très militantes, vont voir se développer de nouvelles formes de soutien. Le mouvement se renforce autour des communautés avec des groupes "Amis de l'Arche" actifs, qui soutiennent librement les actions ou/et les communautés.

Parmi ces Amis, on distingue les Alliés qui eux, sans appartenir à l'une des communautés, prennent l'engagement de vivre une démarche proche de celle des communautés (recherche spirituelle, non-violence, vie simple...). Les Amis sont généralement très actifs dans la mouvance non-violente, vivent simplement et apprécient la philosophie de Gandhi. A ce niveau, on trouve des non-croyants qui trouvent la démarche des communautés positive mais qui sont gênés par le trop grand aspect religieux, des personnes engagées dans une vie sociale ou familiale qu'ils ne veulent pas quitter, etc... *"Il y a une complémentarité à développer entre ceux qui vivent dans la société et vont la contester de l'intérieur, organisant toutes sortes de réseaux et ceux qui vivent en communauté et essayent une autre forme de vie plus radicale"*.

Certains de ces groupes "Amis de l'Arche" ont même fondé leur propre communauté mais avec des règles de fonctionnement différentes. Il en existe en France (Communauté de Boisgérard dans l'Aube fondée en 1991), en Hollande, en Italie, en Espagne, en Suisse...

Globalement, aujourd'hui, on compte environ 70 compagnons et une grosse quarantaine de novices et postulants répartis dans les différentes communautés. Les groupes Amis de l'Arche regroupent plusieurs centaines de personnes.

L'essaimage s'est fait à un moment où la militance non-violente était à son sommet et aujourd'hui le renouvellement se fait lentement. La militance a bien faibli après la période du Jeûne pour la vie et les manifestations contre les Euromissiles (1983 - 1984). Ceci a entraîné une fragilisation des Communautés. Ainsi, en septembre 1993, le hameau de Nogaret a été fermé et ses membres se sont répartis dans les autres communautés. La communauté de Bonnecombe est confrontée à la gestion de bâtiments immenses (un hectare de toits !) et est débordée de travail.

Cette fragilisation a une conséquence : alors que les groupes essayaient auparavant de dégager des personnes pour soutenir les campagnes non-violentes, cela devient difficile aujourd'hui. Cela reste toutefois un objectif bien présent dans la démarche des Communautés.

### **La résolution des conflits**

Le conflit est normal entre des personnes qui vivent ensemble. Mais lorsque l'on se dit non-violent, existe-t-il une méthode pour résoudre ces conflits ?

La première règle appliquée à l'Arche est que le conflit entre deux personnes doit se régler par le dialogue entre les personnes elles-mêmes. Cela suffit dans bien des cas tant ce dialogue est inscrit dans le fonctionnement même de la communauté. Mais parfois cela ne suffit pas et cela empiète alors sur le groupe. Plusieurs méthodes sont alors possibles : la nomination d'un médiateur (souvent extérieur à la communauté) ou lorsque cela nuit vraiment trop au groupe, le départ des personnes en conflit peut être envisagé. Ce cas extrême est aujourd'hui tempéré par l'existence de plusieurs communautés, ce qui permet une nouvelle solution : que l'une au moins des personnes en conflit change de communauté. Le départ étant une solution d'échec. Ces différentes solutions ne sont pas imposées : elles sont proposées par la communauté et ce sont les personnes en conflit qui doivent choisir la solution. Les problèmes les plus difficiles sont les problèmes de couple... La démarche communautaire va toujours essayer de sauver les relations entre les personnes en conflit mais dans le cas d'un couple, cela pose en plus la question du divorce... car les couples sont mariés (c'est souvent le premier niveau d'engagement communautaire). Si le divorce n'est pas souhaité, il est toutefois toléré, de même qu'il existe quelques couples non-mariés.

### **L'éducation**

Le débat sur l'éducation des enfants est fondamental dans tout projet de changement de société. La réflexion menée à l'Arche est d'amener l'enfant à pouvoir choisir. Il est clair dès le départ qu'ils doivent pouvoir à leur majorité avoir le choix entre poursuivre au sein de la communauté et pouvoir aller exercer un métier ailleurs. Si l'Arche reprend bon nombre de méthodes du système classique pour les valeurs de base (compter, lire, écrire), elle



Communauté de Saint-Antoine

cherche à ce que tous les enfants apprennent au moins un métier manuel ou de service et ne pousse pas spécialement à poursuivre des études ou à passer des diplômes.

Au départ, il y avait une école de l'Arche, dans le hameau de Nogaret, mais le problème de la désertification rurale menace les écoles rurales. A la Borie-Noble, le maire est venu demander si la communauté pouvait envoyer ses enfants à l'école pour empêcher sa fermeture et depuis seul un jardin d'enfant (moins de 6 ans) a été maintenu. Ceux qui tenaient à une école interne à la communauté trouvent que ce soutien "politique" entraîne une grosse perte pour le groupe : les enfants sont soumis aux méthodes traditionnelles de compétition. Les partisans de l'école extérieure mettent en avant la socialisation de l'enfant, la confrontation avec les autres modes de vie. Dans les autres communautés, il n'y a pas eu d'école, mais des cours sont organisés le mercredi pour les enfants : religion, théâtre, ateliers, danse...

Le débat sur ce sujet est loin d'être clos : comme les communautés de l'Arche existent depuis longtemps, de nombreux enfants

sont depuis devenus adultes et le résultat est mitigé : il y a très peu de demandes de la part des enfants de rester dans la communauté, mais on en retrouve beaucoup dans des groupes militants ou artistiques, dans les groupes Amis de l'Arche. Les enfants reviennent voir leurs parents, aident souvent au niveau de l'action extérieure... mais les conjoints n'ont pas forcément envie de suivre le mouvement communautaire. Il leur reste une ouverture d'esprit peu commune.

### L'engagement militant

Lorsqu'une personne veut mener un travail extérieur pour une cause ou pour une autre, elle le propose à la communauté qui doit alors s'organiser pour lui laisser du temps. Cela nécessite donc un débat général pour voir ce qui est possible et pour voir jusqu'où la Communauté s'engage. Si le groupe est d'accord, alors la personne agira en son nom propre ou au nom de la communauté ou de l'Arche, selon l'accord obtenu.

La taille du groupe a un rôle important. Du temps du Larzac, tout le monde s'entassait au même endroit et il était plus facile que des

personnes s'extrait du groupe pour aller faire des actions extérieures. Aujourd'hui, après l'essai, chaque communauté dispose de moins de disponibilités et cela limite les possibilités d'actions extérieures. Toutefois des personnes comme Michel Nodet à la Communauté de Saint-Antoine ou Marie-Pierre Bovy à la Communauté de Bonnetcombe ont un grand rôle à l'extérieur. Le premier assure le secrétariat des actions non-violentes de l'Arche. La seconde assure plusieurs postes : animatrice du collectif Stop-Essais, contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, présidente internationale de l'IFOR, mouvement international de la réconciliation. Marie-Pierre Bovy anime de nombreuses conférences à l'extérieur (ce qui à la limite pose des problèmes de présence dans la communauté).

De nombreuses actions sont proposées de l'extérieur. Lorsqu'il y a une telle demande, Michel Nodet peut provoquer une réunion avec l'ensemble des responsables des communautés et avec un ou des représentants du Mouvement (les Amis et les Alliés) pour décider de la participation de l'Arche dans son ensemble. La plupart des actions



**Communauté de la Flayssière :** *pas d'électricité, donc pas de machine à laver !*

non-violentes étant dans la durée, il faut alors peser le pour et le contre pour l'avenir de l'ensemble de l'Arche. Il faut également l'accord de tous, ce qui peut entraîner de longs débats.

L'Arche a ainsi mené des actions dans le domaine anti-nucléaire (contre la bombe et contre les centrales nucléaires, les mines d'uranium), dans le domaine antimilitariste (soutien aux réfractaires, soutien aux paysans du Larzac, contre la guerre du Golfe, soutien à la non-violence en Yougoslavie), pour les droits de l'homme (la lutte contre la torture, soutien au peuple

Kanak, contestation des lois Pasqua)... Les modes d'action sont souvent le jeûne, les marches, les pétitions, des "vigiles" (présence) devant des lieux symboliques, mais aussi l'envoi de personnes à la rencontre des instances de décisions (du "lobbying"), mais aussi des actions de désobéissance civile, pouvant entraîner des poursuites devant la justice.

Enfin, les Communautés assurent un accueil et une formation sur place très important notamment avec des militants venant de groupes du Sud : des groupes tiers-mondistes, non-violents, religieux, etc...

**Récolte des pommes de terre :** *la traction animale rend plus autonome et ne demande finalement pas tellement plus d'effort que le tracteur.*



Des sessions ont été faites dans de multiples directions. Un gros travail a été fait par exemple en direction de l'éducation à la non-violence (avec des militants du MAN, mouvement pour une alternative non-violente, du Cun du Larzac...).

### **Relations avec le voisinage et les autorités**

Ce fonctionnement communautaire est relativement déroutant pour celui qui est "dans le système". De même, les actions souvent radicales, ont provoqué des tensions avec les autorités.

Les voisins discutent beaucoup et critiquent également : ils ironisent par exemple sur les achats ou les services faits à l'extérieur (une partie du bois est acheté, des locations de tracteurs sont faites lorsqu'il faut défricher un champ pour ne pas fatiguer les chevaux...). Dans ce contexte, l'aide financière des Amis et des Alliés a souvent permis de corriger des erreurs ou de faire des investissements... ce qui est aussi en contradiction avec la volonté affichée de se mettre en dehors du système.

Mais ces critiques se sont atténuées avec le temps. D'une part parce que les communautés fonctionnent mieux, mais aussi parce que les voisins ruraux sont frappés par la crise et se posent maintenant plus de questions. Progressivement des liens se sont mis en place, des échanges mutuels se font. A la Borie-Noble, le choix de soutenir l'école du village a aidé également. La Communauté de Saint-Antoine est beaucoup plus intégrée parce qu'elle est dans le village. Marie-Pierre Bovy souligne que l'engagement militant ne reçoit pas le même soutien selon les sujets : si l'aide aux plus défavorisés est acceptée par tous, la lutte contre la guerre suscite plus de débats et l'engagement anti-nucléaire est le moins bien accepté. Autour du Larzac, on trouve beaucoup de mines d'uranium qui ont été l'objet de nombreuses actions. Les visiteurs à l'Abbaye de Bonnecombe peuvent être surpris : de grands panneaux d'information présentent les luttes que soutiennent les Communautés de l'Arche.

Les gendarmes ont été très curieux au départ : ils pensaient que l'Arche était un repaire d'insoumis,

de drogués, une secte... Au début, ils ont essayé de faire des arrivées imprévisibles dans le groupe. Mais progressivement, ils ont fini par comprendre que quand une personne de l'Arche dit quelque chose, c'est que c'est vrai. A chaque action militante, les gendarmes essaient de savoir ce qui se trame... mais les Compagnons de l'Arche savent aussi ne rien dire !

Il est arrivé que des personnes en situation irrégulière viennent trouver refuge dans la Communauté. Cela s'est toujours fait le plus possible ouvertement, mais les autorités n'ont jamais provoqué d'incident : le dialogue avec la DDASS ou les services de la préfecture ont toujours permis d'arranger les choses : pour un gamin en fugue, vaut-il mieux le ramener avec les menottes à ses parents ou avertir ceux-ci qu'il est en bonne compagnie et lui laisser le temps de la réflexion ? Au départ, le dialogue était difficile, non seulement pour les autorités, mais aussi pour les Compagnons de l'Arche car il fallait dépasser le "rejet du képi". Le dialogue est très subversif : le dialogue avec les forces de l'ordre a souvent une conséquence : le changement des effectifs pour éviter la "contamination" de la non-violence.

### La dynamique actuelle

Après presque 40 ans d'expérience, les Communautés de l'Arche ont réussi à bâtir des lieux très bien entretenus. Après un affaiblissement dû à l'essaimage des années 1980, on assiste aujourd'hui à un renouveau au niveau de l'action non-violente, cela a permis d'ouvrir la démarche dans de nouvelles directions (en particulier vers les Musulmans avec les actions pour l'ex-Yougoslavie et contre les lois Pasqua), mais les communautés ont tendance à vieillir. Il ne faut pas compter sur les enfants qui naissent dans les communautés. La plupart ne restent pas à l'âge adulte. Il semble que la forme de vie proposée ne corresponde pas le plus souvent à leur attente. La perte d'influence de la religion dans la société et la domination de l'individualisme nuisent au développement des Communautés. Il reste que l'on trouve des personnes de tous âges et que c'est déjà une assurance quant à la continuation de l'action engagée.

Michel BERNARD



Les compagnons de l'Arche en action : ici sit-in contre l'exploitation d'une mine d'uranium à ciel ouvert à St-Jean de la Blaquière (12) en 1985.

### Contacts :

- Communauté de la Borie-Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 67 44 09 89
- Communauté de l'Arche de la Flayssièrre, 34650 Joncels, tél : 67 44 40 90.
- Communauté de Bonnecombe, Comps Lagranville, 12120 Cassagnes Bégonhès, tél : 65 74 13 40.
- Communauté Les Truels du Larzac, 12100 Millau, tél : 65 61 00 38.

- Communauté Le Grand Mouligné, 47360 Montpezat d'Agenais, tél : 53 95 04 51.
- Communauté La Grande Chouannière, 72810 Ségrie, tél : 43 97 07 70.
- Communauté de Saint Antoine, Saint-Antoine l'Abbaye, 38160 Saint-Marcellin, tél : 76 36 45 52.
- Communauté de Bethsalem, Mas del Arca, Fenouillix, 66500 Prades, tél : 68 96 06 49.

### Et tout finit par des chansons...



# LES COOPERATIVES LONGO MAI

**L**ongo Maï ("longtemps encore" en occitan) est le fruit de la révolte de mai 1968 qui a secoué toute l'Europe. Mais l'origine du groupe se trouve en Suisse et en Autriche où des groupes d'extrême-gauche se battent contre l'Etat. En Autriche, le groupe "Spartakus" mène la vie dure aux groupes nazis toujours très actifs, alors qu'en Suisse, le groupe "Hydra" mène des actions dans le domaine social. Ce

Sorbonne. Après la retombée du mouvement, Rémi se réfugie un moment avec quelques copains, en Provence, au pied de la montagne de la Lure. Il y rencontre Giono dont il connaît l'expérience ratée de Contadour, un projet de commune libre menée par le grand écrivain en 1935.

Poursuivi pour ses activités pendant les manifestations de mai 68, il se réfugie en Autriche où il sympathisera avec le groupe Sparta-

fief des nazis, rassemble plus de 5000 personnes à Vienne. Les groupes nazis attaquent la manifestation mais le service d'ordre musclé de Spartakus les met en fuite. Tout cela provoque de nombreux procès... Le 14 février 1972, des grenades sont lancées par des néo-nazis dans les locaux de Spartakus. C'est un miracle s'il n'y a pas de blessés. Le groupe décide de quitter l'Autriche pour la Suisse où il se réfugie à Bâle dans le groupe Hydra.

A Bâle, le mouvement étudiant "Organisation progressiste de Bâle" fait la promotion de la drogue qui doit détruire le système capitaliste. Deux jeunes viennent de mourir d'overdose. Lors d'une réunion publique de ce groupe, Rémi, présent dans la salle, repère le dealer qui pousse à ce type de revendications et lui donne une grande claque. Cela aura une conséquence : la police suisse va regarder avec plus de sympathie les actions menées par ces gauchistes. Aujourd'hui, la police suisse est la seule en Europe à laisser Longo Maï tranquille. Une partie de ces étudiants constitue alors le groupe Hydra qui mène des actions sociales : occupation d'usines pour dénoncer les conditions de travail des apprentis, boycott des produits de ces usines, vigiles devant l'entreprise. Comme Spartakus qu'ils rencontrent, les militants vont aussi s'intéresser aux maisons pour jeunes délinquants, à l'armée, aux immigrés et à la xénophobie. Les campagnes de boycott vont permettre au groupe de se faire connaître largement à l'extérieur même des frontières et d'avoir des contacts avec de nombreux autres mouvements qui reprennent leurs revendications (syndicats, gauche chrétienne, etc...).

*Nées du mouvement post-soixante-huitard, les coopératives de Longo Maï développent un ensemble d'activités autonomes tout en poursuivant des actions politiques radicales.*

dernier groupe dispose en Suisse d'une organisation bien structurée et notamment d'un système de collecte d'argent parfaitement rodé, pour mener ses campagnes. Ces deux groupes de "personnes libres" sont en confrontation permanente avec les autorités.

L'arrivée de ces groupes, de langue allemande, en région provençale va être le fait d'une rencontre avec Roland Perrot, dit "Rémi" dit "le grand-père", déserteur pendant la guerre d'Algérie, auteur du livre RAS dont Yves Boisset fera un film. Quand arrive la vague de mai 1968, Rémi anime un collectif d'éducateurs en région parisienne. Bien que n'étant adhérent à aucun des groupes actifs de l'époque, il se retrouve responsable du service d'ordre de la

kus. Le groupe mène des actions spectaculaires. En 1969, ils interrompent à une cinquantaine une représentation à l'Opéra de Vienne pour dénoncer la présence du Shah d'Iran, ils soutiennent un foyer que Caritas (1) veut fermer et essaient de développer l'autogestion au sein du groupe. Ils dénoncent le rôle néfaste de l'Eglise en envahissant la cathédrale de Vienne pendant les cérémonies du Vendredi saint. Ils s'enferment dans une cage du zoo de Vienne pour protester contre le sort fait aux jeunes dans les maisons de redressement. Ils résistent quatre jours sur le toit d'une usine menacée par les privatisations. Ils pénètrent par surprise sur un plateau de télé et interviennent en direct. En 1971, une manifestation contre l'armée,

(1) l'équivalent du Secours Catholique.



Diner dans la salle commune de Grange-Neuve (Limans)

En 1972, Hydra soutient les ouvriers en lutte de l'usine de Schirmeck qui reprennent avec succès l'usine en autogestion. Aujourd'hui, cette usine existe encore. Cette expérience de reprise d'usine les conduit à prendre contact avec des avocats, des gestionnaires, des conseils en organisation et donne au groupe une grande efficacité. Hydra va alors venir en aide de la même manière à de nombreuses luttes sociales dans toute l'Europe.

Alors que se développent dans toute l'Europe les mouvements terroristes (Baader en Allemagne, Brigades Rouges en Italie), Hydra et Spartakus proposent une autre voie : l'autogestion, l'organisation "alternative" et l'humour. En 1972, une réunion se tient pour débattre sur les moyens de renforcer cette organisation "alternative" contre le système dominant. Rémi, qui se souvient de ses rencontres avec Giono, propose alors le concept de "villages pionniers européens" qui puissent servir de lieu de refuge en cas de crise. Une quarantaine de personnes se disent alors intéressées.

Ils cherchent un lieu pour implanter le premier de ces villages. Les gouvernements d'Allemagne, Suisse et Autriche font tout pour

faire capoter le projet. Rémi se souvient de ses contacts avec des agriculteurs dans la région de Giono. Il trouve ainsi un terrain sur la colline Zinzine, sur la commune de Limans, près de Forcalquier, dans les Alpes de Haute-Provence : 270 hectares avec une ferme en ruine, Grange-Neuve et un pigeonnier au sommet de la colline. Le tout est racheté pour 450 000 F grâce à la revente d'un immeuble qu'Hydra possédait à Bâle et à l'argent mis par chacun.

#### Comment fonctionne Longo Maï

La première communauté de Longo Maï est ainsi née en 1973 sous la forme d'une société de coopérative ouvrière de production (SCOP). Très vite s'est posée la question de la rémunération des personnes de la communauté : les SCOP sont adaptées à une démarche de partage du pouvoir entre des salariés mais ne permettent pas d'inclure une ouverture aux personnes qui ne travaillent pas dans le groupe. La forme coopérative a été conservée mais avec un statut permettant d'ouvrir les prises de décision à tout le monde. Des distinctions ont été mises en place.

Aujourd'hui, la propriété des lieux est collective sous forme de GFA, groupement foncier agricole. Les différentes productions et la vente extérieure ont gardé une forme coopérative, ces productions ayant pour but de contrôler des filières d'un bout à l'autre pour permettre d'avoir une certaine rentabilité et limiter les intermédiaires. La filière la plus développée aujourd'hui est la laine. Une nouvelle filière est développée autour du commerce des fruits et légumes. Certaines personnes, ayant une activité très particulière, ont opté pour des statuts d'agriculteurs sous forme d'EARL, entreprise agricole à responsabilité limitée. Ces statuts ont évolué depuis les débuts de la communauté, mais se trouvent confrontés à des obstacles juridiques : la communauté n'existe pas légalement et le caractère international de Longo Maï pose, en plus, des problèmes spécifiques : certaines personnes, comme les Suisses, ne peuvent, par exemple vivre dans la communauté de Limans qu'avec le statut de... touristes !

Ces statuts sont une obligation légale... mais dans la pratique, la communauté essaie de développer l'autogestion, c'est-à-dire la partici-



**Construction de la bibliothèque à Hypolite (Limans)**

pation de tous aux décisions, des délégations de pouvoir limitées dans le temps, une rotation des responsabilités. A ce jour, il existe 5 coopératives Longo Maï en France, une en Suisse, une en Autriche et une en Ukraine. L'ensemble des participants - autour de 200 personnes - se réunissent une fois par an (traditionnellement entre Noël et le jour de l'An, période d'inactivité pour le monde agricole) pour déterminer le programme et se partager les tâches entre les différentes communautés. Par contre, au sein de chaque communauté, les réunions sont quasi-permanentes, le soir, après un repas collectif.

Il y a toutefois des différences entre le discours et la pratique : les gens ont tendance à fonctionner par groupes d'affinités et la rotation

des tâches est toute relative : elle est possible, mais elle n'est pas forcément souhaitée. Ainsi, ce sont souvent les mêmes personnes qui s'intéressent aux bêtes ou les mêmes qui vont parler au micro de la communauté de Forcalquier, Radio-Zinzine.

#### **L'accueil des nouveaux arrivants**

Une personne qui arrive dans le groupe n'a pas de démarche particulière à faire. Simplement, une présentation rapide des différentes activités lui est faite et ensuite, elle va, au gré des discussions, faire un tour de toutes les tâches de la communauté, visiter les différentes communautés, participer à des actions militantes... La sélection se fait toute seule : soit la personne arrive à sortir

des schémas individualistes de la société et s'intègre dans le groupe, soit elle repartira très rapidement d'elle-même. Il est très rare que le groupe ait à discuter de mettre quelqu'un dehors.

La plupart des nouveaux arrivants ne sont pas très politisés : ils savent ce qu'ils ne veulent pas, ils ont souvent une recherche d'un autre mode de vie anti-autoritaire... et soit le déclic se produit dans les discussions politiques de Longo Maï, soit il continue sa quête. Les militants politiques sont souvent plus durs à intégrer car ils arrivent de structures qui bien que se disant "différentes" utilisent beaucoup les structures hiérarchiques (ne serait-ce que par la spécialisation des rôles) et ont souvent des idées bien arrêtées.

Concrètement, ce sont surtout les Français qui repartent, peu habitués à ce genre de structures relativement informelles où tout est discuté par tout le monde.

#### **La solidarité avec tous les peuples**

L'un des axes de cette communauté est sa volonté de faire rencontrer des peuples de différents pays. Cela s'est traduit évidemment par l'arrivée dans le groupe de personnes de nombreux pays et à l'heure actuelle, la communauté de Longo Maï regroupe des gens de 15 nationalités.

Cet internationalisme à la base ne se reconnaît dans aucune idéologie politique actuelle, même si les fondateurs de la communauté sont issus de l'extrême-gauche. Cette volonté de faire de la politique par le bas permet de choisir de nombreux thèmes d'action et d'avoir le relais de nombreux groupes sympathisants. Autour des groupes communautaires, on compte en effet un solide mouvement de soutien qui regroupe plusieurs milliers de personnes dans toute l'Europe. Ce réseau de soutien est l'une des forces de Longo Maï qui bénéficie ainsi d'un important soutien financier et qui peut mener des campagnes avec une efficacité certaine.

L'une des actions qui sert de fil conducteur depuis le début de la communauté a toujours été la liberté de circulation des individus. Cela a donné des campagnes contre les politiques visant à réfreiner l'immigration. Le Comité européen

de défense des réfugiés immigrés, CEDRI, créé au début des années 1980, a mené des actions contre la politique de fermeture des frontières observée dans toute l'Europe de l'Ouest. En 1989, avec l'ouverture de l'Est, le CEDRI apparaît comme trop étroit, il se transforme et devient le Forum Civique Européen qui offre un lieu de débat et de rencontres entre tous les militants internationalistes à l'Ouest comme à l'Est. Le Forum Civique Européen s'est fortement impliqué dans la critique de la politique menée en ex-Yougoslavie, notamment en proposant l'accueil de tous les déserteurs et en demandant le vote d'une résolution au Parlement Européen. Ce vote ayant eu lieu, une pétition a été lancée pour demander qu'elle soit appliquée... ce qui n'est toujours pas le cas en France.

Le Forum Civique Européen organise chaque année à Longo Maï, au cœur de l'été, un "Congrès" ouvert à tous où l'on peut rencontrer de nombreux intellectuels de tous les pays (beaucoup de monde autour des revues Politis et Le Monde diplomatique). Le Forum Civique Européen s'est doté d'une revue mensuelle "Archipel" éditée en plusieurs langues et qui fait le point sur les campagnes en cours. Revue et congrès permettent un contact régulier avec le mouvement des sympathisants.

Longo Maï se démarque toutefois d'une organisation politique traditionnelle en faisant la différence entre un militant professionnel qui mène des campagnes pour assurer son emploi alors qu'un membre de la communauté va réagir sur un sujet et proposer une campagne en plus de son travail quotidien. De la même manière, un parti politique, par discipline de groupe, va proposer une campagne et chaque adhérent va suivre alors que les campagnes lancées par Longo Maï ou l'une des structures qu'ils animent, va à chaque fois partir de zéro et seuls les groupes et les personnes qui s'y intéressent vraiment y adhèrent (2).

### Vivre à la campagne

Autre problématique développée par Longo Maï : le déséquilibre de plus en plus flagrant entre la ville et la campagne. Alors que des millions de personnes s'entassent

désespérément dans les banlieues et survivent du RMI ou du chômage, de l'autre côté, les campagnes se désertifient et les agriculteurs sont même invités à pratiquer la jachère. Cette situation de crise économique fait partie du discours du système dominant et le choix d'une communauté à la campagne entend montrer qu'il est possible de raisonner différemment, de vivre à la campagne, même si cela doit remettre en cause certaines façons de penser des syndicats complètement sclérosés aujourd'hui.

En s'appuyant sur l'abandon du salariat et en préférant la notion d'effort librement consenti, le choix de ses activités, la communauté de Longo Maï provoque une rupture dans la logique actuelle du travail. Elle reprend aux anarchistes le fait que l'on n'est pas sur terre pour travailler et qu'il est plus important de faire la fête. Sans vivre somptueusement, une visite de la communauté montre qu'à l'évidence la communauté a su développer une certaine richesse : les bâtiments reconstruits en pierre sont magnifiques... même si l'on n'y retrouve évidemment pas tous les gadgets de la société de consommation. Sobre, mais beau.

Par contre, à la différence d'autres milieux critiques, Longo Maï ne rejette pas le progrès technique : l'invention de machines pour remplacer le travail humain est souhaitée car dans l'absolu quoi de mieux qu'un monde sans effort. Malheureusement, le système éco-

nomique est tel qu'actuellement ces progrès techniques ne servent qu'à produire des richesses qui vont dans la poche de quelques uns. Une partie de cet argent accumulé étant réinvestie dans l'assistanat (allocations chômage, RMI...) pour s'"acheter une paix sociale" à bon prix.

Le choix de la communauté, c'est donc aussi le choix d'expérimenter ce que peut être la répartition des richesses, de servir de terrain d'expérimentation, de le montrer à ceux que cela intéresse, d'interpeller les élus sur ce sujet et de donner envie à d'autres de récupérer des terrains et de commencer leur propre aventure. Bref, d'offrir des solutions à ceux qui maintenant arrivent à être des chômeurs de deuxième ou même troisième génération.

Ce discours n'est pas que théorique. Après avoir rencontré de nombreux élus ruraux qui se battent pour sauver leur village, il s'avère que nombreux sont ceux qui seraient prêts à prêter ou à vendre des terrains, des bâtiments pour favoriser l'arrivée de jeunes défavorisés des banlieues, pour recréer un pôle de vie dans leur commune.

Concrètement, de ces discussions sont nées d'autres coopératives et communautés autour de la première communauté de Longo Maï.

### Le réseau de Longo Maï

L'expulsion de huit des fondateurs de nationalité étrangère, en septembre 1973 par Raymond

### Taille de la vigne à Cabrery



(2) On est ainsi plus près des campagnes de lobbying menées par des groupes comme "Agir Ici" ou les "Européens contre Superphénix".

Marcellin, alors Ministre de l'Intérieur (pour cause de menaces pour le Plateau d'Albion !) a obligé à trouver d'autres lieux en France et hors de France. Progressivement, toujours grâce aux collectes effectuées dans les mouvements de soutien, Longo Maï a pu acheter d'autres fermes et bâtiments, souvent avec l'accord des élus locaux. Le choix d'acheter plutôt que de louer a été fait très tôt : il s'agissait d'éviter les expulsions en cas de conflits avec les autorités locales (du côté de la gendarmerie plutôt que du côté de la mairie). Une deuxième ferme est ainsi achetée à Espezonne en Ardèche, à quelques kilomètres de Langogne, sur le haut-plateau. La commune ne compte qu'une trentaine de personnes dont cinq ou six permanents de Longo Maï. La ferme

rachetée dispose de 52 hectares. Un troupeau de 15 bovins et 250 brebis y est élevé et comme les terres ne suffisent pas, la communauté utilise des communaux, loue quelques terres et squatte des pâturages à l'abandon. Les bovins servent à l'autoconsommation des différentes communautés (à Longo Maï, on n'est pas végétarien), les moutons, outre l'autoconsommation, servent à alimenter la filière laine. Outre les brebis de la communauté, 5000 brebis de la région sont tondues par les soins de Longo Maï. Aujourd'hui, ce groupe vient de déménager au Treynas, toujours au Nord de l'Ardèche, dans un lieu moins enclavé et Longo Maï cherche des personnes ou groupes intéressés pour la reprise du lieu selon des modalités à déterminer.

**Installation de panneaux photovoltaïques qui alimentent en partie Radio-Zinzine (novembre 1994).**



Entre Arles et Salon-de-Provence, Longo Maï a récemment acheté le Mas de Granier dans la plaine de la Crau. Il s'agit là de terres irriguées riches - une vingtaine d'hectares - qui permettent de faire vivre un troupeau de brebis mais surtout de cultiver 4 hectares de légumes sous serres dont une moitié sert à l'autoconsommation. L'autre moitié est commercialisée principalement sur les marchés de la région et en partie après transformation dans une conserverie. La conserverie a été prévue pour être ouverte sur l'extérieur (elle peut traiter 10 tonnes de fruits et légumes par an) et profite aux agriculteurs voisins qui travaillent en "bio". Une quinzaine d'adultes et une douzaine d'enfants vivent sur place. Au-delà de la recherche d'autonomie des communautés, ce groupe a également une démarche de coopération avec ceux qui ont une démarche en-dehors de l'agriculture productiviste traditionnelle.

Autre coopérative, propriété de Longo Maï, une vieille filature située dans la station de sports d'hiver de Serre-Chevalier et abandonnée depuis 1968. Elle a été rachetée en 1976 et elle récupère toute la production de laine des autres groupes. Elle est alimentée en énergie par une turbine placée dans la rivière Guisane... sauf pendant les périodes de gel. L'ancien propriétaire, tout heureux de voir revivre sa filature, leur a appris le maniement des machines. Une quinzaine d'adultes travaillent ici avec le renfort pendant les congés de lycéens de Briançon qui viennent aider leurs copains de Longo Maï. Dix tonnes de laine sont traitées par la filature : un quart en provenance des autres communautés et le reste venant d'autres agriculteurs. Depuis quelques années, le côté touristique a été développé avec des visites de la filature et un bureau de vente sur place.

Dernière coopérative en France : en février 1993, 20 hectares dont 14 de vignes ont été rachetés à Cabrery dans le Lubéron (Vaucluse). Cette coopérative produit et commercialise du vin (AOC Côtes du Lubéron).

Pour compléter le tout, une menuiserie a été mise en place dans Forcalquier et un village abandonné a été retapé à 15 km de Limans pour en faire un centre d'accueil (6 mai-



Réunion annuelle du Forum Civique Européen à Limans (août 1994).

sons en location). Ce centre est géré par l'association "Les saisons" et permet l'hébergement en dur des nombreux visiteurs, des intervenants lors des congrès ou tout simplement pour ceux qui veulent venir prendre des vacances. Un appartement a été acheté à Paris qui sert de point de chute pour les visites dans la capitale, mais aussi pour servir de studio "décentralisé" pour certaines émissions de Radio-Zinzine, la radio animée par Longo Maï.

Dans le Jura Suisse, la coopérative de Montois, près de Délémont, exploite sur 12 hectares une cinquantaine de brebis et 250 oies. Cinq adultes et leurs enfants y habitent.

En Suisse, on trouve également des bureaux à Bâle qui datent du temps de la militance initiale. Ces bureaux sont gérés par quatre ou cinq permanents qui ont la tâche ingrate de gérer les aspects financiers : gestion des coopératives mais également gestion des fonds pour les différentes campagnes engagées. Les sommes sont énormes : pour plus de deux cents adultes répartis dans les différents lieux, on a un budget qui se chiffre en dizaines de millions de francs (3).

Une autre coopérative a été créée, en 1977, dans une ferme d'Autriche, pas très loin de la frontière avec l'ex-Yougoslavie, dans les montagnes de la Carinthie, à Eisenkappel. La ferme de 17 hectares loue 25 hectares aux environs ce qui permet l'élevage d'une centaine de brebis. Trois ou quatre bergers y vivent en permanence, mais c'est également le lieu de repli préféré du groupe Comédia Mundi, le groupe musical de Longo Maï. Cette communauté doit faire face aux campagnes menées contre eux par les groupes néo-nazis bien implantés dans la région.

Depuis la chute du mur, Longo Maï poursuit son implantation plus à l'Est, le rêve initial étant de profiter de l'ensemble de l'arc alpin pour développer ses villages alternatifs. Une coopérative vient de voir le jour en Ukraine, un exploit car, là-bas, les coopératives sont normalement rejetées car liées dans l'imaginaire avec le défunt régime communiste. Il a également fallu lutter sérieusement contre les ravages de l'alcool, un compagnon de lutte pourtant habituellement bien présent dans les communautés de Longo Maï (4).

A l'automne 95, un nouveau projet de coopérative devrait voir le jour sur cinquante hectares dans un land de l'ex-RDA.

Enfin, comme Longo Maï dispose de moyens de collecte de fonds efficaces, des participations sont souvent prises dans des actions que la communauté soutient. Ainsi, au Costa-Rica, une coopérative de paysans s'est mise en place avec le soutien de Longo Maï. Longo Maï est officiellement propriétaire, mais concrètement les paysans une fois lancés disposent de l'usufruit des lieux.

### Relations avec les autorités

Lors des premières recherches pour implanter une communauté, les fondateurs de Longo Maï se sont heurtés avec les élus ruraux. Ceci leur a servi de leçon et depuis, ils ont appris ce qu'est la diplomatie. Ainsi, l'implantation à Limans a été grandement facilitée par la présence d'anciens compagnons de Giono qui vont là concrétiser leurs rêves de jeunesse. Il a quand même fallu plusieurs années pour convaincre la mairie - "rouge, non encarté" - que

(3) Certains peuvent penser que cela fait beaucoup d'argent. A titre de comparaison, l'ensemble des associations présentes dans le nouveau local de la rue Dumenge avec Silence, représente un budget supérieur à 3 millions de francs pour seulement 4 salariés !

(4) Si la "drogue" est proscrite, alcool et tabac sont bien présents. On pourra s'interroger sur cette accoutumance à deux des moyens les plus sûrs de financer les Etats qu'ils combattent.



Construction d'un amphithéâtre à la ferme de Grange-Neuve (Limans).

ces "Allemands" (en fait surtout Suisses et Autrichiens) n'avaient rien à voir avec la dernière invasion de 1940. Ceci explique que par la suite Longo Maï ait été relativement prudent. Lorsqu'il a fallu chercher de nouveaux lieux, les discussions ont toujours eu lieu avec les élus locaux, avec les voisins (pour éviter les jalousies sur des terres que d'autres paysans voudraient)... ce qui explique qu'aujourd'hui les relations sont généralement bonnes au niveau local.

Il n'en est pas de même des relations avec l'Etat, en France comme à l'étranger. Les actions en faveur des immigrés et plusieurs actions de désobéissance civile, l'accueil de personnes en situation irrégulière, d'insoumis français ou étrangers a provoqué de nombreuses répliques des Etats mis en cause. Après les procès autrichiens pour outrages, c'est le gouvernement allemand qui a essayé de faire tomber le groupe.

Un mystérieux informateur propose un jour, à Bâle, aux militants d'Hydra de passer des armes en Allemagne pour la bande à Baader. Hydra fait semblant d'accepter, réceptionne les caisses d'armes, jette les armes dans le Rhin puis charge les caisses vides dans des voitures. Comme par hasard, à peine entré sur le territoire allemand, le convoi est intercepté par la police allemande sous l'œil bienveillant de la télévision qui passait par là. Les caisses sont ouvertes : elles ne contiennent plus que de vieux journaux.

En France, le ministre de l'Intérieur, Marcellin, essaie d'interdire l'implantation de la communauté en évoquant la proximité de la base du plateau d'Albion et huit des fondateurs sont expulsés : trois Suisses, un Allemand, un Anglais, trois Autrichiens. L'affaire remonte jusqu'à l'assemblée nationale où le ministre répond qu'"ils sont connus à l'étranger comme membres d'un groupe international anarchiste". Le Conseil d'Etat annulera cet arrêté. La publicité faite à l'époque provoque la visite de dizaines de milliers de personnes. La plupart des Français visibles aujourd'hui sont venus à la suite de cette vague d'articles comme c'est le cas de François Bouchardeau, fils d'Huguette, alors à la direction du PSU (5).

L'arrivée de cette vague de jeunes provoque un énorme essor de la communauté et va par réaction provoquer une campagne de presse unique en son genre : plusieurs centaines d'articles vont paraître entre le mois de décembre 1979 et février 1980 pour dénoncer cette nouvelle secte (6). Un livre est même écrit par la féministe Françoise d'Eaubonne "S comme Sectes" qui consacre un gros chapitre à Longo Maï. Françoise d'Eaubonne qui écrit alors dans la presse écolo ("La Gueule ouverte") est certainement la plus acharnée puisqu'aujourd'hui encore elle poursuit ses attaques (7). Certains journalistes se rendent sur place, d'autres interviewent des personnes déçues par Longo Maï. Cette vague de presse cesse toutefois pour

deux raisons : tout d'abord cela ne provoque en rien la chute espérée de la communauté, d'autre part, Longo Maï attaque systématiquement en procès tous les excès et gagne ses procès, ce qui finit par coûter cher aux journalistes.

En France, le gouvernement devient "socialiste" (ne pas oublier les guillemets !) et Longo Maï pense pouvoir bénéficier de plus d'attentions. Mais il n'en est rien. En effet, le gouvernement vire très rapidement au même délire sécuritaire que les précédents et le summum est atteint le 29 novembre 1989 quand Alain Joxe, alors ministre de l'Intérieur, ordonne l'assaut de la communauté. A sept heures du matin, deux cent CRS, gardes-mobiles, inspecteurs de la police judiciaire, de la DST et des gendarmes locaux sont déployés, des camions barrent les voies d'accès et deux hélicoptères survolent les lieux. Tout le monde est poussé dehors, en pyjama ou à moitié nu dans le froid, les enfants comme les adultes. Les adultes doivent s'agenouiller, les mains sur la tête, devant leurs enfants, sous la menace des armes. Le matériel de la radio est cassé, tous les bâtiments sont fouillés. On apprendra que le gouvernement a agi sur demande du gouvernement allemand qui suspectait Longo Maï de servir de base arrière aux militants kurdes. Résultat : un avocat kurde de cinquante ans, arrêté en Turquie pour avoir défendu le droit des Kurdes, libéré au début des années 80 par Amnesty International, réfugié politique en Suède et qui était en visite à Longo Maï, est emmené avant d'être relâché dans la journée ! Aujourd'hui encore, quand vous parlez avec les longomaïens, cette journée a été particulièrement traumatisante : un gouvernement "socialiste" peut se comporter comme une dictature fasciste.

Depuis cet épisode, Longo Maï n'a pas eu à souffrir de nouvelles attaques d'envergure. Est-ce parce qu'ils s'assagissent avec l'âge ? Non, ce serait plutôt qu'ils deviennent encore meilleurs en communication, en particulier avec leur meilleur outil : la radio.

#### Radio-Zinzine

A la fin des années soixante-dix, se multiplient les "radio-

(5) Ce qui explique aussi une certaine homogénéité des âges : le gros des troupes a aujourd'hui entre 40 et 50 ans... ils en avaient vingt de moins à l'époque.  
(6) 533 articles pour la seule presse suisse entre le 10 décembre 1979 et le 29 février 1980 !  
(7) sur le côté secte, voir l'article d'analyse en fin de dossier.

libres" jusqu'alors pirates. Les socialistes en arrivant au gouvernement vont ouvrir les ondes à ces radios et légaliser cette pratique (8). A partir de la "cabane" qui domine la montagne de Zinzine, les activistes que sont les gens de Longo Maï, vont construire un petit studio émetteur de toute beauté. Radio-Zinzine naît à cette époque et affiche tout de suite sa volonté d'ouvrir les ondes à tout ce qui se fait de "progressiste" au niveau local. Les discours à l'antenne sont volontiers offensifs, irrespectueux. Nous sommes en pleine campagne de calomnie par les grands médias. Le succès local est immédiat, mais la légalisation après le changement de gouvernement va se heurter à une opposition des Renseignements généraux. Le dossier est classé secret jusqu'à ce qu'il soit publié dans "Minute" (revue proche du FN) et dans "Nouvelle Solidarité" (revue du Mouvement ouvrier européen animé par le célèbre Jacques Cheminade). On y apprend alors que Longo Maï serait une base arrière pour les activités louches du PSU ! La commission officielle autorise quand même à émettre. Depuis cette date, Radio-Zinzine, comme de nombreuses radios vraiment libres, devra tous les deux ou trois ans, renouveler ses autorisations. A chaque menace d'interdiction, le soutien d'hommes politiques de tout bord (sauf FN) et de professionnels de l'audio-visuel permettra de continuer d'émettre.

La radio fonctionne 24 h sur 24 h avec en alternance musique, émissions spéciales, informations... sans un gramme de publicité. Les émissions sont confiées aux habitants de Longo Maï mais aussi aux militants de la région (on peut y entendre "La tribune de l'Ecologie" deux fois par semaine). Les gens de Longo Maï profitent de leurs déplacements pour ramener des interviews dans tous les domaines et s'ouvrent à d'autres équipes rédactionnelles, la plus renommée étant celle du Monde diplomatique qui présente sur Radio-Zinzine des "dossiers internationaux".

Les radios-libres sont à la fois rares et efficaces dans la lutte prioritaire de Longo Maï : l'amitié entre les peuples. C'est pourquoi ils ont créé une fédération européenne des radios-libres, la FERL, qui

regroupe plus de 300 radios-libres associatives en Europe. Outre des échanges techniques et juridiques, la FERL permet l'échange des meilleures émissions : celle réalisée par le Monde Diplomatique est ensuite rediffusée par une quarantaine de radios francophones.

Enfin, certaines émissions sont reprises par écrit dans un bulletin complémentaire de la radio "Le père Lapurge" qui permet ainsi à ceux qui ne sont pas dans la zone d'émission (une bonne partie des Alpes du Sud grâce à des relais) de bénéficier de leurs bonnes paroles.

### Communauté nomade

Comment mieux porter la parole des peuples à travers l'Europe qu'en chansons. Une troupe musicale, Comedia Mundi, s'est constituée au sein de Longo Maï. Composée d'une douzaine de musiciens, elle est nomade, alternant les concerts sur les terrains de lutte et les fêtes dans les coopératives de Longo Maï. La fête est très présente dans la vie quotidienne. Il y a quelques fêtes institutionnelles comme la fête de la radio, fin juin, ou la nuit du 4 août en mémoire de l'abolition des privilèges. Sinon, il y a des fêtes lors des rencontres avec l'extérieur, lors de la venue de groupes qui viennent à la radio, et des fêtes impromptues selon l'humeur des gens.

Parallèlement à cette troupe, une autre tradition nomade s'est développée au sein d'une association

créée à cet effet par Longo Maï : les compagnons du tour d'Europe. Il s'agit d'aider les jeunes qui le désirent à se promener à travers l'Europe afin d'aller faire des stages, d'acquérir de nouveaux savoirs et de rencontrer d'autres jeunes. Cette association, créée en 1980, n'a pas eu dans un premier temps le succès escompté, mais avec la chute du mur, elle s'est avérée correspondre très bien avec la demande de nombreux jeunes de l'Est, avides de découvrir l'Ouest, mais n'ayant pas les moyens financiers de le faire. L'association permet de trouver des lieux d'accueil, de faire les démarches administratives pour se déplacer et également de suivre des cours de langues dans des universités en France, en Suisse et en Autriche.

### Les relations avec les mouvements politiques

Si Longo Maï ne se reconnaît dans aucun des mouvements politiques, ils interviennent quand même dans les débats. Ainsi lorsqu'en 1987, les candidatures aux élections présidentielles d'Antoine Waechter (les Verts) et de Pierre Juquin (Vert et Rouge, extrême-gauche) sont annoncées, ils participent à des réunions de l'Appel Arc-en-Ciel qui regroupent des gens souhaitant une seule candidature. Lors d'une réunion à Villeurbanne (Rhône) où Juquin et Waechter se rencontrent pour la première fois, quelques personnes de Longo Maï prennent la parole dans la salle pour essayer

(8) Avec le succès que l'on peut observer aujourd'hui ! Les radios commerciales ont pratiquement occupé toutes les ondes.

### Débardage du bois de chauffage à Limans.





Moissons à Limans.

d'expliquer en quoi il est vain d'entrer dans le jeu électoral si l'on ne commence pas déjà par construire un mouvement alternatif fort en marge de ce système. L'incompréhension est quasi-totale car les militants présents sont convaincus d'agir déjà pour une nouvelle société. Longo Maï se définit comme pacifiste, alternatif, anti-autoritaire, révolutionnaire, libertaire. Ils dénoncent la mauvaise politisation de l'écologie par les professionnels de la politique. Une nouvelle fois le débat entre "radicaux alternatifs" et "réformistes" ne donne rien. Certains sont bien trop aveuglés par la course au pouvoir pour se pencher sur le rôle des communautés ou plus généralement des initiatives alternatives (les gens qui essaient de vivre en accord avec leurs idées).

#### La résolution des conflits

Comme dans toutes les communautés, il y a des gens qui arrivent et des gens qui partent. Pas spécialement intéressés par les techniques des groupes non-violents, les discussions collectives sont parfois très intenses et certaines personnes finissent par s'user : le fonctionnement par consensus nécessite de prendre beaucoup de temps lorsque cela coïncide (à 200 !) et cela favorise le rôle des "grandes gueules". Mais à la différence d'une association ou d'un mouvement politique, il s'agit dans une communauté de gérer sa vie avec les autres 24 h sur 24 h et il faut quand même faire en sorte que le groupe tourne, ce qui nécessite

beaucoup de capacité de compromis. Concrètement, les départs se font généralement sur des problèmes de conflits interpersonnels et rarement sur des problèmes d'orientations politiques.

Trois éléments au moins ont grandement favorisé la résolution des conflits : le travail militant qui accompagne la vie de la communauté permet d'aller se ressourcer dans des actions extérieures, le grand nombre de lieux permet également de changer de place si nécessaire, enfin la radio s'est révélée être un important moyen d'échanges : c'est l'activité où tout le monde participe et la nécessité d'élaborer le message qu'on veut y faire passer en direction de l'extérieur a aussi un rôle important sur les relations à l'intérieur.

#### La collecte de fonds

Longo Maï s'est constitué un vaste réseau de soutien pour financer ses activités. Si ce type de collecte est pratiquement réservé en France aux grandes associations médiatisées, en Suisse, c'est beaucoup plus dans la tradition des gens de soutenir des projets.

Concrètement, l'argent est collecté essentiellement pour deux usages : d'abord pour la constitution de patrimoine immobilier (et souvent les reconstructions) et ensuite pour financer les campagnes militantes.

Dans le cas du Forum Civique Européen qui réunit chaque année à Longo Maï des centaines de personnes dont la moitié viennent de l'Est, il est nécessaire de collecter des fonds pour payer les voyages de ces militants qui n'ont pas d'argent et ne peuvent faire face au niveau de vie ouest-européen. Sinon des collectes de fonds sont également faites pour des projets que soutiennent Longo Maï comme par exemple l'acquisition de terres appartenant aux blancs en Kanaky pour que les tribus kanak puissent récupérer leurs terres ancestrales.

Sinon, le fonctionnement des différentes coopératives est auto-financé par les activités agricoles et par la vente des produits (laine, fruits et légumes, disques de musique de Comedia Mundi, quelques publications...).



Valorisation des petites parcelles. Au fond, le village de Limans.

### L'éducation

La notion de famille est très peu mise en avant, tout comme la notion de communauté. Longo Maï préfère le terme de coopérative. Ceci s'explique par la volonté d'être laïc, alors que "famille" et "communauté" sont pour eux reliés à la religion. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des croyants dans les sympathisants... mais la religion est complètement mise à part.

Cette volonté laïque s'est traduite dans l'éducation des enfants : à leur arrivée à Limans, l'école du village était fermée et une des premières luttes menées par Longo Maï a été d'obtenir la réouverture de l'école communale. Il a fallu organiser un an d'école sauvage avec le soutien des parents du village pour obtenir gain de cause. Les plus grands vont au CES à Forcalquier, au lycée à Dignes, à la faculté à Marseille. Le choix était que les enfants ne soient pas coupés de la réalité et qu'ils fréquentent d'autres enfants de leur âge.

Si les couples sont informels, ils existent bien... et c'est d'ailleurs l'une des principales sources de conflits. Les enfants vivent plutôt avec leurs parents, mais il existe des regroupements voulus par les mères au départ. De même, les enfants ont la possibilité d'avoir des pièces à eux pour gérer leurs propres activités. En cas de séparation des parents, on constate que cela se passe plutôt mieux que dans la société classique puisque

généralement les parents restent sur la même communauté et les enfants ont déjà une certaine habitude de vivre avec des liens plus informels.

### La deuxième génération

Le 1er juillet 1993, Rémi est mort et Longo Maï a dû continuer à fonctionner sans son premier fondateur. Preuve s'il en est que Rémi n'avait rien d'un gourou, Longo Maï a su passer sans problème cette épreuve. Aujourd'hui, après vingt ans de fonctionnement, les enfants grandissent et arrivés à l'adolescence, on a deux types de comportement : certains entrent en opposition et quittent (provisoirement ou définitivement) Longo Maï, d'autres par contre ne connaissent

pas cette phase de révolte car ils comprennent que leurs parents sont déjà en révolte. Dernièrement un groupe de jeunes, entre 15 et 20 ans, a fait une demande pour monter sa propre coopérative dans une partie inhabitée de la propriété de Limans. Si cette deuxième génération se met en place, alors le fonctionnement communautaire aura prouvé sa fiabilité et le système dominant n'aura plus qu'à bien se tenir.

**Michel BERNARD**

#### Contacts :

- Longo Maï, BP 42 04300 Forcalquier, tél : 92 73 05 98.
- Longo Maï, Mas de Granier, tél : 90 47 27 42.
- Filature de Chantemerle, Serre-Chevallier 05330 Chaffrey, tél : 92 24 04 43.
- Longo Maï, Treynas, 07310 Chaneac, tél : 75 30 45 85
- Association "Les saisons", le Mouton Noir, 04300 Pierrerue/Forcalquier, tél : 92 75 08 79.
- Longo Maï, case postale, CH 4002 Bâle, Suisse, tél : 19 41 61 262 01 11.
- Longo Maï, Lobnig 16, A-9135 Eisenkappel, Autriche, tél : 42 38 558.
- Longo Maï, La Cabrerie, 84240 Vitrolles, tél : 90 77 87 28.

#### Pour en savoir plus :

- "Longo Maï, vingt ans d'utopie communautaire" de Luc Willette, préface de René Dumont, Ed. Syros, 1993, 220 p.
- "Archipel", revue du Forum civique Européen, numéro spécimen à la même adresse que Longo Maï.
- "Le père Lapurge", revue de Radio Zinzine, numéro spécimen à la même adresse que Longo Maï.

### Village -Vacances de Magnans

à 15 km de Limans, tourisme populaire et accueil des visiteurs.



# JANSIAC : LA NEF DES FOUS

**L**a Communauté de Jansiac, aussi appelée "Le nef des fous", est située aujourd'hui dans la montagne au-dessus de Sisteron, dans la vallée du Jabron, à environ 1000 m d'altitude. Elle est directement issue de l'agitation de mai 1968. Pour se remettre dans le contexte de ces années-là, il faut se souvenir que beaucoup de gens pensaient que l'on allait vers une explosion brutale de la société avec le risque d'affronte-

voir aller travailler en région parisienne quand cela sera nécessaire. Cette première installation se fait en décembre 1970.

Ce retour à la campagne provoque très vite des envies et un premier déménagement de deux kilomètres est fait pour s'installer dans une zone plus agricole et commencer à développer un projet plus autonome. Comme c'est le début de l'implantation des centrales nucléaires, un des

Pour que cela puisse se faire, il fallait alors réfléchir à un espace suffisamment grand pour permettre la présence de plusieurs communautés dans un même lieu et ainsi étudier les échanges possibles entre ces communautés. Un terrain vaste est alors recherché. C'est comme cela qu'ils trouvent Jansiac, plus de 300 hectares qu'ils achètent pour une bouchée de pain (le prix d'un studio à Paris !). Ils s'y installent définitivement en août 1974. A cette époque, ils sont 16 personnes dont les enfants.

## L'abolition du salariat

Alors que la fièvre militante retombe, les idées vont évoluer. Mais le groupe reste persuadé que l'échéance d'une implosion de la société n'est que retardée et qu'il est important de montrer qu'un autre mode de vie est possible, en particulier en refusant d'exercer une profession spécialisée. Il s'agit pour le groupe de sortir du système monétaire pour montrer que l'argent ne répond pas à un besoin mais au contraire crée ces besoins. Le travail n'est alors plus une fatalité, car seules des activités de subsistance sont indispensables si l'on accepte de sortir de la société de consommation. Si l'on dispose de la place suffisante, tout le monde peut se faire sa nourriture et se construire un logement, sans pratiquement aucun besoin financier. Non seulement cela coûte moins cher que de le faire faire, mais en plus, ayant moins de besoins, cela permet de n'y consacrer qu'un temps limité. Ceci étant une théorie, le sens de la communauté va être de montrer que cela est possible.

*Vivre en dehors du système monétaire, c'est le pari fait par cette communauté depuis maintenant près de 25 ans. Se définissant comme utopique, écologique et libertaire, elle n'a toutefois pas réussi à enclencher un mouvement avec elle.*

ments entre les groupes sociaux (le sous-titre de la "Gueule Ouverte", créée en 1972, était "le journal qui annonce la fin du monde"). Il était donc important de prévoir des lieux de repli pour ne pas mourir dans les villes où la nourriture n'arriverait plus.

Au départ, plusieurs urbanistes de Paris qui mènent une action militante pour éviter que les vieux quartiers centraux ne soient rasés ou rénovés, décident de créer une communauté de travail. Comme il n'est pas question de rester en pleine ville, une première maison est louée vers Tournus (Saône-et-Loire), à proximité d'un nœud autoroutier, pour pou-

premier choix du groupe va être de couper le compteur électrique et de voir comment on peut s'organiser sans la participation d'EDF.

Très rapidement l'autarcie alimentaire est obtenue. La communauté se fixe alors comme objectif de rompre avec la "vie en tranches de saucisson" en ne distinguant plus le travail du loisir, la vie privée de la vie professionnelle et évitant la distinction vie individuelle / vie de groupe, c'est-à-dire en développant une alternative à la famille. Le deuxième objectif est alors de penser la communauté comme l'élément fondateur d'une société.



*Jansiac : vue partielle sur les bâtiments de la "Nef des Fous" au milieu d'un site de 300 hectares.*

### **Critique de la division du travail**

La communauté choisit de ne pas totalement boycotter l'ensemble de la société. Trois points sont acceptés : les moyens de communication (les routes et le téléphone même si celui-ci ne sera installé que lorsque les systèmes radio permettront d'éviter de mettre des poteaux à Jansiac), la santé (et la sécurité sociale) et l'information (livres et journaux). Elle va devenir très vite un lieu d'expérimentation en tout genre avec un fort intérêt pour les modes de production alternatifs d'énergie. Ainsi, pour assurer la production de pain par une méthode autonome, il faut prévoir un fauchage à la main du blé, le ramassage des gerbes avec une charrette tirée par un cheval, lui-même alimenté par du foin cultivé sur place, l'utilisation d'une batteuse récupérée fonctionnant avec un groupe électrogène alimenté par du gaz de gazogène provenant de coupes de bois faites à la cognée, l'utilisation d'un moulin à céréales mécanique et la cuisson du pain au four à bois. C'est tout à fait possible

et cela ne demande pas plus de temps que de travailler pour se payer un pain tout fait.

Martin, l'un des fondateurs de la communauté, est passionné par ce genre de substitutions et la communauté a réussi ainsi pendant tout ce temps à ne pas avoir recours à l'électricité et à compléter ce qui lui manque par une ressource énergétique souvent mal utilisée : la récupération et la restauration (en particulier pour les véhicules, les machines-outils...).

### **A la recherche d'un modèle de société post-occidental**

Véritable creuset de philosophie, le groupe essaie de comprendre ce qu'est le désir et pourquoi celui-ci se complait dans les biens matériels, le gaspillage, la consommation. Si l'on arrive à faire que ce désir se tourne vers d'autres valeurs : les relations entre les gens, la beauté du paysage, alors on peut définir un mode de vie extrêmement peu coûteux en ressources et donc se libérer du travail.

Les relations entre les gens sont remises en cause par une

critique de la famille, milieu fermé et développant l'individualisme. Les relations avec le paysage remettent en cause la concentration urbaine : le désir ne se trouvant plus dans son environnement, il se recentre sur les biens matériels.

Le choix de Jansiac, une vallée suspendue au sommet de la Lure, l'une des régions où le ciel est le moins pollué, avec l'impossibilité d'où que l'on soit de voir la vallée du Jabron ou Sisteron pourtant très proche (à vol d'oiseau), le relatif isolement du lieu, accessible uniquement par un chemin forestier, tout devait concourir à créer une sorte d'émerveillement capable de sevrer le consommateur urbain qui rejoindrait le groupe. Plus qu'un terrain, le groupe a acheté un site, un paysage.

Les lieux étaient abandonnés depuis l'hiver 1941 et seules des ruines étaient présentes pour l'installation du groupe. Après 25 ans de présence, il faut reconnaître que l'impact de la communauté sur l'environnement a été extrêmement limité... même s'il n'y a pas de problème de permis de construire puisque cela ne générerait aucun voisin.

## Des années de défrichement

Les premières années, les visites sont très nombreuses. N'importe qui peut avoir le statut de visiteurs et participer à son gré aux activités de Jansiac, mais si une personne demande à entrer vraiment dans la communauté, ses connaissances philosophiques et ses valeurs font l'objet de nombreuses discussions collectives... On débat ainsi des nuits entières autour de livres comme ceux de Claude Lefort, Marcel Gauchet et Cornelius Castoriadis (1). Les décisions doivent être prises au consensus et cela entraîne également donc des discussions sur des périodes longues. Pendant ce temps, l'aménagement des lieux de vie avance peu : le débat contribue à réchauffer un cadre spartiate où les hivers sont rudes.

Un premier projet voit le jour : après étude des lieux et en tenant compte des personnes, il est envisagé de créer six communautés sur place. Deux se mettent en place réellement et une troisième commence à se former. Le groupe dépasse alors la trentaine de personnes. Mais un conflit éclate dans l'un des deux groupes déjà en place et le nombre de personnes retombe à une vingtaine, nombre jugé trop bas pour développer le projet. Il est alors décidé de refaire un seul groupe. Cela conduit à mettre en place des filtres pour éviter que n'importe qui vienne tout remettre en cause.

Au bout de trois ans, le débat en vient à critiquer la vie collective comme étant une structure trop oppressive. Un long débat agite la communauté sur le droit à la différence. Cela débouche sur une nouvelle organisation du groupe, au début des années 80. Si le domaine économique reste communautaire, chacun dispose d'un lieu de vie privé, chacun peut se regrouper avec qui il veut. Cela a provoqué l'apparition de quatre lieux de repas... et l'impression d'une certaine inégalité.

Le phénomène était limité par le contrôle collectif des activités économiques et par les cérémonies du partage où l'on distribuait équitablement tout ce qui rentrait dans la communauté : aussi bien les récoltes que les produits de récupération venant de l'extérieur (vêtements par exemple...). Mais ce système généra de nouvelles tensions.

## La communauté est-elle un nouvel Etat ?

Une fois de plus, des gens partent et tout le groupe décida de revenir à un seul lieu de repas collectif. Un nouveau débat porta alors sur le terme de communauté : une communauté n'est-elle pas déjà un Etat ? Peut-on faire un groupe sans qu'apparaisse une structure qui domine les individus ? Le fait que tout le monde se retrouvait pour prendre des décisions au consensus ne détruit-il pas l'individu ? Fallait-il maintenir un Tout par dessus

l'intérêt des gens ? Comment des faits deviennent progressivement des habitudes, comment la coutume devient-elle la loi ?

La "communauté" disparut au profit d'un "ensemble de personnes associées" n'ayant des intérêts communs que parce qu'elles ont des intérêts individuels. En supprimant l'Etat (la communauté), le groupe passait ainsi du collectivisme (du "communisme") à une forme libertaire (la liberté individuelle d'abord) sans sombrer dans le libéralisme (maintien des ressources économiques collectives, maintien du refus de l'argent, maintien du refus du travail spécialisé).

La communauté en se choisissant des règles adoptées pourtant par consensus provoquait en fait un développement d'un Etat comme les gens qui en demandant des feux rouges pour faire traverser les enfants entraînent une société avec plus de policiers pour faire respecter les feux rouges. Exit donc la communauté. Exit une démarche collective. Reste à définir ce que pourrait être alors une société civile sans le poids du groupe au-dessus de soi.

Si concrètement il a été relativement facile de se sortir du poids de l'argent en adoptant une vie simple, l'autoproduction et la récupération, il n'y a toujours pas de solution trouvée à ce que pourrait être cette nouvelle société.

Comment rester des individus sans retomber dans le jugement de valeur ? La production pour le groupe, même avec du troc, suppose d'attribuer une valeur à ce qui est échangé. Peut-on vivre collectivement sans donner une valeur à ce que l'on fait, sans que l'autre juge qu'il en fait plus, moins, mieux ? L'échange n'entraîne-t-il pas automatiquement l'insatisfaction ? Mais alors comment définir un projet collectif ? Comment développer le partage, le don ?

Vingt-cinq ans de discussions acharnées, de lutte permanente contre la réapparition du pouvoir n'ont pas permis de donner de solutions clés en main. Les questions sont toujours là. Comme le dit Martin : "on sait clairement ce que l'on ne veut pas, mais on ne sait toujours pas ce que l'on veut".

A côté de cela, la vie s'est quand même déroulée avec une production agricole suffisante, la mise en place d'ateliers de construction,

## Elevage tout ce qu'il y a de plus extensif.



(1) Claude Lefort a publié "Le discours de la servitude volontaire de la Boétie et la question du politique" (1985, Ed. Payot); "Essais sur le politique" (1986, Ed. Seuil); "L'invention démocratique" (1981, Ed. Fayard, réédité en 1995 en poche par Ed. Pocket). Autres livres de référence : Etienne de la Boétie, "Le discours de la servitude volontaire", (Ed. Payot, 1976), Max Stirner, "Œuvres complètes" (1972, Ed. L'Age d'Homme), Murray Bookchin "Vers une société écologique", (Merleau-Ponty "Le visible et l'invisible" (1964, Ed. Gallimard), Miguel Abensour "William Morris, utopie libertaire et novation technique !" dans l'"Imaginaire Subversif" (1982, Ed. Noir et Atelier de Création Libertaire) et "l'histoire de l'utopie et le destin de sa critique" dans la revue Textures n°73/6-7 et 74/8-9.



**L'autonomie nécessite de bonnes connaissances techniques : la plupart des personnes de Jansiac se sont mises à ce genre de travail grâce à la collecte d'une abondante documentation.**

de rénovation, et de multiples tournées pour faire de la récupération, le groupe s'étant fait tout un réseau de collectes. L'argent a été limité aux allocations familiales, cet argent permettant de financer quelques achats, en particulier dans le domaine de la santé.

Face aux questions que pose le système dominant, la communauté a plus défriché les idées que le site !

#### **Le refus de l'école**

De la même manière que le groupe a refusé l'électricité, les enfants n'ont jamais été scolarisés. Le refus de l'Education nationale a été l'un des premiers actes du groupe (dès 1971). En effet, dès le départ ils ont toujours considéré les enseignants comme les premiers gardiens du système en assurant sa reproduction. L'Education Nationale qui "éduque" est beaucoup plus efficace que l'armée qui n'intervient qu'après... et pendant bien moins longtemps. Dans ce contexte de bourrage de crâne perpétuel, avec la

complicité des grands médias, il n'y a donc pas à s'étonner du peu d'initiatives alternatives qui se mettent en place, ni non plus de la faiblesse de la radicalité de la plupart de ces initiatives. L'aliénation est extrêmement forte et Martin avance qu'il n'existe probablement pas a priori d'hommes mauvais, mais beaucoup de personnes qui n'ont pas les sources d'information, qui n'ont pas le recul nécessaire.

#### **Viable mais pas enviable ?**

Les logements sommaires dans lesquels vivent les habitants de Jansiac ont changé plusieurs fois de place - ayant tendance à s'élever dans la montagne pour chercher un ensoleillement maximum en hiver... avec comme limite la hauteur des sources - et chaque fois, les chemins ont été modifiés. De même, en accord avec l'ONF qui fournit les plants, un gros travail de plantation d'arbres a été effectué. Mais certains projets - comme un barrage hydraulique - restent en chantier depuis dix ans faute de temps, faute de mains.

D'autres ont vu le jour et fonctionnent relativement bien. Ainsi, à partir du gaz de gazogène produit localement, il a été mis au point une machine à vapeur qui fournit de l'électricité pour de grosses machines et dont la chaleur est récupérée pour le chauffage des habitations (principe de la co-génération). De même, des véhicules fonctionnent au gazogène, d'autres au propane. Une machine expérimentale toujours à partir de la biomasse disponible est actuellement en chantier destinée à remplacer tous les moteurs. L'année 1995 a vu l'inauguration d'une scierie et d'une menuiserie.

Par la récupération, il a été possible de se pourvoir en matériel mis à la casse mais encore en parfait état de marche : des métiers à tisser le lin pour faire des draps, des fours de fonderie pour fabriquer des pièces métalliques. C'est déjà énorme que ce matériel ait pu être ramené sur place. Ainsi, en 25 ans, Jansiac est devenu un site toujours plus ouvert, avec plus de potentialités. Malheureusement, les ressources humaines n'ont pas vraiment suivi.



Loin du nucléaire et de la télévision.

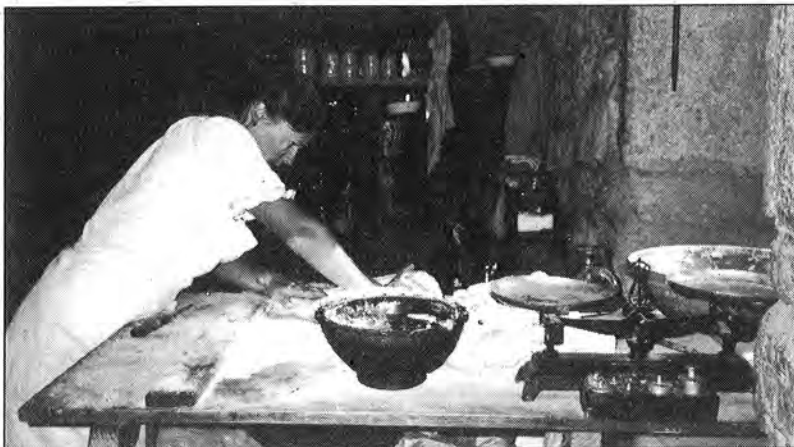
Pourtant des centaines et des centaines de personnes ont rendu visite à Jansiac, découvrant ce haut-lieu philosophique, participant souvent aux travaux, restant parfois plusieurs mois sur place. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'une discussion avec les gens qui ne sont pas restés ne donne jamais un aspect négatif des choses : il y a bien quelques tensions interpersonnelles, mais tout le monde a eu conscience de trouver là les questions qu'il se pose, d'y voir des amorces de réponse, d'y vivre un moment exceptionnel pour son évolution personnelle, mais bien peu ont franchi le pas d'y rester. Trop dur. Usant. Décourageant. *"Viable mais pas enviable"* conclut Martin, l'un des fondateurs.

#### Autour de Jansiac

Toutefois, si la rupture demandée était trop importante, de nombreux visiteurs ont souhaité poursuivre l'expérience en apportant une aide d'une manière ou d'une autre. Vers le milieu des années 80 s'est alors mis en place un réseau d'entraide nommé Oïkos qui devait permettre d'élargir la notion de partage avec des gens ne vivant pas à Jansiac, mais qui en soutiennent les idées. Ainsi, il a été envisagé que des gens puissent, en milieu urbain, se lancer dans des activités demandant peu de place (comme par exemple la préparation de confitures) ou pour participer à certains

travaux (collectes de fruits dans des exploitations abandonnées, récupération de matériel auto ensuite stocké à Jansiac qui devient rapidement un lieu de remise en état pour les autos.... Un journal de liaison voyait même le jour. Mais, alors que le peu d'argent circulant à Jansiac était géré en commun, ce n'était plus possible dans cette structure mixte et l'on a eu une nouvelle fois un glissement progressif du partage vers le troc, c'est à dire d'un échange sans estimation de valeur à un échange avec valeur. Ce réseau d'entraide a donc été remis en cause après trois ans de fonctionnement. Toutefois s'il n'existe plus de manière formelle, il continue à y avoir des échanges avec des personnes extérieures.

#### Préparation du pain.



#### Le sens de la fête

Le besoin de faire la fête n'est-il pas le symptôme que l'on ne se sent pas bien dans le fonctionnement au quotidien du groupe. Si effectivement travail et loisir ne font qu'un, la fête n'est-elle pas permanente ? Les fondateurs du groupe pensent que lorsque ce besoin apparaît, c'est qu'une question se pose et qu'il faut en chercher la réponse. Cette opinion a soulevé des objections : si la fête institutionnelle est effectivement un moyen de faire passer la pilule dans une société qui méprise l'homme, il

n'en est pas de même avec l'humeur de fête que l'on peut avoir un jour simplement parce que ce jour-là il fait beau... De plus les enfants, qui lisent beaucoup, posaient beaucoup de questions sur les fêtes traditionnelles (Noël en particulier). Il a donc été décidé de marquer par des journées spéciales les changements de saisons (le jour le plus long, la nuit la plus longue, les premières fleurs...). Il a également été mis en place la possibilité pour chacun de pouvoir changer de nom s'il voulait indiquer aux autres son intention de prendre un nouveau départ. Chaque changement de nom donne l'occasion de faire un gâteau... et les enfants ont vite compris le truc en changeant parfois de nom toutes les semaines.

### Le mieux est l'ennemi du bien

Le visiteur qui se rend à Jansiac ne peut que s'étonner de ce que la Nef des Fous n'en soit restée qu'à ce stade expérimental. L'idée de base d'arriver à créer plusieurs communautés pour tester un "modèle de société post-occidentale" n'a pas réussi à se stabiliser et surtout, le groupe, trop pris dans ses expérimentations, n'a pas réussi à donner envie à beaucoup de personnes de le rejoindre : le noyau de base a presque toujours navigué entre 10 et 20 personnes. L'autarcie poussée à ce niveau semble décourager beaucoup de bonnes volontés et l'un des échecs les plus ressentis dans le groupe est aujourd'hui le risque de départ progressif des enfants.

Ce genre de lieu devrait pouvoir accueillir un grand nombre de personnes. Les exclus du système pourraient trouver dans ce site de quoi se lancer dans leurs propres expériences. Mais cela suppose peut-être des "fous" de Jansiac d'accepter certaines concessions collectives, d'aller discuter un peu plus à l'extérieur... en particulier avec d'autres communautés (même si l'on diverge sur certains points).

Une des raisons régulièrement évoquées pour ne pas aller parler à l'extérieur est la modestie des résultats, les erreurs commises, le temps perdu, l'absence de réponses... Cette question d'avoir quelque chose à dire à l'extérieur a divisé récemment le groupe : faut-il attendre que quelque chose soit parfait pour en parler ? Trois parmi les



Le clavecin pour des concerts improvisés.

derniers arrivants ont animé un débat sur le droit à l'erreur. Cela s'est envenimé et ils sont partis. Mais cela a permis d'enclencher une certaine volonté d'ouverture.

En effet, la situation actuelle est un cercle vicieux : comme il manque de monde pour être à la hauteur des projets, on travaille dans l'urgence, comme il y a trop de travail, on n'a pas le temps d'aller discuter à l'extérieur, comme on ne discute pas à l'extérieur, il n'y a pas assez de monde...

Puisque le groupe n'a pas le temps de s'exprimer à l'extérieur, l'une des solutions choisies a finalement été d'accepter que l'on écrive sur eux de l'extérieur... et après 13 ans d'attente, Silence a enfin pu faire cet article ! (2)

Autre changement récent : la récupération à Genève pour un prix très faible d'un chalet de

270 m2 va permettre d'améliorer le confort du groupe et d'accueillir des visiteurs.

L'avenir de Jansiac et son savoir encyclopédique n'est pas aujourd'hui assuré : les personnes vieillissent. "On aime toujours autant courir dans ce paysage, mais on court moins vite" nous confie Marjolaine. Tant pis si la destruction de l'"Etat" n'est pas absolue : progressivement le groupe apprend à mieux doser les compromis. Espérons que cela sera suffisant pour qu'enfin le projet prenne son envol. Sinon, quel gaspillage intellectuel ce serait.

Michel BERNARD

Contact : La nef des fous, Jansiac,  
04200 Chateaufort-Miravail, tél :  
92 62 02 61

(2) Nous avons fait la demande pour un tel article pour publication dans le premier numéro de Silence en 1982 !

# CONVERGENCES ET DIFFERENCES

**L**e premier point commun à toutes est l'engagement militant de ceux qui ont amorcé l'expérience : engagement contre les guerres coloniales pour l'Arche, engagement dans la révolte de 68 pour les deux autres groupes. Et c'est en analysant l'insuffisance de la critique militante et son incapacité à changer la société, que tous

dominant. Même la tentative autoritaire de l'Est, qui est à ranger dans cette démarche, n'a pas résisté à la force du système. La deuxième voie était le terrorisme, très en vogue dans les années 70 (Fraction Armée Rouge en Allemagne, Brigades Rouges en Italie, Action Directe en France...) qui prône l'affrontement attentat-répression jusqu'à ce que

actuelle que le système urbain n'est pas viable en lui-même et qu'un projet de vie alternative suppose en premier lieu que l'on cherche au maximum à assurer son autonomie alimentaire, ceci étant un facteur de liberté essentiel pour ensuite pouvoir s'attaquer aux autres sujets. Ainsi ces expériences communautaires ont toutes cherché des terrains dans des régions en voie de désertification agricole pour s'implanter.

*Après la présentation de ces trois expériences, on peut s'interroger sur les points communs et sur ce qui les distingue.*

en sont arrivés à la conclusion que pour avoir un discours cohérent, il fallait essayer de vivre en accord avec ses idées.

## **Vivre en accord avec ses idées**

Cette conclusion n'est pas celle menée par tout le monde. Il existe au moins deux autres méthodes de s'attaquer au système : la plus courante qui consiste à s'engager dans le jeu électoral et à partir à la conquête d'un pouvoir. C'est l'histoire de la scission entre les anarchistes et les socialistes au début du siècle, ces derniers faisant le choix du jeu électoral. Le résultat en est une sociale-démocratie, avec une alternance de gouvernements de gauche et de droite qui finalement ne change rien du tout au système

l'Etat devenu fasciste provoque un soulèvement de la population. Cette théorie n'a jamais fonctionné.

Les promoteurs des communautés ont donc tous misé sur la mise en place d'un mode de vie alternatif qui puisse servir d'exemple au discours et progressivement faire tache d'huile pour offrir un autre mode de vie. Il ne s'agissait plus alors de détruire la société actuelle, mais de la vider de son sens. Le pouvoir n'existant que parce qu'on le donne, il s'agit de faire que progressivement l'Etat ne trouve plus ses points d'appui habituels dont le plus fort est la résignation des gens.

## **L'avenir sera rural**

Un deuxième point commun à ces groupes est d'avoir perçu avant même la mode de l'écologie

## **L'importance du paysage**

Le visiteur de l'un de ces groupes sera tout de suite saisi par la beauté des lieux : la vallée suspendue de Jansiac n'offre à l'horizon que l'infini du ciel, les maisons retapées de Longo Maï sont de toute beauté, le pigeonnier de Radio-Zinzine est un petit bijou au sommet d'une montagne, les bâtiments de l'Arche ont été parfaitement restaurés.

La nécessité de se sentir bien dans son environnement apparaît surtout comme un moyen de lutter contre la société de consommation : lorsque l'on est déjà bien dans sa peau et dans son environnement, il n'est plus nécessaire de regarder les paysages sur un écran de télévision. On n'observe plus ce besoin de fuite qu'ont les citadins qui se ruent sur les autoroutes tous les week-ends, on peut passer plus aisément sur des conditions de vie souvent plus rudes que ce que l'on peut vivre dans le système.

## **La fin du travail**

Alors que les conventions des Droits de l'Homme, conçues par

des humanistes de gauche, mentionnent le "droit au travail", tous ces groupes, même s'ils travaillent dur, ne mettent pas le travail au niveau d'un droit, mais d'un moyen, essaient d'éviter la spécialisation du travail, essaient d'amener le travail sur le terrain du plaisir.

Tous sont persuadés que le travail actuel est fortement artificiel parce que l'on est entré dans un cercle vicieux infernal : comme on travaille beaucoup, on n'a plus le temps de faire tout ce qu'il nous faut pour vivre, donc nous achetons des services, donc il faut de l'argent pour payer ces services, donc il faut travailler beaucoup pour avoir de l'argent.

Tous travaillent dans la perspective de limiter le travail au minimum en inversant les priorités : d'abord répondre aux besoins, puis seulement après travailler pour produire ce que l'on ne peut avoir par soi-même (le premier travail étant alors agricole pour la nourriture)

### **Critique de l'individualisme**

La société actuelle a réussi à briser les liens d'amitié et de partage qui ont existé pendant des millénaires dans les groupes d'humains, dans les villages en monétarisant tout, en donnant de la valeur à tout. Ce développement du matérialisme a comme conséquence l'individualisme, la solitude familiale ou individuelle et l'insatisfaction permanente. C'est en maintenant cette insatisfaction que la société maintient le besoin de consommer et donc se maintient elle-même.

Les tentatives communautaires ne sont rien d'autre qu'un essai de reconstruction des villages autour de quelques idées communes. Ces idées étaient différentes selon les groupes.

### **La critique des structures de domination**

Outre le matérialisme, le système favorise la hiérarchisation et la domination des plus riches sur les plus pauvres. Bizarrement, ce système fonctionne ainsi sous couvert d'une belle idée : la démocratie. Dans les communautés, cette démocratie pervertie est fortement criti-

quée et tous les groupes essaient de mettre en place des moyens de relations entre eux sans reproduction de ces situations de domination. Cela passe par plusieurs décisions comme le refus de la démocratie formelle à laquelle est préférée consensus ou unanimité, discussions, négociations, dialogue, même si c'est une évidente perte d'efficacité.

Dans le même refus de domination, on trouve une critique forte des différences femmes-hommes qui sont combattues, même si ce refus de domination n'est pas sans respecter des différences naturelles ou culturelles toujours bien présentes : les femmes font plus souvent (et mieux) la cuisine que les hommes et ces derniers seront toujours meilleurs pour les travaux de force. On peut toutefois penser que cet héritage pourrait tendre à disparaître avec les générations suivantes, mais ce sera long.

### **Critique de l'assistanat**

Lorsque ces groupes se sont constitués, ils pensaient que rapidement la société se trouverait dans une impasse et que des mouvements de révolte seraient cause de périodes troubles et qu'ils seraient alors une sorte de "base arrière" pour amorcer un nouveau mode de vie. Force est de constater que le capitalisme a su s'adapter et poursuivre le développement des inégalités sans que cela provoque pour le moment d'explosion sociale.

Les différents groupes sont unanimes pour dénoncer l'aliénation que représente l'assistanat (RMI, allocations de toutes sortes...) qui suffisent pour le moment à maintenir la tête hors de l'eau des millions d'exclus dont le système n'a plus besoin. Ils sont tous à l'écoute de ces exclus pour leur proposer de se lancer dans une vie certes moins sûre financièrement mais tellement plus épanouissante.

### **Les concessions au système**

Tous ont bien conscience qu'il est impossible de sortir complètement du système : tous paient des impôts fonciers, tous acceptent d'avoir des voitures pour aller rencontrer d'autres personnes ou pour

mener des opérations extérieures comme la récupération, tous ont le téléphone, tous lisent un minimum de journaux pour se tenir au courant du monde extérieur.

Par contre, il y a de fortes différences entre eux sur d'autres compromis. En ce qui concerne l'électricité d'origine nucléaire, Jansiac et deux communautés de l'Arche la refusent. Les autres groupes de l'Arche et Longo Maï l'acceptent. Jansiac a développé des méthodes autonomes de production (pour le fonctionnement de certaines machines, les bougies sont autoproduites) alors que Longo Maï commence à se pencher sur les possibilités des énergies renouvelables (installation de capteurs photovoltaïques pour alimenter la radio).

Jansiac s'est construit sans aucune activité économique classique (pas de ventes) alors que les autres offrent soit des produits soit des services (formation, information, accueil...). Cela se traduit par un rapport à l'argent fort différent selon les groupes... Longo Maï étant de loin le groupe qui en manipule le plus.

Cette approche avec l'argent a quand même un point commun entre tous : l'argent appartient au groupe et il est géré collectivement. De même, si des lieux sont privés dans les communautés, l'ensemble est une propriété collective (quelques communautés de l'Arche sont locataires de lieux qui appartiennent à l'église).

### **La présence d'un mouvement de soutien**

Tous les groupes ont autour d'eux un mouvement de soutien plus ou moins formel et plus ou moins officialisé. Longo Maï dispose de nombreux fichiers (souscripteurs, abonnés à leurs revues, clientèle). Son activité militante très importante la met en relation avec des milliers de personnes. Les communautés de l'Arche ont aussi un réseau d'Amis de l'Arche bien structuré. Jansiac avait mis en place un réseau de partage "Oïkos" qui regroupe des personnes ayant passé quelques jours ou plus sur place.

La différence est dans l'usage de ce réseau : si Jansiac n'attend aucune retombée financière

de ce réseau de partage, les communautés de l'Arche bénéficient de dons tout comme Longo Maï. Cet argent venant de l'extérieur sert toutefois essentiellement aux investissements et non au fonctionnement. A signaler que Longo Maï a même poussé la recherche d'argent jusqu'à demander des subventions (pour la radio entre autres), ce qui peut laisser rêveur sur la volonté de contrer le système actuel.

### **L'amour des livres**

Les trois groupes ont en commun d'avoir emmagasiné un grand nombre de livres. Ils sont tous attachés à leur bibliothèque qui regorge d'ouvrages très intellectuels mais également de vieux traités de techniques qui expliquaient des choses aussi simples que comment conserver des semences de blé ou faire une charrie. Des techniques dont ils souhaitent qu'elles ne tombent pas dans l'oubli. Avec sa radio, Longo Maï reçoit en plus bon nombre des ouvrages contemporains et offre une multitude de livres sur tous les sujets.

### **La rumeur de la secte**

Le système n'a pas pu rester sans réagir à ces tentatives de sortie du système. Passons sur les moyens légitimes que sont les impôts... mais toutes ces communautés ont, un jour ou l'autre, été attaquées sous le nom de "secte". C'est d'autant plus facile que rien ne définit clairement ce qu'est une secte. Les trois types de communautés que nous présentons ici y ont eu droit avec en fait comme principale accusation de mettre en commun l'argent du groupe. Cette mise en commun traduirait une "exploitation des adeptes". Mais exploitation au profit de qui ?

En ce qui concerne Longo Maï, il s'est raconté tout et n'importe quoi sur les mœurs sexuelles du groupe. Contestant, comme Jansiac, l'intérêt de la famille, il est vrai que les couples sont souvent informels, mais cela s'arrête là. C'est avant tout une question de valeurs.

Par curiosité, nous avons quand même demandé aux groupes anti-sectes (ADFI) leur point de vue

sur ces groupes. Ils connaissent les écrits de Françoise d'Eaubonne... mais c'est tout et ne considèrent pas ces communautés comme des sectes.

Pour notre part, nous retiendrons deux critères qui caractérisent les sectes. La projection vers l'apparition d'un "homme nouveau" revient systématiquement dans les sectes : y entrer donnerait un pouvoir supplémentaire, une "chance de salut". Aucune des trois communautés ne prétend à cela. Elles sont toutes d'une grande modestie. Dans chaque secte, il y a une hiérarchie avec un gourou ou un groupe d'initiés. C'est eux évidemment qui détournent l'argent à leur seul profit. Dans aucun des trois types de groupes visités, nous n'avons trouvé cela.

Il est intéressant de voir d'où part la rumeur. Dans le cas de l'Arche, c'est surtout l'Eglise qui a fait courir ce bruit au tout début parce qu'elle ne comprenait rien à la démarche. Dans le cas de Longo Maï, ce sont la police et certains groupes d'extrême-gauche et d'extrême-droite. Dans le cas de Jansiac, cela n'a pas dépassé le cadre local... et ce n'est pas sans humour qu'ils se sont baptisés "la Nef des fous".

### **Peu de contacts entre communautés**

Avant de voir les grosses différences, terminons par un point de transition : les trois types de communautés connaissent les autres de nom, mais chose étonnante bien peu d'échanges ont eu lieu entre elles. Faut-il en conclure que les différences sont plus fortes que les convergences ? Pourtant les points que nous allons développer maintenant devraient permettre des débats fructueux et intéressants pour ceux qui se posent des questions à l'extérieur.

### **La philosophie**

La plus grosse des différences est peut-être l'origine militante des groupes et par suite le comportement que cela a impliqué dans la communauté. Jansiac se définit comme utopiste, écologique et libertaire. Longo Maï comme révolutionnaire, pacifiste et alternative. L'Arche comme non-violente et gandhienne.

Mais, chose intéressante, dans les différentes interviews que nous avons effectuées, toutes les personnes emploient quelques mots communs qui devrait leur permettre d'amorcer un dialogue : le mot "anarchiste" est employé par tous comme une valeur positive, de même que le mot "radical". Tous pensent qu'il n'y a pas un homme meilleur qu'un autre. Tous pensent que le changement doit se construire par le bas. Tous se prononcent contre l'Etat.

### **La famille**

Ces différentes approches philosophiques se traduisent dans les faits par des fonctionnements différents. Seule l'Arche met en avant la famille comme cellule de base communautaire. Les deux autres communautés associent la famille à un concept religieux qui est rejeté car favorisant l'individualisme. Toutefois, ces deux derniers groupes ont dû renoncer à une vie collective trop intense pour accepter l'apparition de lieux privés et l'existence de couples de fait.

### **L'éducation des enfants**

Jansiac a toujours été hostile à l'école publique, estimant qu'il s'agit du premier niveau d'aliénation des gens. Les communautés de l'Arche sont très partagées sur ce sujet : elles avaient mis en place leur propre école au départ, avant d'accepter de mettre leurs enfants dans les écoles publiques pour éviter la fermeture de celles-ci. Longo Maï par contre estime que l'école publique est un élément de socialisation indispensable pour les enfants et que la communauté est assez grande pour ensuite apporter les éléments critiques à cette forme d'éducation.

Parallèlement, après une génération communautaire, on constate qu'à Jansiac presque tous les enfants envisagent de partir, presque tous les enfants de l'Arche également, alors qu'ils sont nombreux à être restés à Longo Maï. Y-a-t-il un lien ? Les conditions de vie ne sont pas les mêmes, Longo Maï étant quand même resté beaucoup plus dans le système que les autres.

## Le choix des outils

Si le travail est constaté comme un droit, la réponse apportée est fort différente. Alors qu'à Jansiac, la recherche pour l'allègement du travail passe par un développement uniquement appuyé sur les ressources locales et renouvelables (le bois essentiellement), Longo Maï a choisi de favoriser le plaisir en supprimant tout le travail qui est remplaçable par le travail d'une machine (ordinateurs, téléphone, photocopieurs...) sauf lorsque cela supprime de la convivialité (refus des machines à vendanger par exemple). Les communautés de l'Arche sont entre les deux, certaines sont aussi radicales que Jansiac, alors que d'autres, plus ouvertes sur l'accueil du public, ont fait des choix assez modernistes (fax pour animer la campagne Stop-essais). Cela se traduit par des modes de vie bien différents.

## L'avenir des communautés

Longo Maï, placé dans une logique de militantisme et d'entreprise, n'a pas de problèmes d'avenir : non seulement des gens nouveaux arrivent, mais en plus les enfants s'installent à leur tour. Une part de ce succès est probablement d'avoir compris très tôt l'importance de la communication (Radio-Zinzine, lettre aux sympathisants, fichier de souscripteurs, organisation de rencontres et de fêtes).

Les Communautés de l'Arche se sont affaiblies en se dispersant trop vite. Le réseau des Amis de l'Arche est vieillissant et à la fin des années 80, ils ont cru voir venir le moment où ils allaient devoir fermer des lieux (ce qui a été fait à Nogaret). Cela les a obligés à se concentrer sur leur travail interne avec le risque de voir le non-renouvellement des personnes. L'étendue des âges entre les fondateurs toujours présents (à l'âge de la retraite aujourd'hui) et les générations "Larzac" montre aujourd'hui une difficulté de renouvellement et ceci d'autant plus que de nombreux enfants nés dans les communautés s'en vont. La solution passe certainement par les campagnes mili-



Le Pigeonnier de Longo Maï à Limans.

tantes, seules à permettre la rencontre avec des gens nouveaux.

L'avenir de Jansiac est un point d'interrogation. Il existe un noyau dur présent depuis le début, qui vieillit. Le renouvellement permanent du projet ne donne pas une impression de dynamique et de fait si le discours est attractif, la vie quotidienne est peu agréable. L'arrivée d'un bâtiment en dur sera peut-être la solution. Le groupe a bien senti le danger et se pose actuellement de plus en plus la question de la communication avec l'extérieur.

## Crise du système et autres pistes

Si l'on regarde les dates de créations des communautés, on constate qu'elles se sont toutes créées dans un moment de crise. Les communautés de l'Arche sont apparues à la fin de la deuxième guerre mondiale, quand les guerres coloniales se sont enchaînées les unes aux autres. Longo Maï et Jansiac sont nées du bouillonnement de l'après-68.

Aujourd'hui, si la crise est là qui s'aggrave, cela se fait progressivement, sans palier.

Dans ce contexte, même si des jeunes ont des idées de rupture avec le système, ils sont rares à avoir seulement l'envie de se pencher sur la solution que peut-être une communauté. De plus, les nouvelles générations sont dans un tel bain de matérialisme et de consommation qu'il est bien difficile d'imaginer que ces communautés puissent

seulement exister. Ce n'est sans doute pas un hasard si aucune nouvelle communauté n'est apparue récemment (à notre connaissance).

Toutefois, on constate quand même plusieurs phénomènes parallèles :

- la multiplication des retours à la terre au niveau individuel (c'est-à-dire une rupture avec la ville),
- l'apparition des entreprises alternatives (comme Ardelaine, Ambiance Bois...) (1) qui elles font la rupture avec l'individualisme, mais sans remettre en cause la valeur du travail (même si la limite entre Ardelaine et la filature de Longo Maï est minime),
- le développement des squatts qui lorsqu'ils durent longtemps sont déjà une expérience de vie commune, même si les ressources ne sont pas autonomes,
- l'apparition du militantisme écolo qui en reprenant pour une part les idées libertaires y ajoute la prise de conscience de l'épuisement des ressources,
- la multiplication des projets de "village écolo" (comme le Bio-Lopin) (1)...

Toutes ces démarches montrent qu'il existe un potentiel de personnes en rupture qui devraient constituer un "réservoir" naturel pour les communautés. Aux communautés de prendre le temps de les rencontrer.

Michel BERNARD

(1) Sur ces expériences voir le hors-série de Silence "Les métiers de l'écologie".



## PETITES PHRASES

*" Si l'argent était fabriqué avec du fer, et que l'on puisse en tirer des couteaux, des haches ou des burins, il y aurait quelques raisons de lui accorder de la valeur... mais tel qu'il ait, je ne lui en vois aucune.*

*Si un homme dispose de plus d'ignames qu'il n'en a besoin, il les échange contre des cochons ou des gnatoo (tissus d'écorce)... Certes, tel qu'il est l'argent est facile à manier et pratique, mais comme il ne pourrait pas, les gens le mettent de côté au lieu de le partager comme doit faire un chef, et ils deviennent égoïstes.*

*Par contre, si la nourriture était la possession laplus précieuse de l'homme comme ce devrait être le cas puisqu'elle est la chose la plus utile et la plus nécessaire, on ne pourrait la conserver ; on serait obligé soit de l'échanger contre un autre bien utilitaire soit de la partager avec ses voisins, les chefs subalternes et toutes les personnes qui sont à leur charge... et cela pour rien, sans contrepartie aucune.*

*Je comprends très bien maintenant ce qui rend les Blancs si égoïstes"*

Finow, chef des îles Tonga, Polynésie, dans "Nomismata, état et origine de la monnaie", Ed. PUL, 1984.

## ALLEMAGNE : FOIRE ECO- BIOLOGIQUE DE FRIBOURG

La 2ème édition de la foire éco-biologique du vin, du pain et de l'artisanat de Fribourg aura lieu du 25 au 28 août au Bürgerhaus Seepark.

Renseignements : Silberdistel, Carl-Kistner-Straße 29, D-79115 Fribourg, tél : (19-43) 761 47 34 24.

## ANNUAIRE DES REVUES DIFFERENTES

L'association Calcre, qui se bat pour l'aide aux petits auteurs, avait publié en 1991 une première édition de l'Annuaire des Revues Littéraires et Compagnie. Cet annuaire a recensé déjà 500 revues. Une nouvelle édition est en préparation pour 1996. L'association demande donc à tous ceux qui font des revues de se signaler en prenant contact avec : CALCRE, BP 17, 94404 Vitry cédex.

## VILLES SURPEUPLEES, CAMPAGNES DESERTEES

Le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, organise des rencontres d'été, du 6 au 13 août, sur le thème "villes surpeuplées, campagnes désertées : quelles alternatives pour demain". Au programme des interventions de Pierre Rabhi, agroécologiste, président du CIEPAD, Bernard Kayser, géographe sociologue, Serge Latouche, économiste, Yves Regis, président de CICOPA, coordination de coopératives, H. Garcia, P. Mendoza et Cecosola du Venezuela, Jame Perez, sociologue, Jean-Loup Anthony, chef d'entreprise, Cecco Demateis, agronome italien. Renseignements : Annie Pontal, Patrice Chillard, Janine Delaunay, Patrice Burger, CIEPAD, 34380 Viols le Fort, tél : 67 55 07 97.

## RESEAUX ESPERANCE

Les Réseaux Espérance regroupent des personnes soucieuses d'unifier leur vie personnelle et leurs engagements pour une société plus fraternelle autour des valeurs suivantes : dimension communautaire, auto-

gestion, non-violence, écologie, pauvreté et spiritualité. Les Réseaux Espérance organisent leur rencontre d'été, du dimanche 16 juillet au samedi 22 à la Communauté de l'Arche de Bonnetcombe (Aveyron) sur le thème du "développement durable". Pour y participer, renseignements : Réseaux Espérance, 98 bd des Rocs, 86000 Poitiers.

## VILLAGE TELEMATIQUE

Quelques écologistes mordus de communication télématique ont commencé à animer le 36 14 Les Verts. Pour élargir leur horizon, ils viennent de mettre en place un "mur d'expression" accessible par le 36 14 CNX#ECOLOGIE qui permet de laisser des messages ou d'avoir des débats à plusieurs par Minitel interposé. Ce serveur est un premier pas vers la constitution d'un "village télématique" écologiste où il sera facile d'échanger des idées et des documents à distance, en s'affranchissant des délais de courrier, et sans forcément se connaître préalablement. Notons que par rapport au 36 15 onéreux, les services en 36 14 coûtent uniquement la communication téléphonique avec les mêmes tarifs réduits (soit 0,13 F la minute après 22 h 30).

## AGRICULTURE BIO : LA FRANCE FAIT DU SUR-PLACE

Alors qu'en 1985, la France était le premier pays européen en nombre d'agrobiologistes, elle est aujourd'hui en passe de devenir lanterne rouge. En dix ans, le nombre d'agriculteurs bio n'est en effet passé que de 2500 à 3650, alors que pendant le même temps il passait de 1600 à 15 000 en Allemagne, de 600 à 4000 en Italie, de 500 à 13 000 en Autriche, de 100 à 670 au

Danemark, de 150 à 2600 en Suède...

Deux explications à cela : une concurrence nuisible entre les différentes "marques" de la bio, mais aussi une absence totale de volonté gouvernementale pour profiter des aides mises en place par l'Europe. (source Alter Agri, 1er trimestre 1995)

## AGRI BIO : FORMATION

La coordination agro-biologique des Pays de la Loire organise d'octobre 95 à avril 96 (2 jours par semaine), une formation débouchant sur un certificat de spécialisation "conduite d'une exploitation en productions agrobiologiques" ouvrant la porte à un Brevet professionnel adulte (niveau IV). Rémunération en formation étudiée au cas par cas. Formation ouverte aux salariés agricoles et producteurs qui souhaitent convertir leur exploitation à ce mode de production. Renseignements : CAB Pays de Loire, BP 325, 49003 Angers cédex 01, tél : 41 96 76 16.

## CALVADOS : PROJET D'AUTONOMIE CONVIVIALE

Depuis une vingtaine d'années, Arlette et Michel Roger ont fait le choix du retour à la terre en développant la pluri-activité : une activité salariée à temps partiel et une activité liée à la terre. L'activité extérieure assure l'indispensable complément financier. Le résultat : qualité de l'environnement, bien-être de la campagne, relation à la vie. En 1991, le couple découvre le projet du CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, dans l'Hérault, qui met au point un "module" permettant à une famille d'assurer son autonomie alimentaire sur un hectare de terrain. Arlette et Michel Roger participent à la mise en place au CIEPAD du premier module : autoconstruction, mise en état des terres. Et cela marche au niveau familial. D'où un nouveau projet de renouveler l'expérience en Normandie autour d'un projet collectif qui outre l'autonomie familiale devrait per-

# COUCHES REUTILISABLES

Les couches réutilisables ont laissé le souvenir d'un travail fastidieux, d'un manque d'efficacité et de risques pour l'hygiène. Aujourd'hui les couches réutilisables, associées avec les machines à laver le linge, peuvent prétendre remplacer les couches jetables, ces dernières constituant un problème important dans la question des déchets ménagers et coûtant par ailleurs fort cher. En effet, le budget des couches jetables pour un enfant est d'environ 10 000 F et cela donne une tonne de déchets par enfant, des déchets absolument pas recyclables.

Parallèlement aux couches jetables, une autre filière s'est perfectionnée : celle des couches réutilisables : forme anatomique, attaches rapides, textiles micro-aérées, etc... Aujourd'hui la couche réutilisable représente déjà 20 % du marché nord-Américain, 18 % du marché Suédois... et plus de 50 % du marché australien !

Aujourd'hui les couches "Indispensables" sont disponibles en France en quatre tailles pour s'ajuster à la morphologie des enfants. Des produits pour l'incontinence des adultes sont également disponibles.

## Eco-bilan

Différentes études ont été réalisées pour comparer l'éco-bilan des deux systèmes réutilisables ou jetables. (Institut allemand de Darmstadt, Environnement Canada...). Elles prennent également en compte des services de lavage mis en place dans certains pays (les couches sont collectées par une société de service qui les remplace, les lave et les ramène). On obtient les chiffres suivants, pour 1000 enfants pendant 27 mois :

### Consommation d'énergie totale :

- Jetable : 3821 MWh
- Service de lavage : 3697 MWh (4 % d'économie)
- Réutilisable : 932 MWh (75 % d'économie)

### Consommation

#### matières premières :

- Jetable : entre 500 kilos et une tonne de cellulose, 300 kg de plastique.
- Réutilisable ou service de lavage : 4,5 kg pour le tout (99,5 % d'économie)

### Consommation d'eau :

- Jetable : 29 443 m3
- Service de lavage : 22171 m3 (25 % d'économie)
- Réutilisable : 42036 m3 (42 % en plus)

## Production de déchets

- Jetable : 1000 tonnes non recyclables
  - Réutilisable ou service de lavage : insignifiant
- Ces études montrent que le réutilisable est de loin le plus intéressant sauf dans le domaine de la consommation d'eau... mais même si tous les enfants étaient équipés de couches réutilisables, cela ne correspondrait qu'à 0,5 % de la consommation d'eau globale.

## Tests de consommation

En Suède, la revue de consommateur "Förälder & Barn" a classé les couches réutilisables Indi Travel en tête de tous les modèles et les Indi Classic en tête pour leur qualité d'absorption et leur tenue. Toutes les familles sollicitées pour réaliser le test ont abandonné l'utilisation du change à jeter après le test sauf la seule famille qui n'avait pas de machine à laver.

Au Canada, le magazine de consommateurs "Protégez-vous" préconise la couche Indispensable pour ses prix, son ajustement, la qualité des attaches, la capacité et la rapidité d'absorption, la durée de séchage, l'étalement. Le gouvernement cana-

dien lui a donné le label Ecologo. En Allemagne, les couches indispensables ont été retenues parmi les réutilisables pour être exemptes de formaldéhyde, de produits chlorés, d'agents blanchissants et de pesticides.

## Hygiène et santé

Les couches à jeter provoquent trois fois plus de dermatites que les langes en tissu. On note toutefois dans les enquêtes réalisées par les sociétés de ramassage et de lavage de changes réutilisables qu'un enfant sur cinq reste soumis à des problèmes d'irritation. Une partie de ces irritations vient des produits chlorés, d'un désinfectant nommé pentachlorophénol, d'additifs blanchissants... tous ces produits sont absents des couches réutilisables indispensables.

En France, les couches "Indispensables" sont disponibles dans les magasins biocoop, les foires écologiques et par correspondance auprès de :

- Alternative Nature, 9 rue de la Digue, 67230 Benfeld, tél : 88 74 75 39 (Jean-Claude Moog).
- David Souyris, 3 rue du Cade, 34380 Saint-Martin de Londres, tél : 67 55 08 78.

mettre également de se réapproprier des services. La vie de chaque famille reste autonome mais des activités impossibles à gérer seules seraient mises en commun.

La première étape est de trouver un terrain d'au moins cinq hectares dans la

région de Villy-Bocage. Ensuite, des stages d'auto-construction devraient permettre la mise en place des premiers bâtiments, et ensuite...

Pour en savoir plus : Arlette et Michel Roger, Le Maizerais, 14310 Villy-Bocage, tél : 31 77 09 21.

## INDRE-ET-LOIRE : FOIRE BIOLOGIQUE

La 4ème foire biologique de Touraine aura lieu le samedi 2 et le dimanche 3 septembre dans le parc du lycée agricole de Tours-Fondettes. Au programme : stands et conférences sur l'animal, l'environnement, l'agriculture, le jardinage, les médecines douces et la protection de la nature. Renseignements : GABBTO, BP 139, 37171 Chambray-lès-Tours cedex, tél : 47 48 37 53.

## LOZERE : VIVRE L'ÉCOLOGIE EN CEVENNES

Nature et Progrès Lozère organise le samedi 22 et le dimanche 23 juillet une grande fête champêtre à St-Etienne Vallée Française avec marché bio, stands sur les énergies renouvelables, la traction animale. Pierre Rabhi animera une conférence le samedi après-midi sur le thème "villes surpeuplées, terroirs dépeuplés, quelles alternatives sociales

pour demain ?". Programme complet : Christian Emery, Les Avelacs, 48330 St Etienne V.F., tél : 66 45 71 48.

## VAR : STAGE DE PERMACULTURE

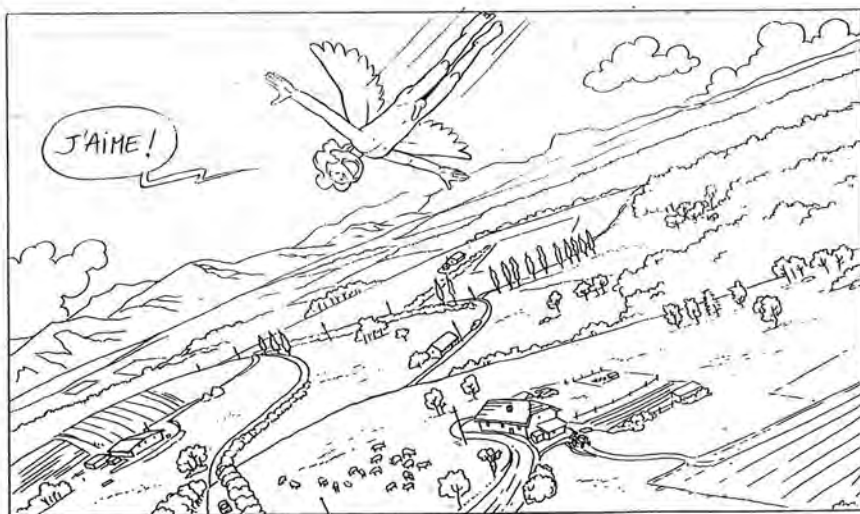
Cultiver des plantes en synergie avec la faune sauvage, sans bêcher, sans mécanisation et évidemment sans engrais, c'est ce que propose la permaculture. Un stage est organisé pour présenter cette méthode du 20 au 23 juillet dans le Var. Renseignements : Permaculture Pyrénées, 11300 Bourriège.

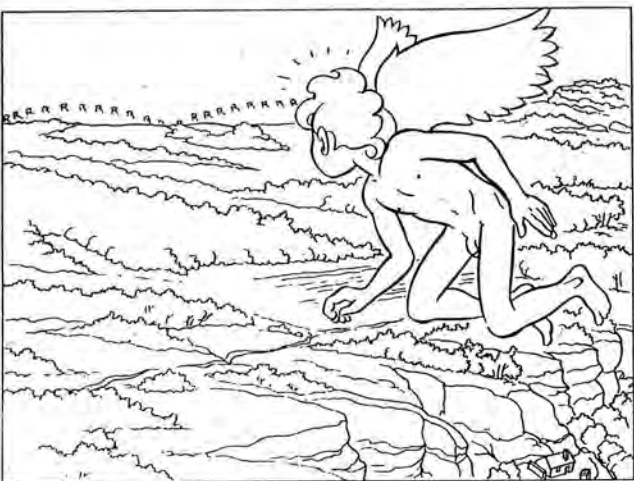
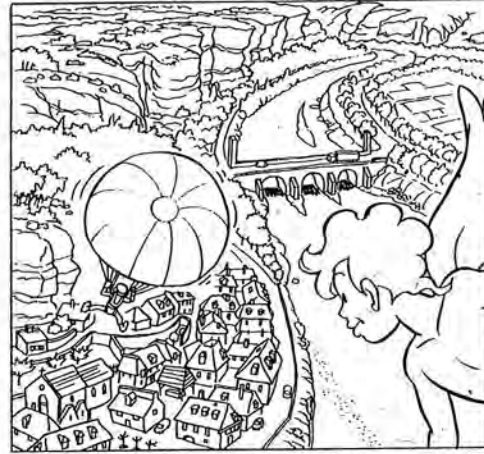
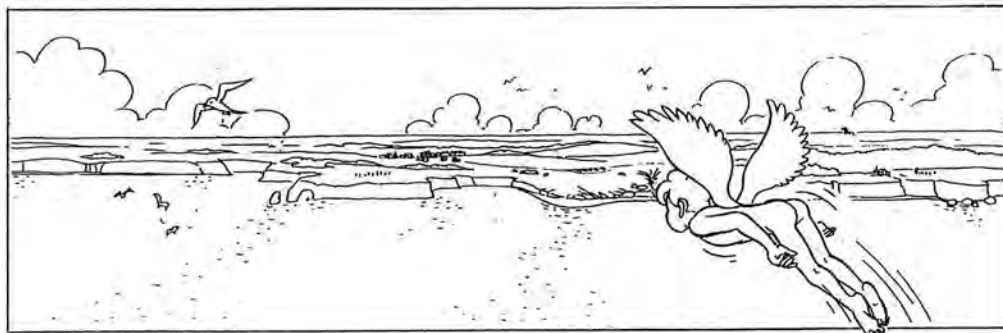
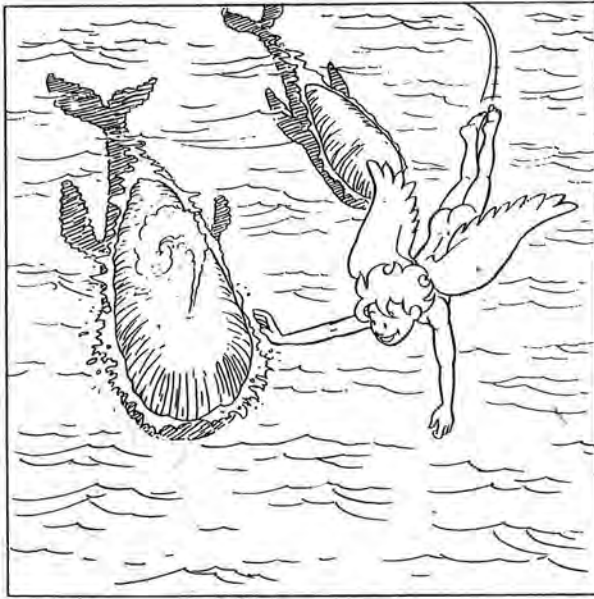
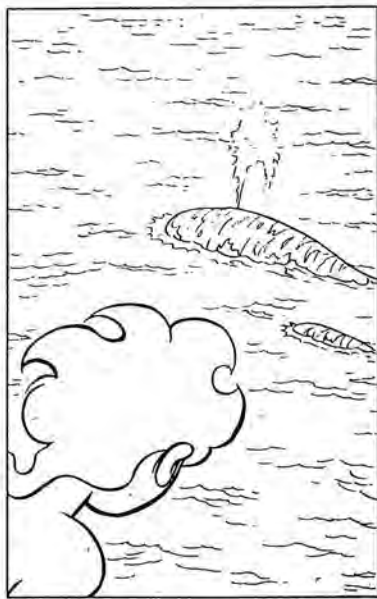
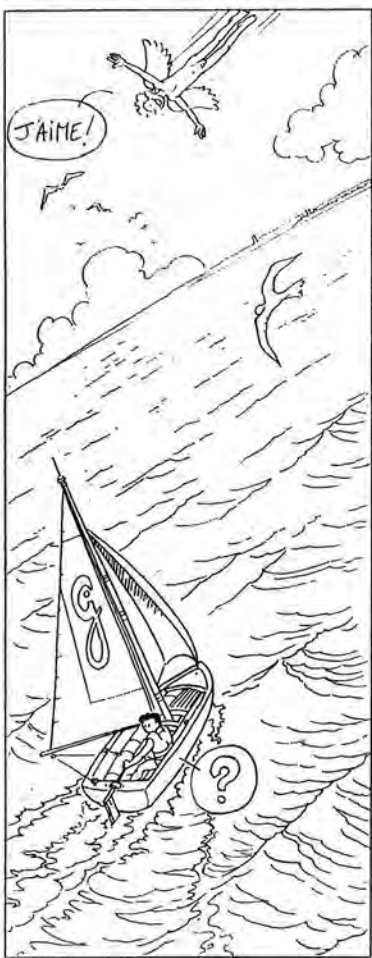
## COTES D'ARMOR : FOIRE DE MUR DE BRETAGNE

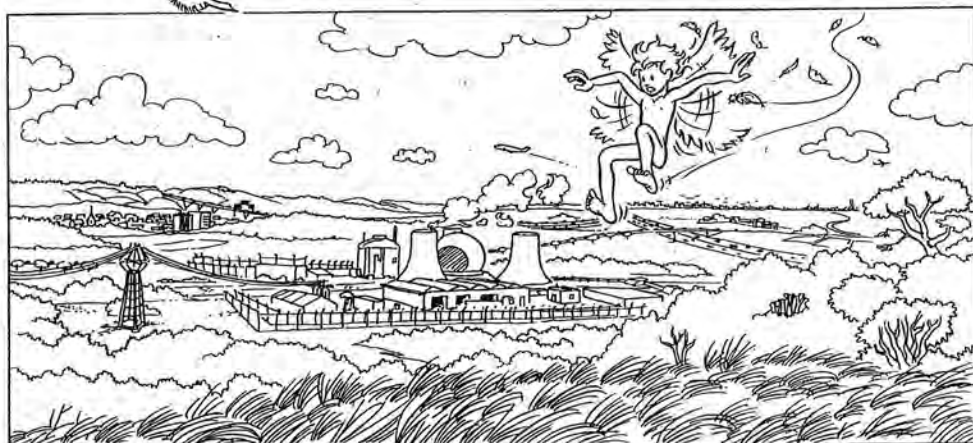
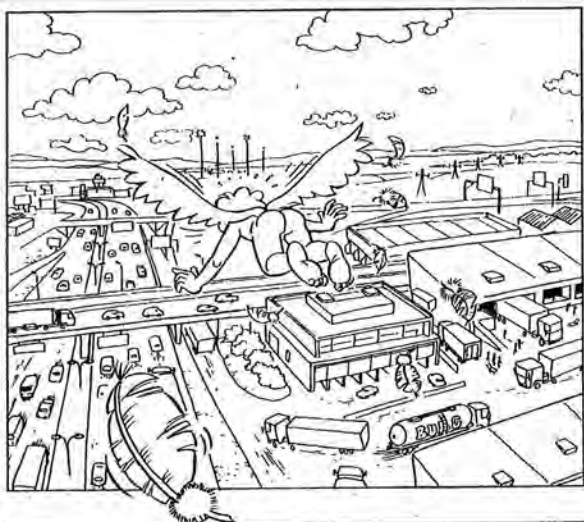
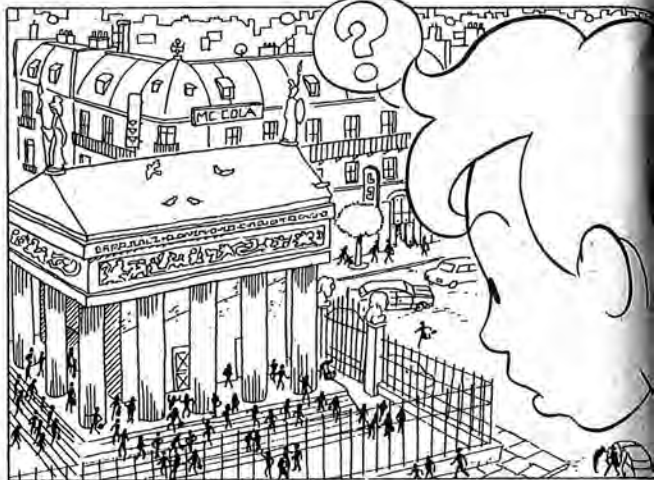
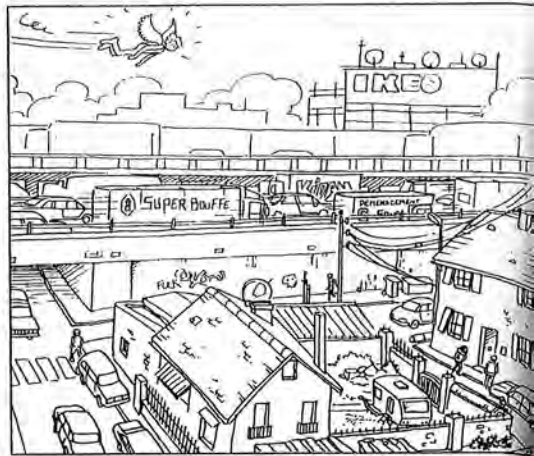
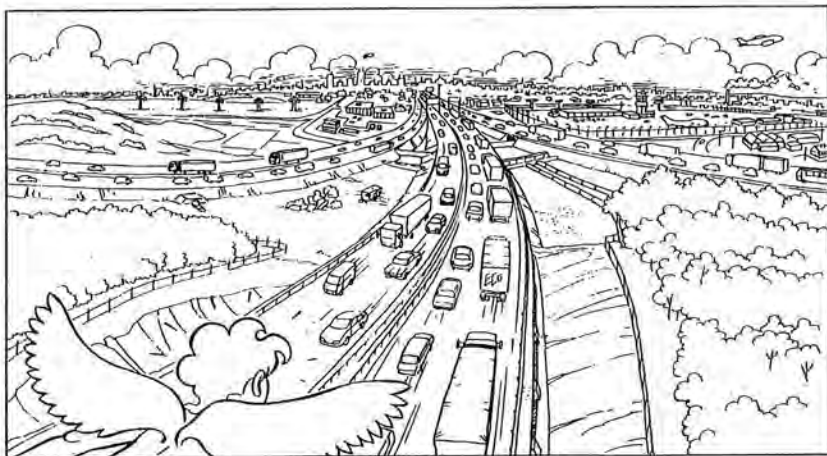
La 10ème foire biologique de Mur-de-Bretagne aura lieu le week-end du 9 et 10 septembre de 10 h à 19 h. Cette foire est organisée par l'association produire et consommer biologique. Programme : APCB, Ville-Neuve, 22250 Trémeur, tél : 96 84 80 88.

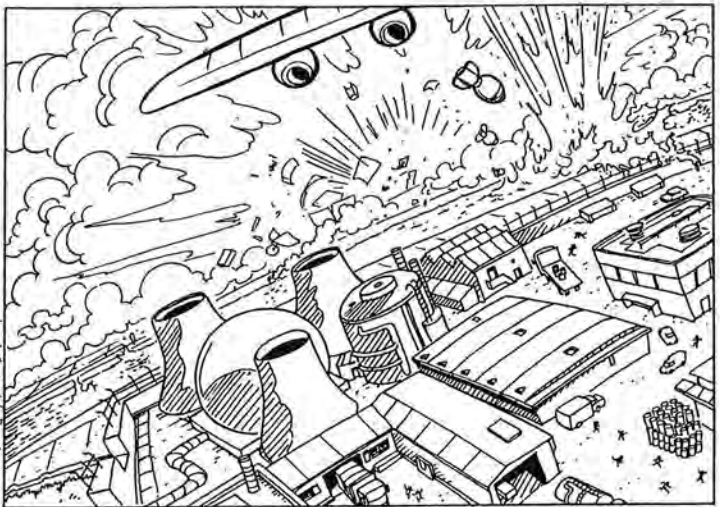
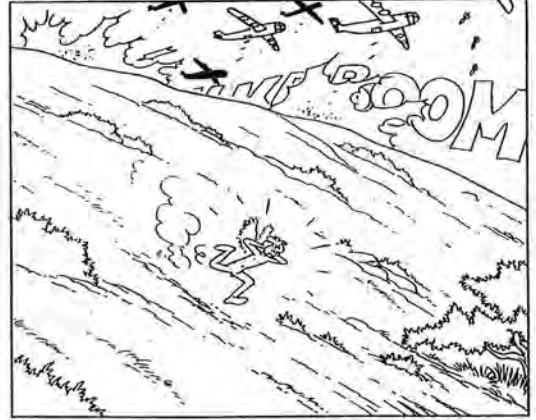
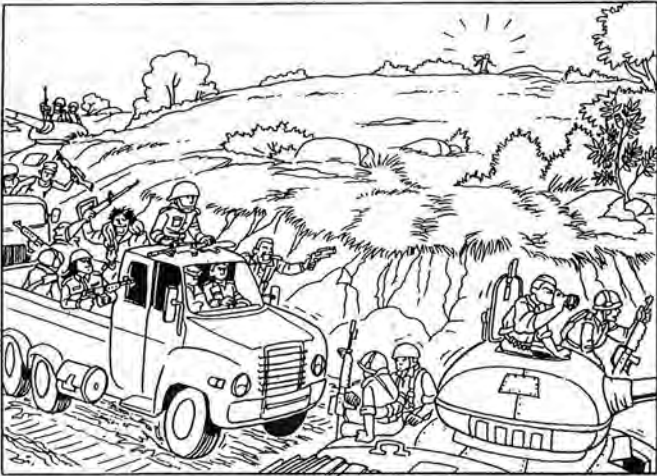
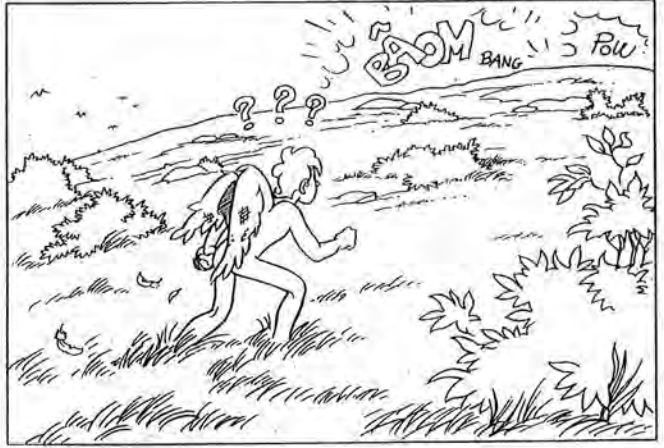
## PARIS : FAITES DU TEMPS LIBRE

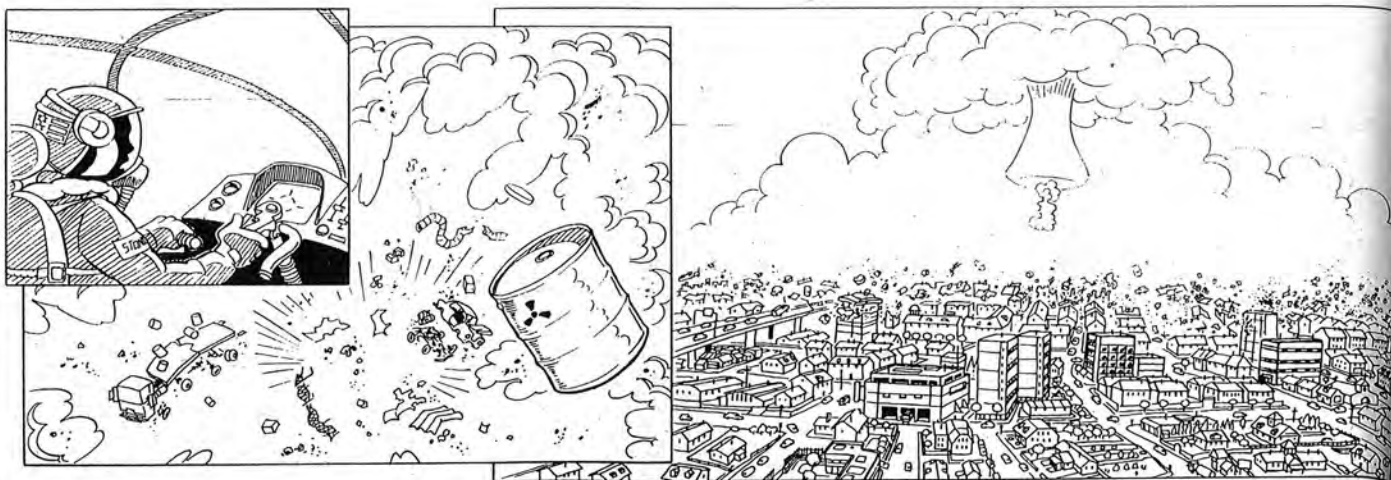
En juin 1936 furent instaurés les premiers congés payés. Le week-end des 8 et 9 juillet, se tiendra la fête du temps libéré au Centre des expositions de Montreuil, métro Mairie de Montreuil. Cette rencontre a pour but de partager, faire partager une commune conviction : les activités du temps libre deviendront, sont déjà les plus importantes pour chacun. Rendre manifestes et socialement valorisés nos pratiques et nos rêves de loisir créatif et citoyen en rassemblant en un même moment tous ceux qui n'ont pas de problème pour employer leur temps, pour qui le loisir est l'occasion du développement de la culture et de l'épanouissement personnel. Cette fête entend faire se rencontrer les différentes formes de temps libéré qui n'existent aujourd'hui que sous forme désarticulée. Présence de stands de presse, de documentation, de danse, de chanteurs, de saltimbanques, littérateurs, poètes, peintres, architectes... Violons, plumes et pinceaux seront les bienvenus pour mettre en scène les prémisses d'une nouvelle civilisation. Renseignements : Ecologie et temps, Maison de toutes les chimères, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 48 74 20.











## ABONNEMENT

Chèque à l'ordre de Média-Pays,  
17 place de l'Argonne - 75019 Paris

- |                                        |              |
|----------------------------------------|--------------|
| ☐ ANNUEL (11 NUMÉROS) :                | <b>180 F</b> |
| ☐ SOUTIEN, COLLECTIVITÉS ET ÉTRANGER : | <b>250 F</b> |
| ☐ ABONNEMENT À L'ESSAI (4 NUMÉROS) :   | <b>50 F</b>  |

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

TÉL : .....

PROFESSION : .....





## USA : HIROSHIMA CENSURE

Les associations d'anciens combattants ont réussi à faire annuler une exposition prévue cette année pour montrer aux Américains les conséquences de l'usage de la bombe atomique sur les Japonais. Cette exposition devait marquer le 50ème anniversaire de la destruction de Hiroshima et Nagasaki. Après les protestations de Tokio, le gouvernement américain a quand même accepté d'annuler la sortie d'un timbre avec le champignon atomique, qui devait porter comme texte : *"les bombes atomiques ont permis d'accélérer la fin de la guerre - Août 1945"*. Le passé est douloureux, surtout quand les conséquences se font encore sentir 50 ans après : le nombre des victimes des bombardements continue à croître sans cesse au Japon.

## NORVEGE : CAMP DE PAIX

Le deuxième camp international des jeunes pour la paix se tiendra à Narvik, au nord de la Norvège, du 30 juillet au 7 août. Il est ouvert

aux jeunes de 18 à 23 ans qui mènent des actions en faveur de la paix n'importe où dans le monde. Les activités du camp consisteront à échanger sur les activités de chacun et aussi à préparer une action pour le dernier jour du camp qui sera le 50ème anniversaire du bombardement d'Hiroshima. La langue est l'anglais. Renseignements : Narvik Peace Center, PO Box 700, N-8501 Narvik; Norway, tél : (45) 76 94 86 99.

## SUEDE ET NEUTRALITE

La question de la défense européenne se complexifie de plus en plus : après l'Irlande, c'est l'Autriche et la Suède qui sont soumises à de fortes pressions pour renoncer à leur neutralité militaire. Mais l'opinion ne suit pas les politiques. Selon un sondage publié en Suède, 70 % des sondés se prononcent pour le maintien de la neutralité suédoise, 7 % sont contre et 23 % sans opinion. Seules 15 % des personnes interrogées se prononcent pour l'entrée de la Suède dans l'OTAN contre 48 % qui y sont opposées. (source Courrier International, 23 février 1995)

## POUR UN CONTROLE EUROPEEN DES VENTES D'ARMES

En 1991 et 1992, l'Union Européenne a adopté un texte précisant en huit points les limites que les pays s'engagent à respecter en matière de ventes d'armes. Ces critères appellent à prendre en considération les droits de l'Homme, la stabilité interne

et régionale des pays acheteurs et des conséquences que ces achats d'armements peuvent avoir sur l'économie du pays acheteur. Ce code de bonne conduite apparaît aujourd'hui comme une mesure particulièrement hypocrite : alors que l'Italie et le Portugal refusent les ventes d'armes au régime dictatorial d'Indonésie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne continuent leur sale commerce. Alors que la Belgique refuse les ventes d'armes au Rwanda depuis 1990, la France a continué allègrement au moins jusqu'en 1994.

Afin de lever les ambiguïtés de ce code, trois associations indépendantes, le groupe British American Security Information Council (Basic), Safeword et World Development Movement (WDM) viennent de lancer une campagne proposant que soit adopté un nouveau code lors de la conférence intergouvernementale de 1996 prévue sur ce sujet. Une campagne de pression est relayée par de nombreuses organisations de toute l'Union Européenne. En France, c'est Agir Ici qui assure le relais. La campagne dénonce les gesticulations faites par nos gouvernants pour d'un côté faire cesser les conflits alors que de l'autre, ils continuent à fournir armes et munitions.

Pour en savoir plus : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

## NAMUR : AMNISTIE, PARDON, RECONCILIATION

L'Université de Paix de Namur organise du 5 au 7 juillet un stage sur le thème : "amnistie, pardon, réconciliation ou reconstruire les relations individuelles et collectives traumatisées par la violence". Programme complet : Université de Paix, 4 bd du Nord, B-5000 Namur, tél : (00 32) 081/22 61 02.

## SUISSE : FORMATIONS A LA NON-VIOLENCE

Le Centre Martin Luther King, le Mouvement international de la réconciliation et les Brigades de paix internationales, organisent un cycle de formation tout au long de l'année scolaire 95-96 :

## AMNISTIE POUR LES REFRACTAIRES A L'ARMEE

Plusieurs associations de défense des réfractaires diffusent depuis le 15 mai, journée de l'objection, une pétition pour demander aux députés qui voteront début juillet une loi d'amnistie d'y inclure les réfractaires à l'armée sans condition. Cela permettrait de clore les dossiers de 700 personnes actuellement incarcérées uniquement parce qu'elles refusent de servir l'institution militaire. On peut se procurer la pétition auprès d'un des groupes suivants :

- Avis de Recherche, BP 53, 75861 Paris cédex.
- COT Albi, BP 229, 81006 Albi cédex, tél : 63 38 39 55.
- Association promotion de l'objection de conscience, 33 rue Coutellerie, 13002 Marseille.
- CLOC, Utopia, 15 rue Galante, 84000 Avignon.
- MAIA, Batzoki Hiltz-ordu rue Dibildos, 64240 Hasparren.
- Mouvement des objecteurs de conscience, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse.
- Objection à tout moment, La Borie Noble, 34650 Rocqueredonde.
- Réseau d'information Réfractaires, 33 rue Coutellerie, 13002 Marseille.
- Service de promotion de l'objection de conscience, c/o François Dabadie, La Barne, 40330 Amon.
- Union pacifiste de France, BP 196, 75664 Paris cédex 13.

## EX-YOUGOSLAVIE : LE CINEMA DES HYPOCRITES

Nous l'avons écrit à de multiples reprises : l'envoi de forces armées dans un conflit ne peut que provoquer une amplification du conflit. L'absurdité de la situation en ex-Yougoslavie, où les casques bleus gardant des entrepôts d'armes confisquées sont pris en otage, est un résultat logique. Pourquoi ces armes n'ont-elles pas été détruites ? Pourquoi l'ONU n'essaie-t-elle pas d'empêcher les armes d'entrer sur les lieux d'affrontement au lieu de se contenter de s'interposer ? Pourquoi ne favorise-t-elle pas le départ de ceux qui ne veulent pas participer aux combats ? Pourquoi nos gouvernements ne font-ils rien pour aider les forces démocratiques qui localement prônent l'entente entre les peuples ? Il y a plusieurs raisons à cela : l'ONU est gouvernée par 5 pays qui à eux seuls fournissent 80 % des armes dans le monde et chacun continue ses petites affaires. Deuxièmement, il y a des enjeux stratégiques de "marchés" à conquérir d'où l'opposition entre la France et l'Allemagne, entre les USA et l'Europe. Sans révision du fonctionnement de l'ONU, il n'y aura pas de solution à une force d'interposition réellement neutre et efficace.

communication non-violente : affirmation de soi (2 septembre), communication non-violente : écouter avec empathie (23 septembre), animation de groupes (28-29 octobre), prise de décisions par consensus (2 décembre), gérer sa peur (20 janvier), comment résoudre les conflits dans un groupe (24 février), travailler en contexte interculturel (23 mars), mes attitudes face au conflit (27 avril), introduction à la médiation (1er juin). Programme complet : Centre Martin Luther King, avenue de Béthusy 56, CH - 1012 Lausanne, tél : 021/ 652 27 27.

APRES LA CONFÉRENCE DU TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION

# POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLEAIRES

**A**vril 1995 aux Nations-Unies : un bourdonnement intense. Deux réunions internationales simultanées : La Commission pour un Développement Durable (CSD) instaurée à

rence mondiale sur les progrès les plus récents de la technologie solaire est bien tentante. Vandana Shiva est ici, quelque part, luttant en faveur de la biodiversité, je tente en vain de l'entrevoir dans les couloirs.

## La Conférence du TNP

Rebecca Johnson publie quotidiennement, au nom d'Acronym, une mise à jour très complète et bien informée des négociations (1). Après une première semaine de déclarations officielles (Alain Juppé est venu plaider pour la prorogation illimitée et inconditionnelle du TNP, garant de la possibilité de faire sans crainte et sans danger des affaires grâce au nucléaire à usage pacifique), les discussions deviennent plus dures, paragraphe par paragraphe.

*Les organisations non-gouvernementales renforcent leurs liens face aux pressions des puissances nucléaires et demandent un renoncement global au nucléaire*

(suite page 44)

(1) Voir les textes préparatoires des ONG publiés dans Silence n°187 et 188.

Rio, et la Conférence de Révision et d'Extension du Traité de Non-Prolifération. De grandes organisations non-gouvernementales internationales comme Greenpeace sont là avec une vingtaine de personnes. D'autres ONG nationales, essayent de suivre du mieux qu'elles peuvent et de grappiller au maximum informations, contacts et documents.

Du côté officiel, il en va de même. Les Etats-Unis, le Canada, la Suède, ont une véritable cohorte de fonctionnaires, les petits états insulaires tentent de se défendre partout à la fois, contre le réchauffement climatique, les déchets (CSD) et les essais nucléaires (TNP). Je me consacre au TNP, et pourtant, dans la salle à côté, une confé-

**Solange Fernex** en interview lors de la manifestation organisée à New-York le 26 avril 1995, jour anniversaire de Tchernobyl, sur le thème "Non au nucléaire, oui au solaire" (photo Michel Fernex)



# DECLARATION DU COLLECTIF DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES "ABOLITION DES ARMES NUCLEAIRES"

Les décisions que vont prendre les délégués à la conférence de Révision et d'Extension du TNP auront une influence décisive sur l'avenir de la sécurité globale. Elles doivent être prises en toute conscience de l'urgence morale et de la responsabilité face à l'humanité.

Un monde sûr et vivable pour nos enfants et nos petits-enfants et toutes les générations futures, exige de notre part la création d'un monde libéré des armes atomiques ainsi que la réparation des dommages à l'environnement et des souffrances humaines infligées par l'héritage de 50 années de production et d'essais des armes nucléaires.

Par ailleurs, les liens inextricables qui existent entre les utilisations "pacifiques" et militaires des technologies nucléaires ainsi que la menace que représente pour les générations futures la création et l'utilisation de matières radioactives à longue durée de vie, doivent être reconnus. Nous devons développer des formes de production d'énergie propres, sûres et renouvelables, qui ne produisent pas des matériaux utilisables pour des armes de destruction massive et qui n'empoisonnent pas l'environnement pour des milliers de siècles. Les vrais droits "inaliénables" ne sont pas le droit à l'énergie nucléaire, mais le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes, dans un monde libéré des armes nucléaires.

Nous reconnaissons qu'un monde libéré des armes nucléaires doit être préparé avec soin et d'une manière progressive. Nous sommes convaincus que c'est techniquement possible. Le seul obstacle est l'absence de volonté politique, spécialement de la part des puissances nucléaires. De même que les armes chi-

miques et bactériologiques ont été abolies, il faut abolir les armes nucléaires.

Nous appelons tous les Etats - en particulier les puissances nucléaires, déclarées ou de facto - à prendre les mesures suivantes pour réaliser l'abolition des armes nucléaires. Nous demandons par ailleurs aux Etats dépositaires du TNP de demander aux puissances nucléaires de prendre des engagements dans le rapport final de la conférence.

1 - Initier en 1995 et conclure d'ici l'an 2000 les négociations pour une convention d'abolition des armes nucléaires, prévoyant l'élimination progressive de toutes les armes nucléaires selon un calendrier défini, avec des précisions pour une vérification et un contrôle efficace.

2 - Prendre l'engagement de ne pas utiliser ni menacer d'utiliser les armes nucléaires, avec effet immédiat.

3 - Conclure rapidement un Traité d'interdiction des Essais Nucléaires vraiment total, avec un seuil zéro, avec la volonté affirmée d'empêcher le développement d'armes nucléaires par un Etat quel qu'il soit.

4 - Cesser la production et le déploiement de nouveaux systèmes d'armements nucléaires et commencer à retirer et à démanteler les systèmes d'armes nucléaires.

5 - Interdire la production et le retraitement militaire et commercial de toutes matières radioactives utilisables pour des usages militaires.

6 - Soumettre toutes les matières radioactives utilisables pour des usages militaires ainsi que les installations nucléaires à un contrôle international et à des normes internationales. Etablir un registre international de toutes les matières radioactives utilisables pour des usages militaires.

7 - Interdire la recherche, l'élaboration, le développement et les essais en laboratoire, y compris les explosions hydrodynamiques non-nucléaires et les simulations informatiques, soumettre tous les laboratoires militaires à un contrôle international et fermer tous les sites d'essais nucléaires.

8 - Créer de nouvelles zones dénucléarisées comme celles établies par les traités de Tlatelolco et de Rarotonga.

9 - Reconnaître et déclarer publiquement devant la Cour Internationale de Justice l'illégalité de la menace ou de l'utilisation des armes nucléaires.

10 - Etablir une agence internationale de l'énergie pour promouvoir et soutenir le développement de sources d'énergie soutenables et sûres pour l'environnement.

11 - Créer des mécanismes pour assurer la participation des citoyens et des ONG dans la planification et le suivi du processus d'abolition des armes nucléaires.

Un monde libéré des armes nucléaires est une aspiration commune de l'humanité. Cet objectif ne peut être atteint par un régime de non prolifération qui autorise un petit groupe d'états à conserver leurs armes nucléaires. Notre sécurité commune exige l'élimination complète des armes nucléaires. Nous sommes opposés à l'extension illimitée et inconditionnelle du TNP. Notre objectif est l'abolition définitive et inconditionnelle des armes nucléaires.

Cette déclaration est signée par les délégués représentant les ONG au "Groupe Abolition des Armes Nucléaires" et d'autres groupes et individus.

Contact : Groupe Abolition des Armes nucléaires, Jacqueline Cabasso, Pamela Meidell, Alice Slater, fax : (212) 768-2167 aux USA.



**Manifestation du 26 avril :** les organisations non-gouvernementales ont planté des croix en souvenir des morts de Tchernobyl. De gauche à droite : Stephanie Milles (Greenpeace International), Katie Dauks (Nouvelle-Zélande), Commandant Rob Green (Grande-Bretagne) (photo S. Fernex)

(suite de la page 42)

Deux blocs s'affrontent très rapidement : les puissances nucléaires et leurs alliés qui veulent un chèque en blanc, et les pays non-alignés qui demandent une prorogation soumise à des progrès de désarmement conformément à l'Article VI du Traité. Il s'y ajoute une tension au Moyen Orient, où Israël, puissance nucléaire *de facto*, n'a toujours pas signé le TNP, un problème avec l'Irak, qui lui a signé le TNP, mais n'obtient pas la technologie civile qu'il réclame, tensions au sein de l'ALENA où il y a désaccord entre les USA et le Mexique, sur la prolongation inconditionnelle et illimitée du TNP. Le Mexique cèdera, et son ambassadeur, le courageux Miguel Marin Bosch, terminera sa carrière en tant que Consul Général à Barcelone.

Le représentant de la France qui préside l'Union Européenne, roule des mécaniques et se "félicite des progrès réalisés par la Grande Bretagne et la France en matière de désarmement". Trois pays, la Suède, l'Irlande et l'Autriche se désolidarisent de ces propos, fait exceptionnel dans l'histoire de l'Union. En effet, les Britanniques viennent de lancer les sous-marins atomiques Trident, et Balladur vient

d'inaugurer à Brest le Triomphant et près de Bordeaux le futur site d'essais nucléaires en laboratoire.

A mi-course, soumis à une pression de tous les instants, les Ministres des Affaires Etrangères du Mouvement des Non-Alignés se réunissent à Bandung en Indonésie. Ils décident de rester fermes sur des objectifs et conditions précises, et d'arracher aux puissances nucléaires un calendrier de désarmement.

**Daniel Elloberg** avec Eva Gaes, députée verte suédoise, Maud Frölich, de la Croix Verte Suède (membre de la délégation officielle de la Suède au TNP... on imagine mal la France emmenant des représentants d'associations !). Photo Solange Fernex.



Hélas, c'est le pot de fer qui gagne, mais pas complètement : à mains levées, les délégués constatent le 11 mai vers midi, que la **majorité souhaite l'extension illimitée du TNP**. Ils adoptent néanmoins trois résolutions :

- sur une zone sans armes de destruction massive au Moyen Orient, sans citer Israël,
- sur un renforcement du processus de révision du TNP (tous les 5 ans),
- sur des objectifs. La seule date retenue dans le calendrier souhaité par les non-alignés est 1996, pour le Traité d'Interdiction Totale des Essais Nucléaires (TITEN). Les autres mesures sont essentiellement des négociations pour l'Abolition Totale des Armes Atomiques, pour des sécurités aux pays non nucléaires. ( Le texte final n'est pas encore parvenu).

A présent, la Conférence du Désarmement a repris ses travaux à Genève, la priorité étant de finaliser le TITEN.

Parallèlement aux activités officielles, les ONG ont organisé les actions suivantes.

#### Conférence sur l'illégalité des armes atomiques

Le 19 avril, une conférence sur la saisine de la Cour Internationale de Justice sur l'illé-

galité de la dissuasion et de l'utilisation d'armes atomiques est organisée par les 3 promoteurs du projet : les médecins, les juristes, le Bureau International de la Paix. Leurs arguments (déjà exposés au Colloque de l'UNESCO sur la dissuasion) apparaissent comme très convaincants : les armes atomiques sont indiscriminées, elles frappent les civils, elles atteignent des pays neutres, non parties au conflit, elles ont des conséquences sur les générations futures, elles empoisonnent les sols, l'air et l'eau, toutes choses interdites par le "Droit de la Guerre", découlant en particulier des Conventions de Genève, de La Haye, des Principes et Nuremberg et de la Charte des Nations-Unies. Par ailleurs le chantage, la menace d'un crime est un crime.

La Cour Internationale de Justice de La Haye attend à présent les mémoires fournis au sujet de la dissuasion par les différents pays. Une rediffusion aux pays de l'ensemble des contributions reçues, avec ouverture d'un délai pour les commentaires, aura lieu en septembre 1995. La procédure d'auditions publiques s'ouvrira en 1996, et les ONG pourront y participer. Elles ont été invitées à envoyer des déclarations de Conscience Publique avant le 20 juin (2), la Cour prenant en compte les avis émanant de l'opinion mondiale.

#### **Conférence internationale des citoyens pour arrêter la dissémination des armes**

Cette conférence, tenue les 20 et 21 avril, a réuni plus de 400 personnes pendant deux jours. Elle était suivie d'un rassemblement le 22 avril devant les Nations-Unies, un groupe devant rejoindre le cortège du Jour de la Terre qui ne souhaitait pas se mêler directement de problèmes militaires.

Une "foire des associations" a permis d'échanger documents et adresses. Chargée de représenter le matin la France en plénière : "Voix du monde nu-

cléaire", je suis intervenue l'après-midi dans le carrefour "essais nucléaires" et ai traduit l'excellente intervention de Michelle Lopez de l'Appel des Cent sur l'évolution de la politique nucléaire et du mouvement pacifiste en France. La France était par ailleurs représentée par 10 militants de l'Appel des Cent conduits par Annick Sicard et Michelle Lopez, par le Professeur Abraham Béhar Président de l'AFMPGN, association française des médecins pour la prévention contre la guerre nucléaire, et son épouse, et par Michel Durant et Lysiane Alezard du Mouvement de la Paix.

Un spectacle très émouvant, avec textes lus par une Japonaise et une Américaine, accompagnés de musique japonaise sur instruments originaux a retracé les 50 ans de la Bombe, qui a fait de nombreuses victimes dans les cinq continents. Le recueil de textes co-édité par Pax Christi USA, est disponible, il pourrait être traduit et utilisé pour des soirées, méditations, jeûnes etc.

#### **Jeûne pour l'Abolition des Armes Atomiques**

Il est apparu dès le début qu'il fallait dépasser le TNP et exiger à partir de maintenant l'Abolition des Armes atomiques. Tous les jours s'est tenu un groupe de travail "abolitionniste" (c'est un mot qui éveille de profondes résonances historiques, éthiques et morales dans l'âme américaine). Une déclaration en 11 points a été adressée le 25 avril aux délégués des Nations-Unies (voir page 43).

Parallèlement, une personnalité non-violente très médiatique, Daniel Ellsberg, anciennement chargé sous l'administration de Kennedy de mettre au point et d'améliorer la stratégie nucléaire, qui en pleine guerre du Vietnam a photocopié et diffusé les "Pentagon Papers", (conduite de guerre ciblant des objectifs civils), entreprend un jeûne de 26 jours pour l'Abolition. Il est entouré de l'ancien Président de Pax Christi, l'Evêque Auxiliaire de Détroit,

## **GENEVE : CONTRE L'ARMEMENT NUCLEAIRE**

Du 24 juin au 1er juillet, le Bureau International de la Paix avec le soutien de nombreuses associations suisses, allemandes, françaises... organise une semaine d'actions contre l'armement nucléaire. Ces actions non-violentes seront dirigées en direction des différents ambassadeurs des pays nucléarisés pour demander que le traité d'interdiction des essais nucléaires soit signé avant la fin de l'année, soit 50 ans après la destruction d'Hiroshima.

Une manifestation générale est prévue le vendredi 30 juin à 18 h. Rassemblement dans la zone piétonne du Mont-Blanc pour gagner ensuite la Place des Nations devant le palais de l'ONU. Il est demandé aux participants de réaliser des banderoles avec des empreintes de mains ouvertes, signes personnalisés du "Stop" adressé aux puissances nucléaires. Ces banderoles seront disposées sur les voies d'accès au lieu de négociation empruntées par les diplomates.

Pendant la semaine du 24 juin au 1er juillet, il est également demandé d'envoyer au ministère des affaires étrangères de son pays des cartes postales demandant la signature rapide d'un traité d'interdiction complet des essais nucléaires.

#### **Contacts :**

- Contratom, Case postale 65, CH-1211 Genève 8.
- Bureau International de la Paix, 41 route de Zürich, CH-1211 Genève.
- Solange Fernex, 68480 Biederthal.

(2) Voir Silence n°188  
p.14

## TAVERNY : JEUNE CONTRE L'ARME NUCLÉAIRE

Comme chaque année depuis 1983, la Maison de Vigilance de Taverny, (nord de Paris)\* située à proximité du centre de commandement des forces nucléaires françaises, organise un jeûne avec des présences devant les portes de la base militaire. Le jeûne se fera du 6 au 9



août, dates anniversaires du bombardement d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août). D'autres jeûnes sont organisés à Genève et ailleurs aux mêmes dates. Renseignements : Maison de Vigilance, 134 route de Béthemont, 95150 Taverny, tél : (1) 39 95 68 28.

Mgr. Thomas Gumbleton, de nombreux théologiens, écrivains, artistes qui jeûnent un ou plusieurs jours avec lui. Au cours de sa conférence de presse, quelques jours après l'attentat d'Oklahoma City, Daniel Ellsberg déclare : *"Pour voir le visage de la terreur, je n'ai pas besoin de prendre la couverture de Time (avec la photo du jeune terroriste), il me suffit de me regarder dans le miroir. Je perfectionnais une arme de terreur, capable de faire sauter toute la planète. Cette arme doit disparaître."* Daniel Ellsberg était, en 1983, le négociateur international du "Jeûne pour la Vie". Il était venu à Paris, où il avait tenu une conférence de presse.

### Anniversaire de Tchernobyl

L'arrivée des déchets nucléaires de la Hague au Japon

suscite l'indignation des ONG du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, d'autant que cela coïncide avec le jour anniversaire de Tchernobyl, le 26 avril.

Un colloque scientifique, "Conséquences des essais nucléaires, perspective des femmes" est organisé dans une université de la ville. Rosalie Bertell (3) et Alice Stewart, toutes deux spécialistes des faibles doses, affrontent Rosalyn Yalov, une physicienne pro-nucléaire très âgée, lauréate du Prix Nobel pour avoir découvert des substances radioactives de contraste, moins cancérigènes que les précédentes, qui aujourd'hui sont interdites vu leur nocivité.

Des exposés sur les conséquences de Tchernobyl et sur celles des essais américains dans les Iles Marshall complètent le sujet. Citant de très anciens travaux, sans date, sans référence, sans exposé de la méthode utilisée,

Mme Yalov à bout d'arguments quitte la salle défaite, toute seule.

Greenpeace dépose une rangée de petites croix en bois blanches le long de la clôture de l'ONU et, entre midi et deux heures, les "Femmes pour un Avenir Sans Plutonium" commémorent par une suite de témoignages la catastrophe ukrainienne, catastrophe planétaire. "Plus jamais Tchernobyl, plus jamais cela."

### Sortir du Nucléaire Militaire

Une conférence de deux jours est organisée par les Ingénieurs contre le Nucléaire et le Bureau International de la Paix, afin de lancer un document très technique, qui présente les étapes nécessaires pour l'abolition, les mesures de vérification, le stockage des matières fissiles et de le discuter avec des scientifiques venus du monde entier. La 4e demi-journée permet de dégager des perspectives d'avenir et d'actions communes.

Parmi les projets retenons plus près de chez nous :

- le camp international de paix à Genève (voir encart) du 24 au 30 juin 95

- le jeûne international du 6 au 9 août à Genève et à Taverny, peut-être aux Etats-Unis, voire au Japon, et dont l'appel s'inspirera du jeûne pour l'Abolition de New York.

Après le départ de la plupart des militants étrangers, les permanents des grandes ONG internationales restent à New York pour suivre les travaux de la Conférence et prendre contact avec les délégations officielles. Le réseau planétaire pacifiste et anti-nucléaire est sorti renforcé de toutes ces journées, bien décidé à lutter, ensemble, jusqu'à la victoire.

**Solange FERNEX**

Un rapport plus complet avec noms et contacts est disponible contre la somme de 20 F auprès d'Ecodif, 107 boulevard Parmentier, 75011 - Paris.

(3) Auteure américaine du livre "Sans Danger immédiat" (Ed: de la Pleine Lune), une référence internationale.



# ENVIRONNEMENT

## BIOSPHERE SA

La nature est de loin la plus grande entreprise mondiale. Elle produit chaque année 200 milliards de tonnes de matériaux et 100 milliards de tonnes d'oxygène. Sa gamme comprend des millions de combinaisons chimiques. Elle ne consomme pour cela aucune matière première, se recyclant elle-même. Elle consomme 8500 milliards de mégawattheures par an, soit la production de plus d'un million de centrales nucléaires... en utilisant l'énergie du Soleil, livraison gratuite et décentralisée. Elle n'émet comme gaz polluants que de l'eau et de l'air, elle ne produit aucun déchet solide, le niveau sonore est particulièrement bas, les effluents liquides sont clairs et potables. Elle propose une forme d'économie à croissance nulle, grâce à un équilibre dynamique. Elle utilise des formes de liaisons décentralisées. Elle ne produit pas de chômage et ne génère pas de dettes. (source Panda, 2ème trimestre 1994, revue du WWF-Suisse)

## BIODIVERSITE

Entre 1600 et 1992, on a recensé la disparition de 584 espèces de plantes, de 229 vertébrés et 256 autres espèces. Actuellement, sont en voie d'extinction 22 137 plantes, 2212 vertébrés et 1353 autres espèces. L'accélération de la dégradation de notre environnement peut se mesurer à ce phénomène. (source : Courrier International, 2 mars 1995)

## INDUSTRIES ET POUDRE AUX YEUX

Pour nous faire croire que les industriels sont vertueux, ces mêmes industriels ouvrent régulièrement des centres de recyclage dans tous les domaines (démontage des automobiles, recyclage des bouteilles en plastique...). Certaines associations environnementales tombent régulièrement dans le panneau en faisant la promotion de ces centres qui ne sont autres que des actions publicitaires. Ainsi, aux Etats-Unis, depuis le 1er juillet 1992, les industriels doivent légalement récupérer et recycler

le CFC destructeur de la couche d'ozone et utilisé comme fluide dans les réfrigérateurs. Deux ans après, les chiffres sont éloquentes : le recyclage atteint 0,3 % de la production ! (source Tam-Tam, septembre 1994)

## POISSONS : ESPECES EN VOIE DE DISPARITION ?

Dans son rapport annuel, le Word Watch Institut indiquait déjà que depuis quelques années, on a assisté à une stabilisation puis à une baisse des quantités de poissons pêchés. Le récent conflit entre le Canada et l'Espagne s'est soldé par un accord prévoyant une diminution de 50 % des quotas de pêche autorisés pour éviter l'épuisement des bancs au large de Terre-Neuve. Le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie viennent également de signer un accord pour diminuer les prélèvements faits à l'Ouest de l'Afrique. Selon le rapport de la FAO, agence des Nations-Unies, les prélèvements faits actuellement sont à la limite des capacités de reproduction des poissons.

Si ces diminutions de quotas n'auront pas de conséquences immédiates dans les pays riches qui mangent peu de poissons, elles vont être catastrophiques pour bon nombre de populations vivant en bord de mer et dont c'est souvent la seule ressource.

## URBANISATION EN FRANCE

Selon une étude de l'INSEE, la population française se répartit ainsi :

- 41 millions d'habitants (73 %) vivent en zone urbaine sur 83 000 km<sup>2</sup> (15 %),
- 9,7 millions d'habitants (17 %) vivent en zone périurbaine sur 181 000 km<sup>2</sup> (33 %),
- 5,8 millions d'habitants (10 %) vivent en zone rurale

## AUTOMOBILE : 38 197 F PAR AN

En 1994, l'automobiliste français a consacré en moyenne 38 197 F à sa voiture. Ce coût se répartit ainsi :

- achat ..... 12 196 F (32,0 %),
- garage ..... 6640 F (17,4 %),
- carburant ..... 5822 F (15,2 %),
- entretiens ..... 5585 F (14,6 %),
- frais financiers ..... 3568 F (9,3 %),
- assurance ..... 3042 F (8,0 %),
- péages ..... 850 F (2,2 %),
- vignette ..... 494 F (1,3 %).

En adoptant une location de voiture, il ne vous reste à payer que les péages et l'essence soit 5822 + 850 = 6472 F et donc vous avez un budget de 31 725 F pour la location. Actuellement, pour une voiture 5 CV en location, on peut la trouver sans négociation à 239 F la journée (Century Lyon), ce qui vous permet de louer une voiture 132 jours par an ! Un calcul qui peut être intéressant si vous ne prenez votre voiture que pour les week-ends par exemple.

"profonde" sur 279 000 km<sup>2</sup> (52 %).

Sur cette zone rurale, on trouve 4 % de la population sur les 25 % du territoire les moins peuplés. Concernant la désertification annoncée, les derniers recensements font ressortir des "trous", mais dans l'ensemble, sur ces 25 % du territoire, on a une augmentation lente de la population due à l'installation de plus en plus nombreuse de personnes dont l'activité n'a rien à voir avec l'agriculture. (source : "La baleine qui cache la forêt", Hervé Kempf, ed. La Découverte)

## AMIANTE : DECONTAMINATION EN VUE ?

Il aura fallu cinq mois aux scientifiques dénonçant le risque d'un scandale de l'air contaminé (voir notre numéro de janvier, n° 185-186) pour convaincre le gouvernement d'agir. La fermeture du centre de documentation du complexe scolaire Joffre de Montpellier aura en effet permis d'attirer l'attention du nouveau ministre de la santé. Des crédits devraient être attribués pour le contrôle systématique des bâtiments suspects... mais les travaux resteront à la charge des propriétaires...

## RECYCLAGE ET POLLUTIONS

Les études sont multiples concernant les effets du recyclage dans différents domaines. L'UNESCO a publié un récapitulatif des économies du recyclages. Cela donne le tableau suivant

|                        | Aluminium   | Acier  | Papier      | Verre       |
|------------------------|-------------|--------|-------------|-------------|
| Consommation d'énergie | 90-97 %     | 47-74% | 23-74 %     | 4-32 %      |
| Pollution de l'air     | 95 %        | 85 %   | 74 %        | 20 %        |
| Pollution de l'eau     | 97 %        | 76 %   | 35 %        | non chiffré |
| Déchets des mines      | non-chiffré | 97 %   | non-chiffré | 80 %        |
| Consommation d'eau     | non-chiffré | 40 %   | 58 %        | 50 %        |

## CONTRE L'AUTOROUTE A51



Le 1<sup>er</sup> mai dernier, malgré la pluie, environ 3000 personnes se sont mobilisées pour manifester contre le projet d'autoroute A51. Cette autoroute, qui doit joindre Grenoble à Sisteron n'a aucune justification économique et les opposants demandent le simple aménagement de la route nationale existante. Un die-in était organisé Place Victor Hugo symbolisant l'étouffement que provoquerait un afflux supplémentaire de véhicules motorisés. Devant la préfecture (photo ci-dessus), les manifestants simulaient l'enterrement du projet. Sur place, début juin, les chantiers au sud de Grenoble n'ont toujours pas pu commencer. (photo FRAPNA-Isère)

### BALEINES TOXIQUES

Le nombre exceptionnel de cachalots échoués sur les plages de la Mer du Nord (19 entre novembre 1994 et janvier 1995) a conduit les scientifiques à procéder à des autopsies. Ces analyses ont montré que les grands mammifères meurent des suites d'une accumulation importante de produits toxiques dans leur corps : présence de PCB (polychlorobiphényles, produit précurseur de la dioxine), DDT (organochlorés) etc... Bien que la production de PCB et de DDT soit interdite, ceux-ci continuent à pénétrer le milieu marin par l'écoulement des eaux de lessivage des décharges. Greenpeace a révélé le 13 mai dernier que certains cachalots sont tellement contaminés que leur élimination entre dans le cadre des procédures d'élimination des déchets toxiques. Greenpeace rappelle ainsi qu'il ne suffit pas d'arrêter la chasse pour sauver les baleines : il faut également arrêter de polluer les eaux marines. Contact : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

### MAIRES CONTRE GAZ A EFFET DE SERRE

Le Climate Action Network, l'association 4D et le CRID lancent une campagne en direction des nouveaux

maires. Il s'agit de leur envoyer des lettres pour leur signaler que l'Etat et l'Union Européenne peuvent les aider financièrement pour des mesures qu'ils prendraient concernant l'infor-

mation, la participation des citoyens, la réalisation de diagnostics spécifiques dans les domaines des services municipaux, de l'eau, des transports... ou encore la promotion des énergies renouvelables. Renseignements : CRID, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 44 72 07 71.

### DECHETS : LE TAUX DE RECYCLAGE

La France a produit, en 1994, environ 20 millions de tonnes de déchets ménagers dont 42 % ont été incinérés, 45 % mis en décharge et 3 % recyclés. La Belgique ne fait pas mieux : pour 3,5 millions de tonnes, 54 % ont été incinérés, 43 % mis en décharge et 3 % recyclés. L'Allemagne, la Hollande et la Suède font déjà mieux avec 16 % de recyclé. C'est la Suisse qui se soucie le plus du devenir de ses déchets ménagers : 59 % sont incinérés, 12 % seulement vont en décharge et 22 % sont recyclés. Il y a encore du chemin à faire. (source Tam-Tam, mai 1995)

### HAUTE-SAVOIE : RETOUR DE L'AUTOROUTE

Environ 16 000 personnes avaient protesté par pétition lors de l'enquête d'utili-

## LES RISQUES DU GAZ NATUREL

Les médias français aiment à commenter les accidents en ex-URSS en insistant sur la vétusté des installations (sous-entendu la vétusté du communisme !). Mais au fait, quel âge ont les installations françaises ? Le premier stockage souterrain artificiel a été réalisé en 1957 par Elf-Aquitaine, à Lussagnet, une petite commune des Landes. On y stockait du méthane en provenance du gisement naturel de Lacq. Au lieu de réaliser des centaines de gazomètres, on injecta le gaz dans une couche géologique humide entre 500 et 1000 m de profondeur. Capacité : 1,3 milliard de m<sup>3</sup>. Jusqu'en 1980, huit autres stockages souterrains furent mis en place ensuite par GDF, le plus gros étant à Chemery dans les Pays-de-Loire (5 milliards de m<sup>3</sup>). En 1981, la France décida de doubler ses capacités de stockage en les portant à 16 milliards de m<sup>3</sup> et trois nouveaux stockages se sont créés : Germigny-Ourq (Est de Paris), Soings (près de Chemery) et Izaute (dans l'ouest du Gers). Dans ce dernier cas, c'est de nouveau Elf le maître d'ouvrage. De 1981 à 1990, le stock n'augmente que de 3 milliards de m<sup>3</sup> au lieu de 6 prévus car il semble que la structure géologique ne soit pas aussi stable qu'attendu. En 1992, Elf augmente la capacité de Lussagnet de 1 milliard de m<sup>3</sup>.

Selon Gaz de France et Elf, "aucun n'accident n'est possible aux têtes de puits". Concrètement, d'importantes fuites de gaz ont déjà eu lieu, en particulier à Chemery, mais pour le moment sans explosion. Selon le PPI, plan particulier d'intervention des sites de Lussagnet-Izaute, document secret que les écologistes du Gers ont réussi à se procurer, : "il est peu probable que l'on ait à évacuer de nombreuses victimes, compte-tenu d'un habitat relativement éloigné du site et dispersé". Les écologistes locaux font remarquer que le bourg de Nogaro, 2000 habitants, n'est qu'à 5 km de l'entrée du stockage et qu'il voisine avec de nombreux gazoducs.

Si le gaz naturel est une énergie relativement propre, le gigantisme de ces stockages et le vieillissement des installations peuvent faire craindre des accidents catastrophiques.

Le gaz qui est aujourd'hui stocké ne vient plus de la région de Lacq - le gisement est quasiment épuisé - mais d'Algérie, de la Mer du Nord (via la Norvège, 6 milliards de m<sup>3</sup> par an) et de la Russie (via un gazoduc de 5300 km de long). L'alternative pourrait être la multiplication d'installations de bio-méthane décentralisées, autogérées et démonopolisées.

té publique concernant le projet d'autoroute A400 entre Annemasse et Saint Gingolph au sud du Lac Léman. Surprise : les commissaires enquêteurs donnaient un avis défavorable et les opposants pensaient tenir une première victoire. C'était sans tenir compte de la perversité des deux ministres régionaux, Michel Barnier, ministre de l'Environnement, président du conseil général de Savoie et Bernard Bosson, ministre des transports, maire d'Annecy qui, mi-avril, en pleine campagne électorale, par décret, donnaient le feu vert au premier tronçon Annemasse-Thonon.

Non seulement les enquêtes publiques ne sont pas démocratiques puisque rien n'oblige les commissaires enquêteurs à tenir compte des observations émises pendant l'enquête... mais si par exception ceux-ci en tiennent compte, les Ministres peuvent donc se permettre de passer outre. Rappelez-moi ce qu'est la définition d'un Etat de droit ? Et ce qu'est le clientélisme ? (source, Le Cassenois, mai 1995)

## AUVERGNE : CONTRE NAUSSAC II

Les travaux de Naussac II sur le Haut-Allier vont-ils commencer dans l'indifférence ? L'EPALA multiplie ses communiqués rassurants sur "les retombées économiques positives pour l'économie locale du chantier à venir" et sur le caractère écologique d'un barrage où les turbines-pompes "vertes" fonctionnent sans huile. La réalité ? La destruction d'une partie supplémentaire du cours de l'Allier pour des objectifs flous. Pêcheurs locaux et associations d'environnement essaient sans relâche d'expliquer l'erreur que constitue la construction de nouveaux grands barrages. 20 000 signatures ont été réunies pendant l'enquête publique contre le projet. L'Etat joue avec sa communication en annonçant le financement d'un élevage de saumons... mais cela ne représente que 10 % du budget accordé au barrage. Bref, on fait la charité. Naussac II et Chambonchard n'ont d'autre utilité

pour l'Etat que de ne pas se fâcher avec l'EPALA, le puissant bétonneur de la Loire contraint de reculer pour la première fois en abandonnant le projet de barrage à Serre-de-la-Fare. SOS-Loire Vivante espère donc mobiliser pour dénoncer les fameux ascenseurs à saumons (cette année 23 saumons seulement ont réussi à franchir le barrage EDF de Pouffès I). Contact : SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, tél : 71 05 57 88.

## DROME : NOUVELLES MENACES SUR LA FORET DE SAÛU ?

La Forêt de Saûu est une immense vallée perchée au sud du Vercors (2234 hectares). En 1990, elle est achetée par les assurances AGF qui veulent en faire une immense chasse privée. Une mobilisation régionale se terminera par un rassemblement de plusieurs milliers de personnes et les AGF signeront finalement un accord laissant la forêt libre d'accès (voir Silence n°129, 130, 133). Aujourd'hui les AGF, qui tou-

## POLLUTION DE L'AIR ET MORTALITE

Selon une enquête américaine menée entre 1982 et 1989 et portant sur 552 000 personnes habitant dans 151 centres urbains, le taux de mortalité est de 15 à 17 % plus élevé dans les villes les plus polluées. Le taux des maladies cardiaques et pulmonaires y est de 31 % supérieur. (source Politis, 23 mars 1995)

chent 200 F par hectare et qui bénéficie de l'entretien de la voirie par la commune, menacent à nouveau de fermer les accès au site... ou réclament de 400 F à 800 F l'hectare pour continuer dans ces conditions... soit entre 500 000 et 1 000 000 F par an. La commune de Saûu a fait voter avec le soutien du Conseil Général la création d'une zone de préemption sur l'ensemble de la forêt, ce qui obligera les AGF à signaler toute modification d'usage du site. (source : Le Crestois, mai 1995)

## Le Centre écologique Terre Vivante vous attend

- Un site exceptionnel, au cœur du Trièves (Sud Isère).
- Un ensemble unique de jardins biologiques.
- Des bâtiments bioclimatiques en matériaux sains, avec épuration de l'eau par filtres à roseaux, chauffage au bois, panneaux solaires.
- Un restaurant biologique ouvert tous les jours à midi (sauf le mardi).
- Des animations ponctuelles tout l'été : mardis "cuisine saine" et tous les 15 jours, jeudis "jardinage" (sur inscription).
- Des visites guidées pour les groupes sur réservation.

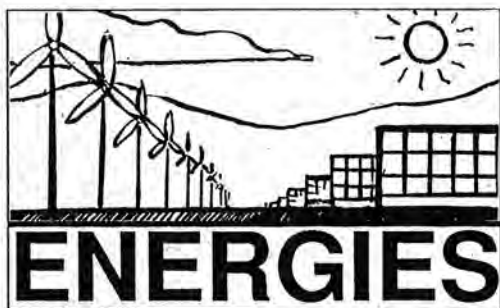


**saison 1995**  
ouvert du 8 avril au 31 octobre  
tous les jours  
de 10 à 18 heures

- Des animations autour d'un thème :
  - habitat sain le 23 juillet;
  - compostage, mulch et engrais verts le 13 août;
  - contrôle des ravageurs, des maladies et mauvaises herbes le 10 septembre;
  - variétés et races anciennes le 15 octobre.
- Des stages de formation (programme sur demande).
- Une boutique avec des produits pour le jardinage biologique et la vie saine, les livres de Terre Vivante et la revue *Les Quatre Saisons du jardinage* (abonnement 1 an, 6 numéros: 162 F).

Entrée: 25 F, enfants - 12 ans: gratuit, 12/18 ans: 15 F, tarif réduit: 20 F

Centre Terre Vivante, domaine de Raud, BP 20, 38711 Mens Cedex. Tél. 76 34 80 80



## RWANDA : CUISEURS SOLAIRES CONTRE DESTRUCTION DES FORETS TROPICALES

L'un des plus grands camps de réfugiés rwandais, Kibumba, se trouve à l'Est du Zaïre, à 25 km au nord de Goma. On y trouve plus de 250 000 personnes. Coincé entre trois volcans, ce camp de 675 hectares jouxte le parc national des Virungas, dernier bastion du gorille de montagne. C'est une forêt ombrophile de montagne. Le parc s'étend sur trois pays : le Zaïre, le Rwanda et l'Ouganda. Ce site est classé patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les réfugiés n'hésitent pas à y aller pour en ramener du bois et selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, ce sont 360 tonnes de bois qui sont coupées chaque jour (environ 1000 arbres) essentiellement pour la cuisson des repas.

Les autorités et les organisations humanitaires ont essayé d'apporter différentes solutions : livraison de bois apporté d'ailleurs, distribution de "foyers améliorés"

qui diminuent la quantité de bois nécessaire de 40 % environ, mais la solution la plus intéressante est l'arrivée en nombre des cuiseurs solaires.

L'association américaine "Solar Cookers International" a fabriqué un grand nombre de cuiseurs (inspirés du "Séphastoché" de Roger Bernard, présenté dans Silence), et a envoyé une équipe sur place pour expliquer la cuisson solaire aux réfugiés(e)s.

Actuellement environ 500 familles de ce camp utilisent des cuiseurs solaires, appréciant beaucoup l'économie de bois... et l'absence de suie sur le fond des marmites.

Le projet s'oriente maintenant vers la fabrication des capteurs par les intéressés eux-mêmes et par les artisans locaux. En attendant une éventuelle fin à ces camps.

## COGENERATION : PROPOSITIONS DANOISES

Le gouvernement danois essaie actuellement de convaincre ses partenaires européens de débloquent des fonds importants pour soutenir le développement des installations de cogénération. La cogénération qui consiste à récupérer la chaleur dégagée par la production électrique dans un moteur thermique classique est en effet un moyen efficace d'économiser l'énergie.

Ainsi, le Danemark, qui très tôt a renoncé à utiliser l'énergie nucléaire, compte actuellement plus de la moitié de ses habitations reliées à un réseau de chaleur contre seulement 6 % au niveau européen.

Ces réseaux de chaleur ont permis de diminuer de 60 % la consommation d'énergie pour le chauffage indivi-

duel. Cette valorisation de la chaleur a également l'avantage de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et permettrait donc d'avancer dans cette direction. Selon le gouvernement danois, si l'Europe adoptait une politique semblable à celle du Danemark, cela diminuerait de 15 % la consommation d'énergie et de 11 % l'émission du gaz carbonique. (source : Acid News, avril 1995)

## COGENERATION : APPLICATION HOLLANDAISE

Le gouvernement hollandais a annoncé l'arrêt des deux seuls réacteurs nucléaires du pays pour l'an 2004. Aucune autre centrale nucléaire ne devrait prendre le relais. Le gouvernement estime en effet que les économies réalisées par le développement de la cogénération devrait permettre de se passer des deux réacteurs à cette date. (source : Acid News, avril 1995)

## GRANDE-BRETAGNE : PRIX COMPETITIFS DES ENERGIES RENOUVELABLES

Alors que le prix du kWh nucléaire est estimé en Grande-Bretagne à 28 centimes, le prix du kWh produit par biométhane est estimé 30 centimes, celui des incinérateurs à 27 centimes et celui des éoliennes à 33 centimes.

Mais alors que le prix du kWh nucléaire est en hausse, celui des énergies renouvelables diminue rapidement. En décembre 1994, le gouvernement a donc donné son feu vert pour la mise en place de 141 nouveaux projets d'une capacité totale de 630 MW. (source : Acid News, avril 1995)

## BRUXELLES : CONSTRUCTION DE CAPTEURS SOLAIRES

Les Ateliers de la rue Voot organisent du 3 au 8 juillet un stage pratique de construction de capteurs solaires avec au program-

## PETITES PHRASES ET GROSSES PROMESSES

Dans une lettre au Comité de Liaison Energies Renouvelables, le candidat Jacques Chirac répond : "(...) Force est de constater que dans un pays comme le nôtre, il est difficile de développer les énergies renouvelables car elles sont en concurrence avec des énergies de réseaux centralisés qui ont fait l'objet d'importants investissements (...) Si je suis élu Président de la République, je demanderai au gouvernement de mener une politique active d'économie d'énergie, incluant la maîtrise de la demande d'électricité et le soutien aux énergies renouvelables suivant trois principes : développement de la recherche scientifique permettant de mieux connaître les grandes évolutions de la planète (effet de serre...), soutien à la recherche et développement dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables, étude des blocages réglementaires qui pourraient freiner les économies d'énergie ou le développement des énergies renouvelables. (...) Il faut également définir une nouvelle politique des transports (...) Pour permettre un accès plus facile aux transports collectifs, je demanderai au gouvernement d'étudier la possibilité de développer des formules de tarification spécifiques destinées aux jeunes, aux familles et aux personnes âgées (...) Enfin, je ne conçois pas de mener une politique des transports sans prendre un ensemble de mesures très concrètes en faveur des deux roues. Dans nos agglomérations et dans nos campagnes, il nous faut étendre le réseau des pistes cyclables. Là encore, nous gagnerons en sécurité. D'une manière plus globale, il convient d'encourager l'extension du transport combiné autour d'un réseau ferroviaire et fluvial plus dynamique".

Publicité  
**POUR UN AVENIR VIABLE**  
RÉDUISONS NOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE  
parmi les moyens pour y parvenir :  
le réfrigérateur danois

### Gram L.E.R. 200

la plus faible consommation  
électrique au monde

- 0,28 kW/h par 24 h (appareil ordinaire : 1 à 2 kWh / 24 h)
- Moins de 4 h de fonctionnement du moteur par 24 h (grande espérance de vie) (contre environ 12 h pour un appareil ordinaire)
- 200 litres et pas de freezer, le volume est entièrement disponible pour les aliments
- Sans C.F.C.

Prix : 4590 F livré en métropole.

Ets G. Nallet / Electroménager - Froid  
Le Bois 86190 Béruges - Tél : 49 53 33 07

me : formation théorique, construction de caissons en aluminium, soudage, assemblage de capteurs, étude et montage des systèmes de régulation, visite d'installations solaires, projection diapos et vidéos, démonstration de systèmes photovoltaïques. Possibilité de construire son propre capteur en prévenant à l'avance. Un deuxième stage pratique est organisé du 21 au 25 août avec l'installation concrète d'un capteur solaire dans le Tournaisi, même programme qu'au paravant mais mise en place sur une maison au lieu d'une construction. Age minimum : 16 ans.

Renseignements : Ateliers de la Rue Voot, rue Voot 91, B-1200 Bruxelles, tél : (02) 762 48 93.

## HAUTES-PYRENEES : GESTION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le Centre international des énergies nouvelles et le GRETA des Hautes-Pyrénées organisent pour la troisième année un stage "gestion des énergies renouvelables". Celui-ci se déroulera

de décembre 1995 à mai 1996. Ce stage est agréé par le Conseil Régional, la DDTE, l'ANPE et différentes entreprises. Il comprend 466 heures de cours théoriques, travaux pratiques, travaux de réalisations, études sur site et 234 heures de stage en entreprises. Il s'adresse à des personnes de niveau bac ou ayant une expérience professionnelle équivalente. La sélection des stagiaires est faite en fonction d'un projet et de la motivation. Pour connaître le programme exact et les conditions à remplir : CIEN, Ivan Pujol, ZA Bastillac Nord, 65000 Tarbes, tél : 62 93 93 13.

## AUDE : NOUVELLE CENTRALE EOLIENNE

La société d'investissement américaine New World Power va réaliser une première ferme éolienne en France, sur le site des anciennes mines d'or de Salsigne, près de Carcassonne dans l'Aude. Cette ferme sera constituée d'une dizaine d'éoliennes géantes de 50 mètres de haut pour des pales de 22 mètres de rayon. Chaque éolienne

## GENEVE : ECONOMISER L'ENERGIE

L'augmentation de la consommation d'énergie n'est pas une fatalité. La ville de Genève en est bien consciente puisqu'elle a adopté un plan d'économie qui prévoit une baisse de 20 % de la consommation dans les édifices publics soit une diminution de 700 000 kWh. En 1993, la baisse a déjà été de 2,25 %. Une opération menée sur la bibliothèque universitaire a par exemple permis une baisse de 28 % sur le bâtiment.

Par ailleurs, en 1988, la ville de Genève avait voté un crédit de 2 millions de FS (8 millions de FF) pour subventionner l'installation de capteurs solaires en remplacement de chauffe-eau électriques. En 1993, les 1692 m<sup>2</sup> déjà installés ont produit de l'eau chaude en économisant 116 TEP (tonnes équivalent pétrole) et 300 tonnes de gaz carbonique. Les capteurs installés sont très simples (sans isolation ni vitrage) ce qui entraîne des pertes thermiques importantes (30 %) mais cela diminue le coût (de plus de 40 %) rendant ainsi les capteurs compétitifs avec les chauffe-eau électriques. (source : Ville de Genève)

aura une puissance de 750 kW soit au total une installation de 7,5 MW. Cela va faire plus que doubler la production française qui pour le moment se limite à la centrale éolienne de Dunkerque bientôt en fonctionnement (2,7 MW) et aux éoliennes de Port-la-Nouvelle (1,4 MW). Les éoliennes seront fabriquées par la firme belge Windmaster, la réalisation en a été confiée

au cabinet d'ingénierie lillois Espace Eolien Développement qui estime qu'environ 40 à 50 % des composants seront d'origine française. Le conseil général de l'Aude, le conseil régional Languedoc-Roussillon, le programme européen Thermie et EDF devraient être associés au projet, la compagnie américaine amenant 25 à 30 % du financement.

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, extraite de la revue "Le nucléaire détrône" dessiné par Boualem Khelifi, texte d'Antoine Bonduelle (voir bon de commande en page 67)

## LA COGÉNÉRATION TERTIAIRE

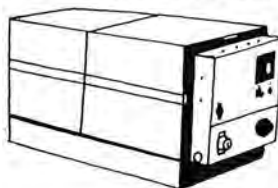
## 20 technologies pour changer l'énergie



**L**a cogénération, appelée aussi "couplage chaleur-force", consiste à produire de l'électricité en même temps que du chauffage. Par exemple, une turbine ou un moteur au gaz actionnent un alternateur, tandis que l'échappement et l'eau de refroidissement réchauffent le circuit d'un chauffage d'immeuble. La consommation de gaz n'est que légèrement supérieure à celle d'une chaudière ordinaire qui chaufferait le même immeuble. En effet, le rendement, c'est à dire l'énergie vraiment utile, sera nettement

meilleur pour le système combiné que pour des installations séparées de chauffage et de production électrique. Les centrales électriques thermiques (gaz, nucléaire, charbon) ont un rendement très faible, souvent inférieur à 30%, c'est à dire que les deux tiers de la chaleur part dans les cheminées et les condenseurs. La cogénération, au contraire, permet d'augmenter le rendement global au delà de 80%. Les technologies les plus récentes permettent de gérer de façon fiable de très petites installations, de la taille d'un

moteur de camionnette. Pour les consommateurs, la note diminue puisque le même combustible produit à la fois l'électricité et la chaleur. Quant au réseau, il trouve son intérêt à ce courant produit durant la saison de chauffage, justement lors des pointes d'électricité.



# SUR QUOI S'APPUIE LA SANTE

**U**n individu peut être en bonne santé quand il se réalise pleinement, ce qui est possible s'il réussit à mettre ses potentialités en valeur. Mais l'assemblage unique de potentialités qui caractérise chaque personne ne définit pas à lui seul la nature humaine ; quelles que soient

vivent effectivement - dans des conditions extrêmement diverses, du Grand Nord au Sahel, des villes polluées et surpeuplées à l'Himalaya. Un minimum de nourriture, un peu d'eau, de quoi s'abriter ou se vêtir si la température est trop froide suffisent pour survivre. Nous disposons actuellement sur la

survie ; pour pouvoir développer toutes leurs capacités et s'épanouir, ils n'ont pas seulement besoin d'une certaine quantité d'air, d'eau, de nourriture, de rapports humains, etc., ils ont besoin de qualité. Ce n'est pas n'importe quelle nourriture qui permet d'assurer le meilleur fonctionnement de l'organisme, ce ne sont pas n'importe quels rapports humains qui mettent une personne en confiance et en sécurité, etc.

Il existe des êtres humains sur la Terre depuis au moins 700 000 ans. Pendant presque toute cette longue période, les humains ont vécu dans des conditions relativement stables :

- ils étaient en contact étroit avec la nature ;
- ils n'étaient qu'occasionnellement soumis au stress, vivant la plupart du temps à un rythme lent, calqué sur les cycles de la nature ;
- ils avaient à fournir des efforts physiques considérables, ne disposant d'aucune machine pour déplacer les pierres et les morceaux de bois qu'ils utilisaient et ne pouvant compter que sur la force de leurs jambes pour aller d'un endroit à un autre (parfois très vite pour fuir les animaux ou d'autres dangers) ;
- ils mangeaient frugalement, au hasard des petits fruits, des racines et autres matières comestibles qu'ils pouvaient trouver, dévorant parfois la viande des animaux qu'ils réussissaient à abattre ; ils connaissaient aussi à l'occasion des périodes de jeûne plus ou moins prolongées ;
- ils se regroupaient en clans compacts où chaque individu bénéficiait de la protection et de la solidarité des autres.

*Nous avons hérité d'un bagage génétique, fort bien adapté pour assurer la survie dans les conditions dites primitives ; or en l'espace d'à peine quelques centaines d'années les conditions de vie des gens, surtout ceux qui vivent dans les pays industrialisés, ont radicalement évolué. Beaucoup trop vite pour que nos caractéristiques de base ou notre potentiel aient le temps de changer.*

leurs différences, tous les humains ont en commun un certain nombre de besoins qui doivent être adéquatement comblés pour assurer leur bon fonctionnement.

## **Les besoins humains fondamentaux**

Les êtres humains font montre d'une capacité d'adaptation étonnante : ils peuvent vivre - et

Terre de ressources suffisantes pour assurer ce minimum à la totalité des humains et nous pourrions même dépasser ce minimum ; le problème ne se situe pas au niveau des ressources, mais du partage ; une petite partie de l'humanité accapare la grande part des richesses.

Pour jouir de la santé, les êtres humains requièrent davantage que le minimum nécessaire à la

C'est de cette façon que l'humanité a vécu pendant des centaines de milliers d'années ; ce sont ces conditions qui ont déterminé peu à peu la morphologie humaine. La sélection naturelle a permis que ceux qui étaient les plus aptes à vivre dans ces conditions atteignent en plus grand nombre l'âge de la reproduction et aient plus d'enfants. Ce sont là nos ancêtres et c'est d'eux que nous avons hérité notre bagage génétique, fort bien adapté pour assurer la survie dans les conditions dites primitives ; or en l'espace d'à peine quelques centaines d'années - une infime période dans l'histoire de l'humanité, beaucoup trop courte pour que nos caractéristiques de base ou notre potentiel aient le temps de changer - les conditions de vie des gens, surtout ceux qui vivent dans les pays industrialisés, ont radicalement évolué.

### Les conditions de vie aujourd'hui

Notre économie, qui, en fin de compte, règle pratiquement tout le fonctionnement de notre société, est fondée sur le profit. Pour assurer l'augmentation de leur profit, les capitalistes doivent nécessairement augmenter leur production ; et nous devons consommer cette production croissante. En fait, nous sommes de plus en plus réduits à ce rôle de consommateurs et la consommation envahit et influence la totalité de nos vies, grâce en particulier à l'omniprésence et omnipotente publicité :

- nous ne mangeons ni ne buvons plus pour nourrir notre corps, mais pour combler nos besoins affectifs, pour avoir l'impression de participer à la fête, parce que nous ne pouvons nous en empêcher... Nos aliments, produits à force d'engrais et de pesticides par l'industrie agricole, sont ensuite transformés considérablement, ce qui les « débarrasse » d'une grande partie de leurs fibres, minéraux et vitamines et les « enrichit » d'additifs chimiques multiples. Il existe environ 3000 substances chimiques différentes que l'industrie alimentaire ajoute aux aliments

- à un titre ou un autre (colorants, épaississants, aromatisants, etc.) et il s'en retrouve près de 10 000 autres qui réussissent à atteindre notre assiette sous forme de résidus involontaires (détergents, pesticides, etc.). En un an, chaque Nord-Américain absorbe, en moyenne, deux kilos de ces produits. Par ailleurs, il n'y a pratiquement plus d'équivalence entre les quantités d'aliments que nous absorbons et nos besoins nutritifs, en particulier du point de vue calorique ;

- nous faisons de moins en moins d'efforts physiques, laissant nos muscles s'atrophier, nos articulations s'ankyloser et notre cœur engraisser. En 1850, le tiers de l'énergie requise pour la production industrielle et agricole était fournie par les muscles humains alors qu'aujourd'hui, cette source d'énergie compte pour moins de 1%, cédant constamment du terrain à l'énergie électrique, au pétrole et même à l'atome ; ce remplacement d'énergie s'opère également dans nos foyers et pour nos déplacements ;

- nous sommes exposés à des sources multiples et toujours plus nombreuses de stress. Des niveaux de plus en plus élevés de bruit nous agressent, nous sommes constamment poussés à produire plus et plus vite et malgré la richesse globale qui croît, nous vivons dans une insécurité toujours plus considérable ;

- notre environnement physique - l'air, l'eau, le paysage - est de plus en plus pollué ; on estime à 15 000 le nombre de lacs au Québec qui sont ou déjà morts, ou sérieusement menacés à cause des pluies acides ; nos sources d'approvisionnement en eau potable sont de plus en plus contaminées par des produits qui échappent totalement aux processus de filtration actuellement utilisés ;

- nous rejetons et marginalisons tous ceux qui ne peuvent plus participer à la grande foire de la consommation parce qu'ils n'en ont pas ou n'en ont plus les moyens : les sans-travail, les retraités, les malades chroniques... Notre société valorise l'avoir et la capa-



cité d'acheter au détriment de l'être, des valeurs personnelles, de la vie.

Ces façons de vivre, il faut bien l'admettre, sont aux antipodes de celles de nos ancêtres ; pourtant, nous avons les mêmes caractéristiques physiques, psychiques et sociales qu'eux. Pas étonnant alors que nous souffrions d'inadaptation et que nous soyons malades de ces maladies qu'on nomme « de civilisation » : les divers cancers, les maladies du cœur et des vaisseaux, le diabète, l'hypertension artérielle, la dépression, la fatigue chronique, le burn out... C'est notre civilisation qui est malade, ce sont nos façons de vivre qui ne conviennent pas à notre nature.

Si nous voulons parvenir à la santé, c'est-à-dire arriver à cet équilibre avec notre environnement pris au sens large, nous disposons de deux voies : modifier ce qui dans notre environnement et dans nos façons de vivre s'avère néfaste ou nous modifier nous-mêmes pour nous adapter aux conditions dans lesquelles nous

vivons. La médecine s'est lancée à fond de train dans la seconde voie et par divers artifices, elle essaie de trouver les moyens de réparer les organismes affectés par les nombreuses agressions qui caractérisent la vie moderne ; mais ses transplantations d'organes, ses cœurs artificiels et sa chimiothérapie ne sont pas toujours efficaces ; de plus, ces techniques sont fort coûteuses et jamais elles ne pourront être mises à la disposition de l'ensemble de la population. Reste l'autre voie, que nous explorerons plus loin.

### **S'adapter, mais à quel prix ?**

Tout en possédant les mêmes caractéristiques de base que nos ancêtres, nous vivons dans un environnement physique et social totalement différent du leur. Même si nous semblons pouvoir nous ajuster à presque n'importe quelles conditions, il ne faudrait pas se méprendre : cette adaptation s'effectue souvent à notre détriment à long terme. Les ouvriers

qui travaillent au milieu d'un bruit intense s'habituent à la longue : ils n'entendent plus ce bruit puisqu'ils deviennent sourds ! Les premiers contacts avec la pollution atmosphérique qui caractérise de nombreuses villes provoquent de l'irritation des voies respiratoires supérieures ; après une exposition prolongée, ces conduits ne réagissent plus et ne causent plus de symptômes, car une partie des cils qui les tapissent sont détruits ; l'air vicié passe alors librement dans les alvéoles pulmonaires, où il exerce ses effets destructeurs. Les maladies de civilisation constituent finalement la rançon que nous devons payer pour notre « adaptation » à des conditions pour lesquelles nos organismes ne sont pas préparés.

### **Les facteurs de longévité**

Rares sont les gens qui n'accueilleraient pas avec beaucoup de joie des moyens de prolonger leur vie ou de retarder leur vieillesse. Mais la nature humaine



## **VALERIANE 11<sup>ème</sup> édition**

**Salon international pour notre santé et celle de la terre**  
**1, 2 et 3 septembre 1995 - Palais des Expositions**  
**NAMUR - BELGIQUE**

**Plus de 220 exposants sur une superficie de 11000 m<sup>2</sup>**  
**Le plus grand marché "BIO" de Belgique**

**Agriculture, Jardinage et Alimentation biologiques**

**Santé, Hygiène, Habitat sain, Artisanat, Protection de l'environnement**

- . 3 jours de conférences et débats (une approche différente des problèmes de tous les jours)
- . Divers ateliers: Conservation des aliments par lacto-fermentation,...
- . Pour les petits: Garderie, spectacles et contes (gratuit)
- . Restauration végétarienne et biologique

Une organisation de:

Horaire:

Vendredi 1 et samedi 2 de 10h à 22h  
Dimanche 3 de 10h à 19h

Tarif:

25 FF / jour - 50 FF / 3 jours  
moins de 14 ans accompagnés: gratuit

N&P Belgique

rue de Coquelet 24, B-5000 NAMUR  
Tél. 19 32 81 22 60 45



étant ce qu'elle est, la plupart des gens sont à la recherche de solutions faciles et rapides, qui n'exigent à peu près rien d'eux. Aussi, quand la rumeur veut que dans un coin du monde, une bonne partie de la population vive jusqu'à un âge avancé, on y dépêche des équipes d'enquêteurs dans l'espoir qu'elles découvrent la recette tant convoitée. Diverses substances comme la gelée royale des abeilles, le ginseng, le kéfir et quoi d'autre encore ont été « révélées » comme des formules aux effets rajeunissants ; mais leur efficacité n'a jamais pu être incontestablement démontrée.

Par contre, la plupart des enquêtes sérieuses sur les groupes à longévité supérieure ont révélé que ces gens présentaient presque toutes les caractéristiques suivantes :

- ils mangent peu, souvent moins que ce que nous considérons comme une consommation calorique idéale ; la viande et l'alcool n'entrent pas dans leur diète habituelle, mais sont ingérés à l'occasion seulement ;

- ils ne fument pas ;

- ils sont en contact étroit avec la nature, ne vivant pas dans de grandes villes ; la faible taille des villages où ils habitent permet qu'il y existe un fort sentiment communautaire ;

- ils travaillent dur physiquement tant qu'ils n'ont pas d'empêchements majeurs, ne connaissent pas de retraite à âge fixe et diminuent très lentement leur participation aux travaux, ce qui leur permet de continuer à être utiles jusqu'à leur mort ;

- ils vivent dans des communautés où les vieillards sont respectés et considérés comme des sages dont la longue expérience est un bien précieux.

Certes, il existe des individus qui, vivant dans des contextes fort différents, arrivent à un âge très avancé ; mais ces personnes étaient sans doute dotées d'un bagage génétique bien particulier qui leur a permis de résister aux agressions qui ont emporté les autres. Par contre, quand l'ensemble d'un groupe réussit à



atteindre un âge avancé et quand on retrouve, chez les groupes à forte longévité où qu'ils vivent, à peu près toujours les mêmes conditions de vie, il est fort probable que ces conditions de vie constituent un facteur de longévité important. Au lieu de continuer à chercher les élixirs de jeunesse ou les fontaines de jouvence magiques, nous devrions accepter les leçons qui nous sont fournies par ces groupes qui réussissent là où nous échouons.

### Les piliers de la santé

Nous ne pouvons, du jour au lendemain, modifier nos façons de vivre pour les aligner sur celles de ces gens qui réussissent à atteindre une vieillesse respectable. Par contre, il est possible de transposer, d'une certaine façon, l'essentiel du style de vie traditionnel pour que nos conditions de vie répondent à nos véritables besoins. Il me semble que notre santé repose en effet sur cinq bases ou cinq piliers :

- une alimentation appropriée ;
- de l'activité physique en quantité et qualité adéquates ;
- des mécanismes de lutte contre le stress ;
- un environnement sain ;
- un minimum de bonheur.

Un peu comme pour la maison bâtie sur pilotis, la solidité de chacun des piliers est importante pour notre santé ; en renforcer un au détriment des autres n'est donc pas recommandable. On voit souvent des gens qui se lancent à corps perdu dans l'« alimentation-santé » et qui se rendent malades, ou des « maniaques » de l'exercice qui se déséquilibrent totalement.

La santé n'est pas une fin en soi ; il ne s'agit donc pas de percevoir les piliers de la santé comme des tâches auxquelles il faudrait consacrer tout son temps. Je les conçois davantage comme des orientations qui nous aident à prendre nos décisions, à organiser notre vie pour qu'elle soit équilibrée et en harmonie avec nos besoins.

Bien sûr que pour certaines personnes plongées dans la société de consommation, des révisions profondes s'avéreront nécessaires si elles veulent retrouver le chemin de la santé ; mais une fois ces coups de barre donnés et l'élan pris, les efforts à consentir deviennent moins considérables ; par contre, une certaine vigilance reste de mise car les solutions de facilité s'offrent en grand nombre ; et elles risquent de nous éloigner encore de la santé.

Serge MONGEAU



## PETITES PHRASES

*"Les écologistes ont un côté excessif comme l'Abbé Pierre : tout ce qu'il dit n'est pas à prendre au pied de la lettre, mais il fait prendre conscience d'un certain nombre de problèmes"*  
Jacques Chirac, 5 avril 1995... C'est à peu près la seule phrase prononcée sur l'écologie avant le premier tour. On comprend l'enthousiasme de Brice L. à rejoindre les rangs du maire de Paris.

*"Les peuples n'ont jamais que le degré de liberté que leur audace conquiert sur la peur"* Stendhal.

## TURQUIE : ISMAIL BESIKÇI EN PRISON

Sociologue né en 1939 dans l'Est de la Turquie, İsmail Besikçi est turc. Il réalise son doctorat sur les populations de sa région... qui pour une grande part sont des Kurdes. Cela lui vaut en 1969 d'être chassé de l'université. Arrêté en 1971, il est

condamné une première fois pour "atteinte aux sentiments nationaux et séparatisme". Grâcié en 1974, il est de nouveau arrêté en 1977 pour avoir dénoncé dans un ouvrage les mythes fondateurs de l'Etat Turc. Cette fois, il est condamné pour "insulte à la mémoire". Libéré en 1981, il écrit un article pour l'union des écrivains suédois dans lequel il décrit ses conditions de détention... cela lui vaut d'être de nouveau arrêté pour "avoir nui à l'Etat turc à l'extérieur". Il a déjà passé 20 ans de sa vie en prison uniquement comme prisonnier d'opinion. Il a reçu le soutien d'Amnesty International qui le présente comme le plus vieux prisonnier d'opinion d'un pays membre associé de l'Union Européenne.

## ALLEMAGNE : VENT EN POUPE POUR LES GRÜEN

Les deux scrutins régionaux du 14 mai dernier confirmeront la tendance à la haus-

se pour les écologistes. En Rhénanie du Nord-Westphalie (avec 17,5 millions d'habitants, c'est le Land le plus peuplé), ils multiplient par deux leur score (10 %) et leurs sièges (24) au Parlement de Düsseldorf. Principaux points d'achoppement possibles dans les négociations avec Johannes Rau, ministre-président SPD qui a perdu la majorité absolue : la mine à ciel ouvert Garzweiler II, l'extension d'aéroports et du réseau routier, la revendication énoncée des Grünen d'un programme d'investissement écologique à hauteur de 5 milliards de DM. Dans ce Land, les Grünen gèrent déjà 80 communes avec les socio-démocrates et 24 avec le CDU.

Dans la cité hanséatique de Brême (considérée avec Bremerhaven comme un Land à part entière, à l'instar de Hambourg et de Berlin), les Grünen ont grimpé de 11,4 à 13,1 % (14 sièges). Les libéraux du FDP, qui rompirent en 1995 la coalition qu'ils formaient avec le SPD et les Grünen, n'ayant pas supporté que le sénateur vert Ralf Fücks sollicitât auprès de l'Union Européenne le classement de terrains en zone de protection ornithologique, ne possèdent désormais plus d'élus à la Diète. A Brême, les adhérents du SPD désigneront le nouveau ministre-président et décideront de l'alliance gouvernementale.

A Bonn, Joschka Fischer s'impatiente : il attend des "signaux positifs" aussi bien en provenance de la Ruhr que du Nord, dans la perspective des législatives de 1998.

## LA FRANCE CONDAMNÉE POUR CENSURE D'UNE DEPUTÉE VERTE

Dorothée Piermont, mariée à un français, est souvent intervenue en métropole dans les années 80 pour apporter le soutien des Verts Allemands aux luttes menées en France. En février et mars 1986, Dorothée Piermont, députée verte allemande, se rend en Polynésie française à l'invitation des mouvements indépendantistes. Elle prend un jour la parole lors d'une manifes-

## BELGIQUE : BLANC OU BANANE

En Belgique le vote aux élections est obligatoire. Comment protester alors contre les insuffisances d'un tel scrutin ? Deux initiatives ont vu le jour pour protester lors des élections législatives du 21 mai 1995. Une liste "Blanc" proposée comme programme "l'instauration du référendum comme premier pas vers la démocratie directe". Blanc n'a pas de programme et propose simplement que l'on cesse le système de délégation de pouvoir qu'impose le mode d'élection actuel. Blanc a le soutien de plusieurs formations politiques dont les libéraux. Autre initiative, les listes "Banane" menées par Jan Bucquoy, un écrivain anticonformiste, et dont le programme commence par "Nous faisons confiance à l'intelligence (ou à la bêtise) des Belges : ne nous donnez pas la majorité". Reprenant le vieux slogan "Si les élections pouvaient changer quelque chose, il y a longtemps qu'elles seraient interdites", les listes "Banane" revendiquent le revenu minimum pour les nourrissons et les faibles, l'abolition de la propriété privée et de RTL, la réquisition du Palais royal pour les SDF, la transformation des lieux de culte en maisons de plaisir, l'abrogation du contrat de mariage et du permis de chasse, le libre usage des drogues y compris le cinéma. Autres propositions : l'expulsion de tous les PDG, autogestion ou destruction des lieux de production, dissolution de toute forme d'autorité, du commissaire de police au chef de famille, le libre accès aux transports en commun et aux parcs d'attraction, la condamnation des couples voulant rester mariés aux tâches de voirie, l'abolition de l'armée (y compris du Salut), la mise en place de Canadairs de chantilly pour aller "entarter" les pays voisins gangrenés par la servitude volontaire. En cas d'élection, la première liste s'engage à ne pas siéger au Parlement, la deuxième à laisser traîner des peaux de bananes sous les pieds des députés. (source : Alternative Libertaire, mai 1995)

## CHANSON

*"Doucement, doucement, la pénombre, doucement prend son temps  
Et attend d'être en nombre pour refermer son gant  
Peut-être moins de vigilance, de conscience, d'intelligence,  
e qui fait oublier la méfiance  
Envers les bottes en cadence qui, jusque là, jouaient la prudence*

*Doucement, doucement, la pénombre, doucement prend son temps  
Et attend d'être en nombre pour refermer son gant  
La bête immonde s'ébroue dans le monde, chez toi, partout  
On a été racheter au clou les chemises brunes pour quelques sous  
Le Monde doute, le monde est fou, c'est l'occasion pour eux de tenter tout*

*Doucement, doucement, la pénombre, doucement prend son temps  
Et attend d'être en nombre pour refermer son gant  
Bien sûr, bien sûr, rien n'est sûr, peut-être ne passeront-ils pas le mur  
Justes hantés de vieux murmures, de nouvel ordre, de races pures  
Ils rêveront seulement leurs tortures, mais qui jurerait qu'ils ne sont pas mûrs... pour...*

*Doucement, doucement, la pénombre, doucement prend son temps  
Et attend d'être en nombre pour refermer son gant..."*

Chanson des Garçons Bouchers, extrait de l'album "Ecoute, petit frère"

tation antinucléaire. Elle est alors arrêtée et expulsée de Polynésie. Quelques jours plus tard, elle arrive à Nouméa pour rencontrer les militants kanak indépendantistes. Elle reste bloquée une journée à l'aéroport de Nouméa avant d'être embarquée avec deux gendarmes sur un vol pour Tokio. Elle porte plainte : en tant que députée européenne, elle a le droit de se déplacer librement dans toute l'Europe. Si la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie sont bien françaises, alors elles sont européennes. Fin 1986, les tribunaux de Nouméa et de Papeete annulent les deux arrêts. Le gouvernement français fait appel et en 1989 gagne le procès en appel. Dorothee Piermont porte alors plainte devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Ce tribunal a condamné la France le 27 avril dernier à verser 80 000 F de dommages et intérêts à Dorothee Piermont. Le Tribunal rappelle à la France qu'un député européenne ne peut être considérée comme une étrangère et que lors de la manifestation polynésienne, Dorothee Piermont n'avait fait que participer "dans le cadre d'un débat démocratique en Polynésie". François Roux, l'un des avocats, a indiqué que c'était la première condamnation de la France pour "violation du droit à la liberté d'expression" depuis la création de la Cour Européenne.

## L'EROSION DEMOCRATIQUE

La France compte 58 millions d'habitants dont 44,3 millions ont plus de 18 ans.

Pourtant seulement 38,5 millions sont inscrits sur les listes électorales (87 %) et seulement 31 millions ont voté lors du deuxième tour des élections présidentielles (70 %) dont seuls 29,1 se sont exprimés (66 %) Chirac l'emportant avec 15,3 millions de voix soit 34,6 % des adultes. Au premier tour, Jospin, qui était en tête, avait récolté 7 millions de voix soit 16 % des adultes. Et cependant, le nouveau gouvernement peut agir comme il lui plaît pendant sept ans.

## NOUVELLE AFFAIRE BRIERE ?

En pleine guerre du Golfe, en 1991, Silence décide de faire une série d'articles sur les acteurs de cette guerre. Parmi ces articles, l'un est demandé à Jean Brière sur le rôle d'Israël. Dans le brouillon de cet article, il nomme un certain nombre de personnalités juives (journalistes, élus) qui en France appuient la politique d'Israël. Le brouillon de ce texte est distribué dans une réunion nationale des Verts. Certains opposants à Brière utilisent alors ce brouillon pour l'accuser d'antisémitisme. Une vague médiatique fait enfler l'affaire et Jean Brière se trouve au tribunal, attaqué par la LICRA, ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. La LICRA perd son procès car le texte n'a pas de caractère public et le fond n'est donc pas jugé. Le texte définitif sera publié dans Silence n°142 et ne sera pas attaqué. Aujourd'hui, voilà ce que publie une revue : "parmi les 400 premiers signataires du comité de Lionel Jospin figurent Pierre A. (...) Jean-

# GENERATION ECOLOGIE AU GOUVERNEMENT

Si certains ont pu croire que l'appel à voter Chirac de Lalonde n'avait pas eu d'effet pour la constitution du nouveau gouvernement, ils se trompent. La nouvelle ministre de l'environnement, Corine Lepage, est une proche de Brice Lalonde et élue municipale sous l'étiquette Génération Ecologie.

Certains ironiseront sur le changement progressif de couleur politique de Génération Ecologie (on se souviendra que Lalonde a été chargé de mission sous le gouvernement Balladur)... mais les Verts font remarquer avec humour que le président de Génération Ecologie applique strictement ses statuts qui précisent que "le parti se situe dans la majorité présidentielle"... quelle que soit cette majorité semble-t-il.

La nomination de Corine Lepage pose d'autres problèmes : étant avocate avec son mari au Conseil d'Etat, elle fait parti de ces rares avocats qui se sont spécialisés dans les recours menés par les associations contre les décisions du gouvernement (déclarations d'utilité publique, décrets...). Ainsi, Corine Lepage avait en charge le dossier des recours menés par les villes suisses contre le redémarrage de Superphénix (elle a déjà reçu plus de 600 000 F d'honoraires pour ce dossier), elle avait en charge les recours pour de nombreux projets d'aménagement du territoire (autoroutes...). Etant ministre, elle ne peut plus défendre son dossier et l'on aurait du mal à faire confiance à son mari Huglo. Les communes suisses ont déjà annoncé qu'elles allaient changer de cabinet d'avocats... ce qui fera encore de nombreux mois de perdus. Joli coup pour le gouvernement Juppé.

Pierre W." (28 noms cités) auxquels s'ajoutent les noms de l'équipe de campagne (encore une dizaine de noms). Le même article poursuit ensuite sur les Juifs proches de Chirac et de Balladur (30 noms cités). Le Parti Communiste n'a droit qu'à 6 noms cités, le FN à 7 noms, De Villiers à 2 et les écologistes à 4.

Cet article a peu de chance d'être attaqué en justice pour antisémitisme. En effet, la revue en question est "Tribune Juive" du 30 mars 1995.

La morale de cette histoire : "Qui veut noyer son chien,

l'accuse de la rage". Brière n'arrive pas à la cheville de cet article, mais il est toujours exclu des Verts.

## VERTS : JOURNEES D'ETE A MEZE

Les journées d'été des Verts auront lieu du mardi 29 août au vendredi 1er septembre et seront suivies d'un CNIR (le Parlement des Verts) les 2 et 3 septembre. Elles se tiendront à Mèze, sur les rives de l'étang de Thau, en Languedoc-Roussillon. Les réunions plénières porteront sur "pour de nouvelles règles du jeu international : Europe, OMC, ONU, etc...", "quel avenir pour l'écologie politique en France ?", "politique de l'environnement : Rio, Berlin, etc...", "Exclusion, chômage, précarité, solidarité", les conférences débats en soirée porteront sur "philosophie et écologie politique", "politique de la jeunesse", "les rapports Nord-Sud autour de la Méditerranée". Programme complet : Les Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

# LE SYSTEME CARIGNON

Le livre "Le système Carignon" (Ed. La Découverte) n'en finit pas de provoquer des réactions. Ecrit par Raymond Avrillier, élu écologiste responsable de la chute du maire de Grenoble, et par Philippe Descamps, journaliste ayant réalisé le suivi de l'affaire à France 3, le livre montre un peu trop ouvertement comment se fait la politique en France. Conséquence : Raymond Avrillier reçoit régulièrement des menaces de mort, doit se rendre au conseil municipal sous escorte policière et ne peut plus donner son téléphone à personne. Philippe Descamps avait déjà eu des problèmes en octobre dernier en étant radié du service par son supérieur Yves Le Boucher d'Hérouville, proche de Carignon et ancien actionnaire de la société Dauphiné News au centre de l'affaire. Une menace de grève des autres journalistes l'avait sorti de son placard. Le 17 mai, il a fallu une grève nationale de France 3 pour que les nouvelles sanctions prises contre le journaliste à la sortie du livre soient levées. On mesure les difficultés d'être journaliste et indépendant.



## N'oubliez pas le Sud

La campagne "N'oubliez pas le Sud" animée par Agir Ici avec le soutien de nombreuses associations s'est traduite par l'envoi de plus de 40 000 lettres aux candidats aux élections présidentielles. Cela n'a malheureusement eu aucun écho sur le débat et l'élection de Chirac devrait permettre la poursuite des fructueuses collaborations entre privilégiés du Nord et du Sud.

## RWANDA : MASSACRE A KIBEHO

Fin avril, au moins un millier de réfugiés du camp de Kibeho ont été victimes des militaires du nouveau gouvernement. Dans un article paru le 24 avril 1995 dans "Le Soir", le grand quotidien belge, Colette Braeckman analyse la situation ainsi : "Le sang de Kibeho permet d'oublier à quel point, depuis un an, l'inaction et les ambiguïtés de la communauté internationale sont en partie responsables du désastre. En effet, nulle part, la justice n'a été rendue, aucun des concepteurs du génocide n'a été inquiété (...) En outre, alors que les camps du Zaïre servent de base d'entraînement aux miliciens avides de revanche et que des armes leur sont régulièrement livrées, un embargo, décrété durant la guerre, frappe toujours le nouveau régime. Quant à l'aide économique, elle n'arrive toujours qu'au compte-goutte. Cet isolement de fait a suscité la rancœur des éléments les plus radicaux qui ont estimé qu'ils n'avaient plus rien à gagner à réfréner plus longtemps leur désir de vengeance et conclu que la sécurité devait primer sur un hypothétique désir de réconciliation". Rappelons qu'un an auparavant, jour pour jour, l'ancien gouvernement avait lancé

le début du génocide en tuant 100 000 personnes dans la seule ville de Butare. Le génocide rwandais allait faire 500 000 victimes en deux mois. Ce massacre a été l'occasion pour les médias français de dénoncer le nouveau régime issu du FPR... se rangeant aux côtés du gouvernement qui n'a jamais caché qu'il souhaitait voir le

retour de l'ancienne dictature. De nombreuses organisations non-gouvernementales (Agir Ici, Cedetim, France-Libertés, Frères des Hommes, Survie...) pour dénoncer ce massacre mais aussi l'une de ses causes : l'insupportable blocage de l'aide internationale.

## UNIVERSITE D'ETE DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Du 21 au 25 août, plusieurs organisations de solidarité internationale se retrouvent pour des journées de rencontres et de débats à Saint-Malo sur le thème : "De nouvelles pratiques de solidarité internationale, vers la conquête des droits". Les

questions abordées sont issues du récent sommet de Copenhague : quels sont les droits des peuples, comment les sociétés civiles agissent-elles pour les obtenir et les faire appliquer ? Quel soutien des organisations de solidarité internationale ?

Une rencontre qui réunira les militants de l'ASPAL, association de solidarité avec les peuples d'Amérique Latine, Frères des Hommes, Ingénieurs sans frontières, peuples solidaires, Réseau Jeunes solidaires, le RITIMO, réseau d'information tiers-monde, Terre des Hommes.

Programme complet : Peuples Solidaires, Université d'été, 5 rue François Bizette, 35000 Rennes, tél : 99 38 23 28.

## QUELLE POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPERATION ?

En théorie, l'aide publique au développement (APD) française s'élevait en 1993 à 40,248 milliards de francs (hors Dom-Tom) soit 0,57 % du produit national brut (PNB). Cela place la France au troisième rang des donateurs en volume (derrière les USA et le Japon) et au cinquième rang en pourcentage (derrière la Norvège, le Danemark, la Suède et les Pays-Bas). Mais cette aide est loin d'atteindre les projets de développements au Sud.

La gestion de ce budget n'est confiée que pour 15 % environ au ministère de la coopération. La plus grosse partie est en effet sous le contrôle du Ministère du Budget (+ de 50 %), mais aussi pour une part gérée par le Ministère des affaires étrangères (10 %), la Caisse française de développement (10 %) (un organisme géré lui-même par les ministères des finances et de la coopération), par le Ministère de la recherche (8 %) et le reste se partageant entre différents ministères (agriculture, industrie...).

Une des "aides" consiste à effacer des intérêts sur les dettes des Etats du Sud... dettes n'ayant rien à voir avec des projets de développement : cela représente environ 10 milliards en 1995... en hausse de 52 % par rapport à 1994. Une deuxième "aide" consiste à donner de l'argent pour que les Etats puissent se plier aux ajustements structurels exigés par la Banque Mondiale. En 1993, cela représentait 44 % du budget de la Caisse française de développement... soit environ 4 % du total.

Selon le PNUD, programme des Nations Unies pour le développement, seulement 3,6 % de l'aide française est destiné à des priorités sociales (contre 6,5 % de moyenne pour les pays de l'OCDE).

Le ministère de la coopération a la charge des aides dans les anciennes colonies françaises, les autres pays dépendant du ministère des affaires étrangères (d'où on peut en conclure que ce qui passe dans les anciennes colonies ne nous est pas étranger !). Ainsi, environ la moitié de l'"aide" est destinée aux anciennes colonies.

En 1991, 55,3 % de cette aide est qualifiée de "liée", c'est-à-dire qu'elle est soumise à l'engagement du pays "aidé" à dépenser cet argent en achetant des produits venant de France. Autant dire que c'est une subvention à l'exportation pour nos entreprises. Des études montrent que du fait de l'absence de concurrence, cette aide "liée" implique un surcoût de 15 % pour le pays acheteur qui finalement n'y gagne plus grand-chose.

Enfin, l'essentiel du reste de l'argent sert à l'aide "technique et culturelle", c'est-à-dire à fournir des enseignants et des techniciens. Les effectifs sont en forte baisse : le nombre de ces salariés "prêtés" est passé de 7670 en mars 1988 à 4850 en mars 1993. On appréciera cette aide à son juste niveau : maintien de la langue française et des techniques françaises pour s'assurer une consommation de produits français !

Officiellement, la coopération militaire n'entre pas dans le calcul de l'aide publique de développement. Elle est cependant un élément essentiel de la politique française. Il existe des accords de défense avec au moins sept pays africains (Cameroun, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal). L'aide militaire au Togo est officiellement suspendue faute de démocratisation du régime. Cela signifie la présence de militaires français sur ces territoires chargés d'intervenir en cas de "déstabilisation". Des accords d'assistance militaire sont également signés avec 26 pays portant sur la formation des officiers et la fourniture de matériel. Le budget de la coopération militaire, sous contrôle des Ministères de la Défense, des Finances et de la coopération était de 827 millions en 1994.

Alors que reste-t-il qui soit vraiment de l'aide ?

- environ 3,6 % du budget est donc consacré à des projets sociaux (lutte contre la pauvreté)
- environ 6 % à des projets de développement rural,
- environ 6 % à des projets d'infrastructure-industrie
- et 1 % pour des subventions aux organisations non-gouvernementales (contre 10 % pour la moyenne européenne !).

Soit environ 15 % de désintéressé pour 85 % d'intéressé.

(source : Centre de recherche et d'information pour le développement, 14 passage Dubail, 75010 Paris)



## GARD : QUALIFIE POUR LES DEMI-FINALES

C'est par la distribution d'un tract ironique *"Bravo, nous sommes qualifiés pour les demi-finales"* que les opposants au site d'enfouissement de déchets dans le Gard ont essayé une nouvelle fois de sensibiliser les habitants d'un département entièrement contrôlé depuis les années 50 par la mafia nucléaire (autour du site de Marcoule). Une centaine de personnes ont manifesté dans les rues de Bagnols le 20 mai dernier pour rejoindre les locaux de l'ANDRA, l'agence chargée de préparer le dossier du soi-disant "laboratoire souterrain". C'est encore peu comparé à l'opposition des autres départements, mais c'est le double de la manifestation du mois de décembre. (source : Midi Libre, 21 mai 1995)

## HAUTE-VIENNE : AVIS DEFAVORABLE

La commission d'enquête a rendu un avis défavorable, le 27 mars dernier, concernant le projet de stockage des déchets nucléaires que la COGEMA souhaite entreposer sur le site de Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne). Il s'agit d'un projet de stockage de 265 000 tonnes d'uranium appauvri. La commission a appuyé son refus en relevant de nombreuses insuffisances dans le dossier soumis à l'enquête publique, en particulier sur la nature des produits entreposés. Toutefois, la COGEMA n'est guère inquiète, puisque la préfecture a déjà indiqué qu'une enquête publique n'a qu'un rôle consultatif. Depuis quelques mois, les enquêtes donnant lieu à des avis défavorables se multiplient... mais pas plus que l'avis du public, les avis des commissaires enquêteurs ne semblent avoir d'importance. On est monté

d'un cran dans la contestation, mais notre régime électrofasciste n'a que faire de cette futile démocratie.

## COTE D'OR : CONSEIL GENERAL NEGATIONNISTE

Le mercredi 3 mai 1995, Greenpeace menait une action spectaculaire devant le site de recherches nucléaires de Valduc, au Nord de Dijon. Plusieurs militants se sont enchaînés aux portes de la base militaire de manière si efficace que les gendarmes ont dû dessouder les grilles pour emmener les militants au poste... avec la grille ! Dans un communiqué de presse, Greenpeace dénonçait le secret qui entoure ce centre militaire où sont mises au point les charges des bombes nucléaires françaises et demandait, entre autres, la publication d'une étude de la CRIL-Rad, laboratoire indépendant, commandée par le Conseil Général.

Plusieurs journalistes contactaient alors le Conseil Général de Côte d'Or qui déclarait finalement qu'il n'avait jamais confié d'études à la CRIL-Rad. La CRIL-Rad a alors vivement réagi : depuis 9 ans que le laboratoire indépendant existe, ce n'est pas la première fois que les résultats d'une étude sont gardés secrets par les commanditaires mais c'est la première fois qu'on en nie l'existence. Les responsables de la CRIL-Rad ont essayé de convaincre les élus de Côte d'Or de publier les résultats de l'enquête : cette enquête étant payée par les contribuables, il serait normal que les résultats en soient rendus publics. Non seulement le Conseil Général ne veut rien savoir, mais de plus, selon lui, la CRIL-Rad serait dans l'obligation légale d'adopter sa position, c'est-à-dire de nier l'existence de cette enquête !

Non seulement la CRIL-Rad n'est pas décidée à en nier l'existence, mais elle a décidé de faire, à ses frais, de nouveaux prélèvements d'eau, pour mettre à la disposition des populations locales les résultats de pollution radioactive mesurable autour du site de Valduc.

Contact : CRIL-Rad, Le Cime, 471 Av. Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 75 40 95 05.

## SUPERPHENIX : LE FAUX DEBAT SUISSE

Le 31 mai, le gouvernement suisse, poussé par les cantons romands, a accepté d'organiser un débat pour savoir si Superphénix était un danger pour la Suisse. Si c'est une victoire pour les opposants au réacteur, le gouvernement fédéral a réussi à complètement détourner le débat de son objectif. Ainsi, la plupart des orateurs étaient des membres d'EDF, de la NERSA (société propriétaire du réacteur) et de différents organismes suisses ou français pro-nucléaires. Les opposants devaient être représentés par Corine Lepage, absente pour cause de nomination au gouvernement, par Raymond Avillier et Monique Séné, tous les deux membres du GSIEN, groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire et par un représentant de l'APAG, association pour l'appel de Genève qui représente les universitaires opposés au surgénérateur. Cette disproportion dans les temps de parole ont conduit plusieurs villes comme Genève et Lausanne à signer avec les associations écologistes un communiqué dénonçant la partialité de ce débat... qui, vous l'aurez deviné, conclut que le surgénérateur présente bien des risques spécifiques mais pas plus pour les Suisses que pour les populations françaises. Le gouvernement suisse affirme dans un communiqué que *"les autorités françaises ne mettraient jamais en danger leur propre population"*. Manifestement, le gouvernement suisse n'est pas au courant que déjà plus de 5000 personnes ont porté plainte pour "mise en danger de la personne" ni que le gouvernement français a déjà laissé mourir 3000 transfusés.

## 62 % DES FRANÇAIS CONTRE DE NOUVEAUX REACTEURS

La France n'est plus le paradis du nucléaire. EDF et la COGEMA ont beau multiplier les publicités à la télévision, les Français sont de plus en plus résistants à l'atome : l'accident de Tchernobyl est resté dans les mémoires et les déchets se font bien encombrants. Un sondage réalisé par la Sofres entre le 26 et le 28 décembre 1994... et publié seulement 3 mois après dans le Figaro (5 avril 1995) est particulièrement éclairant. A la question : "faut-il de nouvelles centrales nucléaires", 62 % des sondés répondent non et seulement 28 % répondent oui, 10 % étant sans opinion. Le sondage tenait compte des électeurs des candidats :

|               |             |           |                   |
|---------------|-------------|-----------|-------------------|
| Ecologistes : | 89 % contre | 4 % pour  | 7 % sans opinion  |
| Hue :         | 66 % contre | 29 % pour | 5 % sans opinion  |
| Jospin :      | 64 % contre | 24 % pour | 12 % sans opinion |
| Le Pen        | 60 % contre | 33 % pour | 7 % sans opinion  |
| De Villiers   | 59 % contre | 34 % pour | 7 % sans opinion  |
| Balladur      | 59 % contre | 32 % pour | 9 % sans opinion  |
| Chirac        | 55 % contre | 36 % pour | 9 % sans opinion  |
| Barre (!)     | 55 % contre | 34 % pour | 11 % sans opinion |

La démocratie étant la base de notre beau pays, nul doute que nous nous orientons donc vers un scénario d'abandon de l'énergie nucléaire !



## STOP : CONTRE LE SEXISME

Le collectif "Stop" vient de se créer dans le Pas-de-Calais pour animer une feuille d'expression regroupant les articles de tous ceux et celles qui veulent s'exprimer sur le sexisme, trop présent dans la société du fric mais aussi dans le milieu alternatif. Les articles traiteront aussi de l'homophobie, l'obéophobie... (note du claviste : c'est quoi l'obéophobie ?) ou tout autre forme d'irrespect de l'individu et de ses différences. Dans la mesure du possible, elle sera traduite pour des échanges à l'étranger et est gratuite. Renseignements : Karine, AC, 181 rue de la Clinche, 62136 Vieille-Chapelle.

## FEMMES ET DEVELOPPEMENT

L'association Femmes et Changement et l'association des femmes journalistes ont publié un répertoire d'actions environnement-développement menées par des organisations non-gouvernementales françaises en direction des femmes. L'objectif était d'évaluer dans quelle mesure les ONG prennent en compte la notion de "genre" dans leurs actions dans les pays en voie de développement. Outre les 39 actions repartitionnées et présentées sous forme de fiches, une partie "thématique" traite de la problématique femmes/environnement/développement à travers différents volets

(habitat, forêts, eau, agriculture durable, énergie et pauvreté). A commander contre 150 F à Femmes et Changements, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 44 65 00 66.

## TOUJOURS DEUX ENFANTS PAR FEMME

Alors que les gouvernements nous font croire régulièrement que nous sommes en dénatalité, il suffit de constater que la population continue à augmenter pour démontrer que le discours est faux. D'autres indicateurs vont également dans le même sens. Selon les chiffres de l'INSEE, une femme née en 1900 a eu en moyenne 2,05 enfants... on assiste ensuite à une très légère montée : une femme née en 1930 en a eu en moyenne 2,64 puis cela baisse lentement : une femme née en 1960 en a eu en moyenne 2,08. La vraie différence n'est donc pas dans le nombre d'enfants mais l'âge où ses enfants sont nés : ils naissent de plus en plus tard, les femmes ayant maîtrisé leur contraception. Autre différence, au début du siècle 25 % des femmes n'avaient aucun enfant... contre seulement 10-12 % aujourd'hui : le nombre de familles nombreuses a donc baissé mais la moyenne reste stable.

## FAMILLES MONOPARENTALES

Les familles monoparentales sont aujourd'hui dans 90 % des cas constituées d'une mère avec ses enfants... alors que cette proportion n'était que de 80 % en 1970. Cette évolution provient de la baisse des mariages et de la hausse des divorces. Alors qu'en 1968, la majorité des femmes élevant seules leurs enfants étaient veuves (56%) et que celles issues du divorce étaient minoritaires (18 %), aujourd'hui 43 % des mères élevant seules leurs enfants sont divorcées et le veuvage ne concerne plus que 19 % d'entre elles. Les femmes célibataires sont passées dans le même temps de 9 à 23 %. Cela a entraîné une baisse de l'âge de ces femmes : en 1968, 27 % seulement avaient moins de 40 ans

## LA DELINQUANCE MASCULINE ?

La délinquance est-elle un phénomène masculin ? En 1991, selon le Ministère de l'Intérieur, les hommes ont commis 491 493 infractions contre seulement 56 143 pour les femmes ! Concernant les infractions des femmes, 12 997 sont de simples contraventions (fautes routières, blessures involontaires), 14493 sont des vols simples. En ce qui concerne les crimes, les femmes n'en ont commis que 201 contre 2485 pour les hommes. La seule catégorie où elles devancent les hommes est l'infanticide (7 cas contre 1). On comptait au 1er janvier 1994, 2107 femmes en prison (dont 1084 prévenues), contre 50 240 hommes.

## Un impôt selon les sexes ?

June Stevenson, psychologue américaine, propose dans un livre intitulé "Men are not cost-effective" ("avec les hommes, on n'en a pas pour son argent") d'instaurer une différenciation entre les impôts pour les hommes et ceux pour les femmes. En effet, aux Etats-Unis aussi, la plupart des crimes et délits sont le fait des hommes, 94 % des prisonniers sont des hommes, 90 % des meurtres sont commis par des hommes, 74 % des délits de fraude fiscale ou des délits d'initié sont masculins. Ces délits coûtent chaque année 300 milliards aux contribuables américains, qu'ils soient hommes ou femmes. Alors pourquoi ne pas différencier le montant des impôts ?

contre 48 % aujourd'hui. 82 % des mères seules travaillent contre 68 % des mères en couple. (source INSEE)

## GOVERNEMENT FEMININ PAS FEMINISTE

Avec un quart des postes du gouvernement confiés à des femmes, le gouvernement Juppé établit un record en France et peut-être aussi au niveau mondial. Mais gouvernement féminin ne signifie pas gouvernement féministe. Tout d'abord seules 4 femmes ont un poste de ministre, les 8 autres ayant un poste de secrétaire d'Etat, mais en plus, certaines de ces femmes sont connues pour leur vision de la "famille" particulièrement réactionnaire. Ainsi, Colette Codaccioni, ministre de la solidarité entre générations (pour ne pas dire ministère de la famille), députée du Nord, est l'auteur du "Rapport sur la politique familiale" qui précise que "la femme est le pivot de la famille et la famille le pivot de la société" et qui dénonce la "cohabitation juvénile", le divorce, les familles monoparentales qui provoquent la dénatalité, l'individualisme, les "handicaps de l'adulte". Et sans natalité, pas de "France Forte". Fervente partisan de l'allocation "parentale", elle propose le retour de la femme au foyer comme moyen de lutte contre le chômage, de quoi enchanter l'extrême-droite. Elisabeth Hupert, ministre de la Santé et de l'Assurance maladie, s'est illustrée pour ses positions en faveur du dépistage obligatoire du SIDA, contre la protection sociale des enfants étrangers, et Act Up a dénoncé son homophobie...



## VIOLENCE DANS LES MEDIAS

Non-Violence Actualité, dans son numéro de mai, traite de la violence dans les médias. L'occasion de ressortir un rapport de l'UNESCO publié en 1989 qui conclut que "contrairement à ce que prétendent les responsables de chaînes et ce que pense le grand public, il n'y a aucun rapport entre la violence des émissions récréatives et le succès qu'elles ont auprès des téléspectateurs, mesuré par les taux d'audience". En fait "le spectacle ritualisé de la violence a pour fonction essentielle et pour rôle social d'assurer le maintien du pouvoir. Les leçons collectives données par ce spectacle

tendent à entretenir le sens de la hiérarchie des valeurs et des pouvoirs". Big brother est bien là. Dossier contre 20 F à : NVA, BP241, 45202 Montargis cédex.

## PARTAGE : UNIVERSITE D'ETE

Le mouvement "Partage" qui anime de nombreuses maisons de chômeurs organise une université d'été en Dordogne en deux parties. Du 3 au 13 juillet : "travail, emploi, activités et temps libre, hier, aujourd'hui, demain" et, du 15 au 22 juillet, "Au delà du traitement social du chômage". Avec la présence de nombreux spécialistes. Renseignements : Partage, 54 rue des Entrepôts, 93400 Saint-Ouen, tél : (1) 40 12 05 00.

## PARIS : FERMETURE DU DEPOT DES ETRANGERS

Le 11 avril 1994, les associations de défense des immigrés protestent après qu'un Algérien eut été battu par huit policiers dans le centre de rétention des étrangers de la préfecture de police de Paris. Huit policiers sont suspendus et l'un est écroué. C'est l'occasion de faire parler une fois de plus de ce lieu situé dans les sous-sols du bâtiment où sont entassés les étrangers en situation illégale ayant leur expulsion. Le 15 mars 1994, une nouvelle affaire éclate : un jeune Marocain s'y suicide. Le 3 novembre 1994, un gardien de la paix tente de violer un jeune immigré. Enfin, le 20 avril, le juge Sottet, chargé d'étudier les demandes de prolongation de la rétention des étrangers, voit arriver dans ses bureaux un Marocain de 20 ans sérieusement blessé, officiellement par les co-détenus de sa cellule. Le juge se rend alors sur place et demande à visiter les lieux. La préfecture refuse. Devant ce refus, le juge ordonne la mise en libération immédiate des 26 personnes alors retenues dans les lieux. La préfecture fait immédiatement appel devant la Cour d'Appel qui, le 22 avril, donne raison au juge arguant des "graves dysfonctionnements" et des "graves déficiences en matière d'hygiène et de sécurité" du centre. Le jugement indique également que l'ensemble des poursuites contre les personnes qui sortiraient du centre devront être reprises par la police à zéro.

Ce centre peut théoriquement accueillir 93 étrangers en attente de leur expulsion ou de leur reconduite aux frontières. Le séjour dans les cellules de 10 à 13 personnes chacune, peut aller de 24 h à 10 jours. Le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats, la Ligue des Droits de l'Homme, le GISTI, la fédération CFTD-Justice, SOS-Racisme et Différence (un syndicat policier) ont demandé la fermeture de ce centre "lieu situé en dehors d'un Etat de droit et du champ d'application de la convention européenne des Droits de l'Homme".

Le secrétaire général du Syndicat de la Magistrature, Jean-Claude Bouvier, a rappelé qu'une mission du Conseil de l'Europe était venue en 1991 et en 1994 pour constater les déficiences de ce centre. Selon lui, le rapport de mission est rédigé mais le Conseil de l'Europe doit avoir l'autorisation du gouvernement français pour le publier.

Le 26 avril, la préfecture de police de Paris annonce finalement la fermeture provisoire du centre pour rénovation. Selon elle, cette rénovation était programmée de longue date et n'a rien à voir avec les pressions des associations et syndicats. Le syndicat de la Magistrature a quand même souligné que cela ne résout en rien la question d'accessibilité des juges à ces centres extra-territoriaux.



## EMPLOIS

• Dans le cadre de son développement et de son recentrage sur les valeurs servies et définies par son président-fondateur, Pierre Rabhi, le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, dans l'Hérault, recherche un directeur (-trice) à plein temps : niveau bac+4, expérience de direction PME ou PMI, prédisposition "secteur humanitaire" indispensable. Il devra mettre en place une dynamique d'équipe et de réseau, fédérer les énergies autour des valeurs de Pierre Rabhi, appliquer les méthodologies et conditions capables de garantir un développement harmonieux du CIEPAD dans le respect de rapports humains sains et intelligibles, élaborer les processus de communication dans l'équipe comme vis-à-vis des ressources extérieures... Références demandées pour entretien de présélec-

tion, contacter : Mr Anthony, Call, 86 avenue des Ternes, 75017 Paris, tél : (1) 44 09 43 21 (sous référence "Ciepad").

• Yvon Tilloy, Les Brac, 26220 Teysières, installateur en solaire photovoltaïque et thermique, cherche associé possédant de bonnes compétences en chauffage et plomberie.

• Association de protection de l'environnement en Guyane Française offre aux stagiaires/étudiants un logement gratuit en contrepartie de quelques heures de travail au secrétariat. Ecrivez à : Le Pou d'Agouti, BP 194, 97320 Saint-Laurent du Maroni.

## OBJECTEURS

• L'association Média-Pays, qui publie la revue de la Confédération Paysanne, cherche un objecteur pour tenue de la documentation, mise à jour de dossiers, suivi de l'actualité économique, sociale, agricole et rurale, revue de

presse. Ce poste ne nécessite pas de connaissances agricoles particulières, mais plus un goût pour les problèmes sociaux et économiques. Envoyer CV à Jean-Noël Faure, Association Média-Pays, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris, tél : (1) 40 35 17 30.

• Ecole, via l'association de parents d'élèves, cherche objecteur, incorporation août 95. Contact : Ecole Léon Grimaud, 20 bd Léon Grimaud, 35200 Rennes, tél : 99 51 85 16.

• MJC Chenove, 7 rue de Longvic, 21300 Chenove, tél : 80 52 18 64 cherche objecteur pour accueil du public, aide à l'animation dans le secteur de la diffusion culturelle (spectacle vivant, cinéma, concerts musicaux...).

• Partenaires, 41 rue des Maronites, 75020 Paris, tél : (1) 43 66 76 99, organisant des projets de développement (Nigéria et Inde), cherche un objecteur pour son siège à Paris. Il sera chargé du suivi des dossiers de financement, des relations avec les médias, de la coordination d'un secrétariat avec les bénévoles. Formation économie ou communication appréciée, anglais courant souhaité. Envoyer CV et lettre de motivation.

## RENCONTRES

• Nous avons beaucoup aimé la brochure "du chômage à l'autonomie conviviale". Nous allons (modestement) dans le sens de ce scénario en ayant déjà "rendu" un emploi. Nous sommes le plus

autonomes possible. Nous restaurons nous-mêmes notre maison... mais nous sommes isolés. Ainsi, nous sommes à la recherche de personnes (si possible de la région, sinon du Nord et de l'Est de la France) avec qui dialoguer en vue d'un éventuel "écotameau". Nous contacter : Geneviève Schmidt et René Sagnier, 7 rue de Paillart, 60120 Tartigny (Picardie).

## RECHERCHE

• Recherchons personne compétente pour nous conseiller car nous désirons rénover une vieille maison avec des matériaux non polluants en Vendée. Contacter : Robin Yves et Dominique, 5 rue de la petite côte, 25680 Rougemont.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



## GENS DE RIVIERES

d'André Noël  
Ed. Ecosociété (Québec)  
Diffusion Europe ;  
EPO (Belgique)  
1994 - 166 p. - 14,95 \$

Dans un style très grand public, en onze reportages, André Noël trace le portrait d'une personne liée à chacune des onze principales rivières du Québec. Illustré de photos, chaque reportage met l'accent sur un problème particulier des rivières : barrages, flottage du bois, sports nautiques, faune... Un dernier reportage concerne le Narmada, en Inde. Comme quoi on peut s'exprimer clairement, avec sensibilité et être convaincant. A déguster. **FV.**



## LA POLLUTION ELECTROMAGNETIQUE ET LA SANTE

Vers une maîtrise des risques  
Coordonné par Paul Lannoye  
Ed. Frison-Roche  
1994 - 180p - 155F

Après l'abstinence vient l'abondance... d'informations sur les nuisances électromagnétiques (voir Silence N°190) ! Issu du colloque de juillet 1993 sur ce thème (voir Silence N°171), le livre reprend les interventions qui y furent faites. On y retrouve

des informations techniques sur le fonctionnement de ces ondes, la manière de les mesurer, leurs dangers, les risques encourus, les études épidémiologiques ainsi que des voies de recherche pour en déterminer les causes et les modes de fonctionnement exacts. Un bon dossier pour cerner les bases du problème, même si cher, surtout pour une reprise de textes de colloque.

Seul le sous-titre, optimiste mais prudent puisqu'il ne précise pas les délais, prête-t-il à sourire, quand on pense que la multiplication des centrales nucléaires provoqué l'augmentation des lignes très haute tension et que la propagation des appareils électriques est perçue par le grand public comme signe de progrès et de confort.

Le véritable problème est, bien entendu, politique via l'économique, et ce n'est peut-être pas une coïncidence si l'origine de ces nuisances est la même que celle de la radioactivité : EDF en France et Electrabel en Belgique.

**Perline**

## LA NATURE SOUS LICENCE

ou le processus d'un gaspillage  
de Vandana Shiva et coll.  
Ed. CETIM, 37 quai Wilson,  
CH 1201 Genève  
1994 - 144 p. - 18 FS ou 69 FF

Avec les manipulations génétiques et la sélection des semences par les grandes firmes multinationales, on assiste à un appauvrissement dramatique de la variété des cultures. Comme en parallèle l'industrie forestière et les grands travaux (routes et barrages) détruisent de plus en plus vite l'énorme réservoir que constituaient les forêts tropicales, on peut s'inquiéter sur l'avenir de la diversité biolo-

gique. De même, en détruisant cette diversité et en commercialisant les semences, les firmes internationales se sont approprié le potentiel génétique des plantes. Ce livre analyse en plusieurs articles la manière de penser de ces firmes, la manière de réagir des pays du Sud, les résistances que mettent en place les populations locales et analyse les conséquences que vont avoir les derniers accords du GATT. Une compilation d'articles parus dans la presse anglo-saxonne de première qualité pour faire le point sur ce qui est en train de devenir l'un des enjeux majeurs de l'écologie au niveau de la planète. **MB.**

## L'HERITAGE ECOLOGIQUE DU COMMUNISME dans les Républiques de l'ex-URSS

Ruben Mnatsakanian  
Ed. Frison-Roche  
1994 - 288p - 190F  
**APOKALYPSE ROUGE**  
Enquête au coeur de la Russie nucléaire  
Pierre Kohler  
Ed. Critérion  
1995 - 276p - 98F

La pollution... à l'Est a décimé beaucoup de succès. Tout de même, un grand merci à un éditeur d'avoir publié le premier livre, un pavé technique et chiffré, probablement pas

## LA NATURE HORS LA LOI

### L'écologie à l'épreuve du droit

de François Ost  
Ed. La Découverte  
1995 - 350 p. - 175 F

La nature est jusqu'à maintenant comprise dans le droit comme **objet**. Face à cette vision simplificatrice s'est développée depuis quelques décennies une écologie radicale qui prône la nature comme **sujet**. L'auteur va chercher à montrer la notion d'objet est insuffisante, mais que la vision des écologistes les plus radicaux n'est pas traductible dans les faits. Il propose donc une **nature-projet** autour de la notion de patrimoine en insistant sur la complexité des liens entre l'homme et le milieu, terme préféré à environnement qui place l'homme au centre du milieu, même si l'anthropomorphisme est inévitable : "Quoi que l'on fasse, même en attribuant des droits à la nature, (...) c'est toujours nous qui ferons parler la nature" (p.14). La logique de la **nature-objet** est le résultat de la démarche scientifique des siècles passés : le mécanisme du matérialisme conduit à tout quantifier. La vision scientifique se complètera par la vision de la liberté proclamée par la révolution française qui débouche sur la propriété privée. Le droit de l'environnement va donc s'attacher à laisser chacun libre de faire ce qu'il veut sur sa propriété et à ne traiter que des interactions avec les voisins. Le résultat ? "Deux siècles d'appropriation

et de transformation de la nature ont conduit à (...) un état de délabrement de la planète tel que l'écologie devient un problème de société, un enjeu politique ensuite, un terrain réglementaire enfin. L'Etat, devenu interventionniste, ne peut plus ignorer les déséquilibres écologiques qui le menacent. Des administrations sont mises en place, des textes sont édictés (...) Est-elle mieux respectée pour autant ? (...) C'est le pot de fer contre le pot de terre (...) Le droit administratif (...) apparaît le plus souvent comme l'alibi d'une société qui s'acharne à le mettre en coupe réglée. Compensation tardive et toujours insuffisante que rien ne semble pouvoir arrêter" (p.89). Les limites du droit apparaissent en ce qui concerne l'air, le climat, la biodiversité... De même, le droit n'arrive pas à intégrer des préjudices qui peuvent apparaître sur de longues périodes. L'auteur en conclut que le Droit de l'Environnement de ces 25 dernières années est surtout le fruit d'un "Etat-spectacle qui donne l'image de l'action pour l'action elle-même" (p.106). La "juxtaposition des normes conduit à un manque de cohérence dans les solutions bricolées au gré des urgences" (p.107). "Le principe du pollueur-payeur (...) se sera trans-

destiné à un grand public ni à une large vente : combien de compte-rendus y aura-t-il dans la presse ? Suite de rapports officiels - confidentiels - publiés en ex-URSS sur l'Etat de l'environnement à la fin du régime communiste, ce livre est plus qu'une liste de données connues et chiffrées par les autorités mêmes puisque l'auteur les a complétées par d'autres sources pour des sujets impossibles à passer sous silence, en particulier dans le domaine nucléaire. De plus, la postface pose de manière nette le futur politique de ces Républiques, des points de vue économique et écologique. En ex-URSS les "idées ver-

tes" (sont) intimement mêlées aux sentiments nationalistes (...) : l'émergence du nationalisme, provoqué au début par les mouvements écologistes, est depuis patente dans l'ensemble du monde ex-communiste". Où l'on voit, une fois de plus, l'écologie facilement récupérée à des fins politiques et il est fort à craindre que lorsque la politique prendra le pas, les préoccupations écologistes passeront à la trappe.

Quant au livre de Pierre Kohler, journaliste scientifique à RTL, commençons par le négatif. Des erreurs entre irradiation et contamination tout du long, le terme conta-

mination n'étant même pas dans le lexique. Référence constante aux normes françaises, en contradiction depuis 10 ans avec les recommandations internationales de la CIPR, avec, même, un gag dans le lexique à "dose maximale admissible" et "limite annuelle d'incorporation" définitions qui font référence à la CIPR, tout en utilisant les chiffres français, donc faux ! Ce qui m'a tout de même étonnée fut de voir dans la bibliographie le livre "l'affaire Tchernobyl, la guerre des rumeurs" un délire pronucléaire, et pas "Tchernobyl une catastrophe" de Bella et Roger Belbéoch, une obligation lorsqu'on veut parler de

Tchernobyl et comprendre le nucléaire en France. Cette lecture aurait probablement informé l'auteur sur le problème des normes. Cela dit, ses nombreux voyages en Russie lui ont permis de rencontrer divers acteurs du nucléaire, de visiter des lieux étonnants et d'avoir accès à des données rares. C'est pourquoi on y retrouve des informations et des anecdotes particulièrement instructives. Souhaitons, pour lui comme pour bien d'autres, que dans le futur il fasse vérifier les informations techniques par de plus informés que lui en ce domaine...

Perline

## Le livre du mois

formé en autorisation d'achat du droit de polluer" (p.111). La deuxième partie du livre s'attache à la nature-sujet qui part du principe que le développement de la vie humaine et non-humaine sur Terre présente une valeur intrinsèque indépendamment de son utilité pour l'Homme. L'auteur critique alors l'absence de prise en considération par les écologistes profonds de la capacité de sens de l'homme car si aujourd'hui plus personne ne conteste la possibilité de sentir aux éléments vivants, seul l'homme semble avoir une mémoire, une histoire et donc une progression dans le sens de sa vie. Par contre l'auteur reconnaît que la pensée deep ecology attire l'attention sur les générations futures : "Dans l'ignorance des besoins et des conditions de vie réels de ces générations futures, il s'impose de préserver les milieux naturels à leur meilleur niveau (tant du point de vue qualitatif que quantitatif)" (p.187). Pour lui, il faut alors prendre les déclarations en faveur des générations futures non pas comme un droit mais comme une symbolique, un idéal à atteindre. Dans ce cadre "la proposition qui consiste à accorder la personnalité juridique à la nature entend s'inscrire dans ce registre symbolique" (p.188-189). Mais plutôt "que d'affubler la nature des oripeaux du sujet de droit et de lui confier un rôle d'emprunt sur la scène judiciaire - portant ainsi à son comble la parodie anthropomorphique - ne convient-il pas plutôt d'accorder enfin un réel droit d'action en justice aux associations qui la défendent ?" (p.204).

Dans une troisième partie, l'auteur va essayer de définir une alternative à ces deux extrêmes. Il ouvre de nombreuses pistes, mais n'amène pas vraiment de solutions. Il analyse les écrits de plusieurs philosophes comme autant de pistes possibles (Hans Jonas, Brian Barry...). Cela lui amène les réflexions suivantes : "le langage du droit nous paraît ici déplacé dans la mesure où ce discours n'a, tout simplement, aucun sens pour les partenaires non humains de la biosphère" (p.273). Il n'y a pas symétrie des droits et des devoirs : "Entre le vivant et

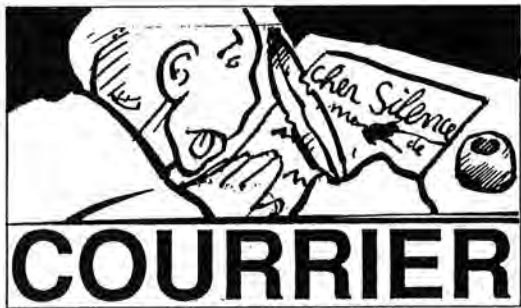


l'homme s'établit une asymétrie dans laquelle nous avons décerné la marque de la responsabilité - asymétrie justifiée par le fait que, seul parmi les créatures vivantes, l'homme a accédé au niveau du sens". Cette asymétrie s'exprime aussi vis-à-vis des générations futures : "les générations loin-

taines n'ont absolument aucun pouvoir de contrainte sur nous ; en aucune façon elle ne pourront nous menacer" (p.288). Et pour compliquer le tout : "Quand bien même nous aurions quelque lumière sur les développements à venir, très souvent nos actes produisent des effets opposés à ceux que nous aurions souhaités" (p.289). La solidarité entre générations, entre l'homme et la nature, pourrait-elle se comprendre par la notion de "patrimoine commun" ? La notion de patrimoine permet de comprendre qu'une propriété a un passé et un futur, mais à la différence d'un patrimoine classique "il n'est pas possible de refuser l'héritage que nous ont légué nos prédécesseurs" (p.323). Dans la conclusion, François Ost ouvre le débat sur les rapports Nord-Sud : "comment croire à nos bonnes intentions à l'endroit du milieu et des générations futures si déjà fait défaut la solidarité ou même simplement la conscience de l'interdépendance à l'égard des générations présentes ?" (p.339). Il pose également le problème du politique : "le 'juste milieu' ne dérivera jamais de la planification d'experts, aussi bien intentionnés soient-ils et quel que soit le niveau, même mondial, de leurs interventions. C'est du débat démocratique, maintenant interpellé par l'urgence des défis inouïs, que devront procéder les décisions susceptibles d'infléchir notre façon d'habiter la Terre" (p.343). Cet ouvrage particulièrement dense soulève quelques critiques.

Comme beaucoup d'humanistes, François Ost affirme encore que "la différence spécifique entre l'homme et l'animal tient dans le fait que le premier peut, à la différence du second, s'arracher à la nature" (p.222). Personnellement, moi, je n'arrive pas à m'en arracher plus d'une dizaine d'heures (après en vrai animal que je suis, je mange, pisse et dors - un tiers de notre vie ! -). Cette réserve mise à part, l'approche de l'écologie profonde ici présentée est bonne et la sévère remise en place de certains défenseurs des animaux est tout à fait justifiée.

L'auteur a bien conscience que "Des mesures de l'ampleur de celles qu'on envisage ne peuvent être conduites que sous l'impulsion et le contrôle de l'Etat, ou, à tout le moins, de l'autorité publique, qu'elle soit supra- ou infranationale. Or, il existe à cet égard (...) un risque de technocratie (...) (il y a) danger de rupture entre le discours éthique (...) et une pratique politique renvoyée au court terme des échéances électorales et aux calculs d'intérêt de ses attaches financières" (p.304-305). Malheureusement, il ne tire pas les conséquences de ce constat si ce n'est en rappelant que le rôle de l'éducation est lui aussi prioritaire (en une seule ligne page 304). De manière générale, l'approche philosophique, bien qu'ardue (pourquoi les citations en grec, latin et anglais ne sont-elles pas traduites ?) est extrêmement intéressante, mais l'approche politique reste un peu étroite. MB.



## LES ECOLOGISTES ET LA GAUCHE

Les écologistes sont-ils de gauche ? Si ce n'est pas le cas, où seraient-ils se demandent les bons esprits, bloqués dans le manichéisme droite-gauche ? Les Verts ne sont pas de droite, c'est certain. Le principe fondamental de la droite est de dire : laisser les plus forts, les plus riches, les plus entreprenants, donner leur un maximum de liberté. Ils entraîneront derrière eux toute la société. Et même les plus déshérités bénéficieront de la prospérité générale. Prenez quelques mesures d'aide sociale, par charité chrétienne ou humanitaire. Mais les faibles n'ont qu'à se conduire comme les forts, chacun n'a que ce qu'il mérite.

Les Verts n'ont évidemment rien de commun avec cette vision du monde. En ce qui concerne la gauche, c'est plus compliqué. Surtout en France, où le Parti socialiste est passé au centre droit, depuis qu'il a opté pour une économie et une Europe libérales. Il cherche à tempérer ce libéralisme sur le mode de la démocratie sociale, en soutenant des mesures sociales censées compenser les conséquences trop inhumaines du libéralisme.

Quant au communisme, il s'est déconsidéré à l'Est, et en France, il s'est cantonné dans le conservatisme social et les déclarations incantatoires. Si l'on retient les valeurs de la gauche classique, celle de tradition libertaire, égalitaire, humanitaire, les écologistes ont en effet quelques points communs avec elle : souci des plus faibles, du plus grand nombre ; maintien des acquis sociaux en matière de droit du travail, de la santé, du logement ; reconnaissance du rôle des services publics ; défense des droits des citoyens. Malheureusement, avec la politique adoptée par le PS, les deux premiers points - la lutte contre l'exclusion et le maintien des acquis sociaux - sont finalement remis en cause par le libéralisme économique. Il ne resterait alors au crédit du PS que la défense des droits des citoyens.

Mais à côté de ces quelques points communs, que de différences de fond entre les écologistes et la gauche même la plus généreuse : différence sur

les rapports à la Planète, sur le concept d'écologie que la gauche réduit à l'environnement, sur le refus du productivisme, d'une "croissance" prise sous son seul aspect matériel, le refus de considérer toute innovation technique, sans discernement, comme un "progrès", sur la notion de progrès elle-même, sur la conception d'une démocratie décentralisée et non centralisée comme le veut la tradition française... Cela se traduit par des propositions politiques complètement différentes de celles du PS, que l'on considère l'énergie, les transports, la santé, l'environnement, la défense, les rapports avec le tiers-monde, les échanges internationaux, les institutions. Tout est différent. Il suffit pour s'en convaincre de faire une lecture comparée des programmes de Lionel Jospin et de Dominique Voynet.

Serait-on revenu au "ni droite, ni gauche" ? Non. Parce que la gauche maintient dans ses objectifs à long terme l'amélioration du sort du plus grand nombre, particulièrement des défavorisés, et une gestion volontaire des affaires publiques, même si ses options économiques actuelles aboutissent à des résultats contraires. Parce qu'en politique, si on veut aller au-delà du seul témoignage - nécessaire pour faire évoluer les mentalités, base de toute évolution possible en démocratie - il faut négocier des objectifs de gouvernement. Pour ces deux raisons, les écologistes sont amenés à se tourner vers les partis de gauche. Il ne s'agit pas de se soumettre, ni de rallier, encore moins d'oublier nos différences, mais, en gardant notre identité très spécifique, d'essayer de négocier des avancées qui pourraient être significatives.

L'écologie politique ne peut être classée dans la gauche. Elle ouvre une autre voie en politique. Mais c'est avec la gauche qu'elle est amenée à travailler ou du moins avec la partie de la gauche que l'on peut ranger dans le camp des forces de progrès.

François LALANDE  
Isère  
Secrétaire national  
adjoint des Verts

## ECOLOGIE SOCIALE

Pendant la campagne présidentielle, j'ai mesuré ma distance d'avec l'équipe de la revue Silence que je suis depuis sa création. Pour la première fois, les Verts se sont radicalisés en liant la revendication écologique aux problèmes sociaux et économiques, mais Silence est resté en retrait sur une ligne molle d'écologie en pente douce. Cette contradiction entre les dossiers sur les effets de la pauvreté au Nicaragua, en Afrique ou ailleurs, la dénonciation des effets du libéralisme sauvage et l'attitude polémique du journal ne pourra pas durer.

Pierre PEGUIN  
Lozère

Silence : tout d'abord, il est faux de dire que les Verts se sont intéressés pour la première fois aux questions sociales. Il suffit de se rappeler, par exemple, que la première édition faite par les Verts, en 1984, avait pour titre "Travailler tous, travailler moins, travailler mieux"... Mais cela n'a jamais intéressé les médias officiels. Ce qui est peut-être nouveau, c'est que pour une fois, les médias, cherchant à faire la différence avec Lalonde et Waechter, ont été obligés d'entendre le discours social. Maintenant sur la position de la revue : nous préférons les actes et aux discours, les initiatives sur le terrain et aux conquêtes électorales.

## DROIT DE VOTE DES ETRANGERS

A Mr Chirac, président de la République, j'ai été informée de la décision des ministres des Affaires étrangères des Etats de l'Union Européenne (U.E.) datant du 19 décembre 1994 précisant que les citoyens de l'UE, résidant dans un état membre autre que leur pays de nationalité, pourront voter aux élections municipales de leur lieu de résidence. Les chefs de la diplomatie des Etats membres de l'UE ont ainsi transcrit dans la législation européenne l'une des innovations du Traité de Maastricht (article 8B). De nationalité allemande et titulaire d'une carte de séjour française de dix ans, je me suis rendue, en février 95, à la mairie de mon lieu de résidence, pour demander mon inscription sur les listes électorales. On m'a répondu que la mairie n'avait reçu aucune circulaire à ce sujet et que, par conséquent, je ne pouvais pas y être inscrite. J'ai alors écrit à mon député, Michel Hannoun, qui m'a répondu en avril qu'il a fait part de mon courrier à Alain Lamas-soure, ministre délégué aux affaires européennes. Il vient de m'envoyer la réponse de celui-ci qui précise que la directive de l'article 8B du traité de Maastricht "devra être inscrite en droit français par une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées".

Devant l'approche des élections municipales et vu que la période électorale pour les présidentielles est terminée, que vous et votre gouvernement commencez à exercer vos nouvelles fonctions, je vous prie de faire voter cette loi d'urgence et d'organiser les conditions nécessaires et suffisantes d'accueil dans les mairies ainsi qu'une information la plus large possible afin que les eurocitoyens résidant en France puissent voter aux élections municipales. Dans votre programme électoral que j'ai lu avec attention, vous étiez favorable à l'application du Traité de Maastricht. Voici une occasion importante et urgente pour y donner suite et pour que la France, qui assure la présidence européenne actuellement, montre l'exemple. (...)  
Ingeborg EILERS  
Isère.

## RADICAL ET HONNETE

Je me réabonne, bien que je ne partage pas vos idées radicales ; je fais partie des réformistes que, semble-t-il, vous excommuniez. Vous prônez le retour à de petits groupes locaux (tribaux ?) qui, inévitablement, se déchireront, car la nature humaine est ainsi faite. Je vous reconnais cependant le mérite de l'honnêteté (chose rare) et de nous apporter des éléments d'information introuvables ailleurs, sans oublier que vous nous acculez à la réflexion (...).  
François CHARPENTIER  
Bouches-du-Rhône

Silence : si on ne peut faire fonctionner des petits groupes locaux, croyez-vous que l'on puisse prétendre faire fonctionner des grands groupes ? Nous n'excommunions pas les réformistes, nous préférons mettre l'accent sur les projets plus radicaux car ce sont chez eux que naissent les idées et pratiques alternatives... quitte ensuite à être récupérés par les réformistes.

# VIVRE ENSEMBLE

## Les mânes de Coué veillent sur nous

Quel ennui ! Toujours la même ritournelle ! "L'activité économique frémît et ondule, les courbes tendent à ralentir leur inflexion de courbes, les chiffres du chômage progressent moins vite que lorsqu'ils progressaient plus vite" !

Comme si la répétition de cette antienne pouvait servir de litanie collective et inspirée pour endiguer le doute qui continue à tarauder la population.

Ne soyons pas dupes, tout de même. Une courbe qui descend n'est pas encore une courbe qui monte, un chiffre qui augmente, voire, se stabilise, n'est pas encore un chiffre qui diminue, et, finalement, le frémissement n'est pas encore le mouvement. Tant s'en faut !

(Il importe de relever là, une supercherie qui consiste à faire croire que la diminution du nombre des sans-emplois correspond au nombre net des personnes qui ont retrouvé un emploi. Si pour un certain

nombre de personnes qui trouvent et retrouvent un emploi, effectivement, le nombre de chômeurs ne s'accroît pas, voire diminue, en revanche, cette diminution inclut aussi ceux qui, arrivés en fin de droits, sont automatiquement éjectés de la statistique du nombre des chômeurs touchant une indemnité). Et même si ces signes pouvaient être considérés comme des prédateurs fiables, les précédentes erreurs et l'obstination mise à les reproduire laisseront des traces importantes qu'un souffle ne pourra faire partir. Des décennies durant, à glorifier le profit pour le profit, la croissance pour l'autosatisfaction d'un graphique lorgnant vers l'infini ainsi que le mépris continu de l'Homme et de son Environnement laisseront des séquelles beaucoup plus profondes que les quelques blessures superficielles auxquelles on veut nous faire croire par des chiffres déshumanisés.

Séquelles qui, cependant, si elles sont observées et traitées avec de nouveaux objectifs, sont peut-être l'occasion, dramatique mais inespérée, de trouver de nouveaux projets qui prendraient enfin en compte le respect de l'Homme.

## L'erreur : avoir oublié l'Homme

Car là se trouve la plus grande omission, la pire lacune de discernement, et la plus terrible méprise, économique, écologique et sociale qui ait été commise. Celle de croire, d'avoir fait croire ou d'avoir voulu croire qu'il était possible de faire abstraction de l'Homme dans les projets dits "de développement".

En agissant de la sorte, on a confondu Bonheur et Progrès ou plutôt, on a voulu faire du bonheur une conséquence linéairement logique d'un progrès construit sur le seul accroissement des possibilités d'accès aux biens matériels et aux jeux de cirque !

L'individu a été depuis trop longtemps considéré comme seulement un outil au service de l'unique progrès matériel. Dès lors, l'équation simpliste "une personne, un emploi" ne pouvait suffire à la satisfaction des besoins élémentaires d'épanouissement de l'individu. Et les palliatifs ludiques proposés (pléthore de programmes télévisés abêtissants, offre excessive jusqu'à la nausée d'une non-culture léguminante, et possibilité encouragée des spectateurs ligotés, rendus passifs, plutôt qu'acteurs) ne favorisent pas le développement de l'esprit critique et la perception sereine du "je" dans l'environnement des autres !

## Une analyse plus poussée

Maintenant, face aux chiffres obstinés du chômage, il importe de faire une analyse plus fine. Il ne suffira pas de créer de nouvelles places de travail pour résorber un nombre équivalent de chômeurs et espérer s'approcher de l'issue de la crise de l'emploi. Bien sûr, la reconnaissance de l'individu par le corps social peut encore passer par l'activité professionnelle ou service du groupe, mais la déchirure provoquée par le non-emploi a fait apparaître des nécessités trop longtemps baillonnées et d'autres exigences pour chacun. Le comportement de toute une jeunesse désabusée, qui a perdu les références essentielles du milieu familial : bonheur "ménager", lien fort dans le foyer, modèles parentaux qui transmettaient la fierté d'être reconnus par l'emploi comme membres de la collectivité, etc... montre assez qu'il faut lui proposer autre chose.

Un "autrement" qui ne considère pas que le bonheur de l'homme est uniquement fonction d'un poste de travail. Il va falloir prendre en compte aussi les dégâts plus profonds causés au tissu social par la crise que nous traversons, redonner à chacun une envie forte de tenir un rôle qui, si modeste soit-il, pourrait bénéficier de la reconnaissance collective de son indispensabilité. Et ce, dans tous les domaines de ses applications : éducation, culture, santé, protection, habitat...

## Des essais un peu brouillons

Cette analyse en est encore à ses balbutiements. On assiste ça et là, à des tentatives, des expé-

rimenterations sur le terrain qui, faute d'un suivi et d'une réflexion a posteriori, ne permettent pas de les étendre. C'est un peu le Grand Bricolage, et on y trouve, suivant les pays et les régions : le RMI, les petits-boulots, les stages en entreprise, etc... Il n'y manque plus qu'un raton-laveur pour que l'inventaire soit complet. D'autant que toutes les instances des services publics concernées interviennent ou souhaitent intervenir, mais cela sans une concertation suffisamment approfondie autour des demandes, des besoins, des choix et des possibilités d'optimiser ces interventions. La surabondance des placebos proposés conduit trop souvent à des actions en pointillés, sans continuité véritable et sans étude de la valeur de ces choix face à la durée et aux particularités de chacun. Il en découle, logiquement, que tous ces produits de substitution continuent à être présentés comme des situations temporaires en attendant que les personnes concernées retrouvent un emploi de longue durée. Il faut pourtant bien se rendre compte que pour une grande partie des situations problématiques, ce n'est pas en proposant des solutions provisoires qui s'enchaînent que l'on peut favoriser une réinsertion sociale valable et durable. Au contraire, ce faisant, on se dirige à grands pas vers la création d'un groupe social nouveau dans lequel se retrouvent tous les précarisés officiels en attente de devenir des démunis officiels.

## L'angoisse officielle face aux sans-voix qui découvrent la parole

Les gouvernements occidentaux commencent seulement à percevoir le danger que représente, à plus ou moins brève échéance, pour leur situation politique, l'augmentation inexorable du nombre des personnes qui appartiennent à cette catégorie des démunis officiels. Car petit à petit, en forçant la voix, ils deviennent un élément toujours plus important des enjeux et des choix sociaux essentiels qui devront se faire sans tarder. Toujours plus nombreux, ils se profilent, de plus en plus, comme une force incontournable, à même de déstabiliser tout l'édifice social par leur juste lutte, leur révolte compréhensible et l'évident bien-fondé de leur soif de reconnaissance et de réintégration dans une nouvelle dynamique.

## UNE réflexion, DES solutions

Comme pour bien d'autres situations, si le problème est général, il faut penser de façon globale pour concentrer l'étude des écueils à la revitalisation sociale,

mais il faut principalement agir localement pour étudier et encourager des solutions proches des individus, de leurs diversités, et de leurs espoirs.

L'exemple de ce qui se réalise souvent au niveau d'entités géographiques plus petites en surface comme, par exemple, les quartiers, me semble montrer une voie possible. La Solidarité y est souvent une réalité plus facilement tangible et encourageable à l'échelle locale qu'à l'échelle de la loi "géographiquement et culturellement indifférenciée". Les permanences de quartiers, les médiateurs locaux, les actes d'insertion locaux, les projets sur la qualité de l'environnement proche, les aides mutuelles sont autant de possibilités qui, atténuant la distance administrative, réhumanisent en les valorisant les rapports inter-personnels. L'assistant officiel et centralisé devrait petit à petit se transformer en un encouragement de la qualité de la Vie et de respect de l'Homme et de son Environnement.

## Trois critères d'appréciation

Trop de décisions sont appliquées "à l'arrosoir". Avant même qu'on ait essayé de savoir si chacune d'elles était sage (que son application n'amènera pas des maux pires que ceux qu'elle prétend soulager), forte (qu'elle contient dans sa réflexion une réelle sérénité et la conviction de l'effort par tous, pour tous) et belle (qu'elle apporte à l'essence même de la Vie une sorte de bonheur ajouté).

## Eviter la répétition des erreurs mues par l'égoïsme

Faire abstraction de cette réflexion en s'obstinant à proposer les mêmes vieilles recettes, c'est courir au devant de la répétition toujours plus rapide des circonstances du désastre social actuel.

Rien de généreux ne pourra se faire sans la reconnaissance et le respect de l'Homme et de son Environnement tant social qu'écologique, culturel ou économique. La grande immersion dans la crise que nous vivons maintenant est une occasion unique propice pour que soit reconnue et favorisée la volonté de ceux qui, ayant décidé de faire de leur engagement politique plus qu'un seul enrichissement personnel, savent encore se réjouir de voir une fleur s'épanouir dans les jardins de leurs voisins et n'oublient pas, dans les couloirs du pouvoir, qu'ils ont en permanence des comptes à rendre de leurs actions, de leurs choix et de leurs décisions. Alain MARQUET  
Conseil municipal écologiste Genève.

# L'AMOUR TOUJOURS

Contrairement à ce qu'un titre malencontreux a pu suggérer dans un précédent courrier des lecteurs, extrême-droite et pédophilie n'ont rien à voir (N°190). Dans les années 30, certains ont cru bon de combattre les nazis en les accusant d'homosexualité. Loin de faire reculer le nazisme, ce comportement n'a fait que renforcer l'homophobie, et on sait maintenant que des milliers d'homosexuels sont morts dans les camps de concentration. Une parenthèse, les associations homosexuelles n'ont en France, contrairement à la Hollande par exemple, pas le droit de participer aux commémorations officielles lors de la journée de la déportation (Note de la rédaction : pour la première fois, un représentant homosexuel a été présent aux commémorations du 8 mai en France cette année). Ceci montre que notre démocratie n'est toujours pas très claire par rapport aux minorités sexuelles. Ne répétons pas cette erreur avec la pédophilie, n'attisons pas les vieilles haines ; utilisons plutôt les bons arguments pour combattre l'extrême-droite, ils ne manquent pas. Androzone est un fanzine gay anarchiste. Nous ne sommes donc pas les défenseurs de la pédophilie qui concerne, en quantité, davantage les hétérosexuels que les homos : pour ce qui est des formes violentes de la pédophilie, il y a beaucoup plus de cas de petites filles violées, y compris parfois par leur propre père, que de petits garçons, eh oui... Nous regrettons donc qu'à chaque fois que le thème de la pédophilie est abordé, les médias ne donnent que des exemples de relations homosexuelles (ce que fait aussi ECPAT dans sa brochure, et ce

que nous critiquons donc comme toute forme de discrimination). Parmi nos lecteurs se trouvent peut-être des personnes concernées par le tourisme sexuel, et nous avons souhaité, plutôt que d'asséner un discours moralisateur, sensibiliser, informer et mettre chacun devant ses responsabilités. C'est pourquoi nous avons présenté la campagne menée par ECPAT, association contre la prostitution des enfants en Asie, mais en nous démarquant des solutions uniquement répressives préconisées par cette association. Nous avons préféré mettre en avant la solidarité nord-sud, en donnant par exemple l'adresse des boutiques d'Artisans du Monde. Nous accepterons d'autant plus volontiers les critiques de notre intervention sur le milieu gay que les revues hétérosexuelles auront elles-mêmes sensibilisé leur lectorat : la prostitution de très jeunes filles asiatiques est en partie liée au déplacement des hommes d'affaires, et bien peu de journaux d'affaires font la promotion d'Artisans du Monde et de la campagne d'ECPAT dans leurs colonnes. Nous avons dans notre premier courrier à Silence (N°182) clairement montré notre accord avec les objectifs d'ECPAT, et les deux lectrices y ayant répondu nous font un faux procès : nous n'avons jamais "justifié le tourisme sexuel des enfants", cette formulation étant d'ailleurs un non-sens. Ce que nous désapprouvons dans la campagne menée par l'ECPAT, ce sont les solutions proposées, basées sur la répression et ne remettant pas en cause les inégalités nord-sud inhérentes au capitalisme, les errements de la Banque mondiale et du FMI. Ces

réponses démagogiques correspondent aux politiques réactionnaires dans le cas de la drogue (répression des consommateurs) et nous les croyons inefficaces. Nous en avons suggéré d'autres : la solidarité, la réflexion sur les aspects démographiques et la maîtrise des naissances. Le procédé utilisé par les lectrices est classique : coupez deux bribes de phrases, isolez-les de leur contexte, recolez dans l'ordre inverse et vous démontrerez ce que vous voulez. Est-ce digne de personnes nous accusant de "perversité" dans nos arguments ? La censure de notre point de vue, préconisée par les lectrices à la revue, nous déçoit dans un milieu supposé acquis à la liberté d'expression : entre censurer l'extrême-droite-liberticide et censurer un débat sur la liberté sexuelle et les droits des mineurs, il y a un pas qu'il nous semble illogique de franchir. Nous remercions donc Silence de laisser s'exprimer les différentes sensibilités. Nous souhaitons simplement, et une lecture honnête de notre texte l'aurait montré, qu'un débat dépassionné s'instaure sur la sexualité. Pour répondre à une question posée par les deux lectrices qui nous ont mis en cause, (...) peut-on reprocher à un enfant d'être attiré par un autre enfant, fille ou garçon, ou même par un adulte ? Peut-on trouver un équilibre entre protection et liberté sexuelle des mineurs ? A quel âge cesse-t-on d'être un enfant (la majorité sexuelle est de 12 ans en Espagne et aux Pays-Bas par exemple) ? Ces questions montrent la complexité du sujet, et nous serions ravis d'être éclairés par des arguments réfléchis.

Considérer la sexualité adulte-enfant en toute généralité comme un viol nous semble simpliste. Certains témoignages, en particulier ceux de l'écrivain Tony Duvert décrivant sa propre enfance, contredisent l'équation pédophilie = viol. A l'opposé, certaines relations adultes-enfants ont provoqué chez des enfants un traumatisme psychologique, d'ailleurs accentué par la condamnation morale de la société et le dispositif juridico-policiier mis en place. Les expériences des anciens enfants que nous sommes sont donc très diverses, respectons cette réalité dans nos analyses. Les années 70 ont été marquées par tout un mouvement de libération sexuelle (avec par exemple la revue Sexpol, les lieux de vie...). Nous constatons que l'oubli de ces réflexions a permis à la "nouvelle majorité morale" et aux intégrismes religieux d'occuper le terrain de nos sexualités, déjà bien aseptisées face au sida. La planète s'en trouve-t-elle moralisée ? Il est temps que les progressistes développent leur propre discours sur l'évolution des mœurs. Nous proposons quant à nous, outre l'égalité totale entre homos et hétéros, de baisser progressivement l'âge de la majorité sexuelle, et en parallèle d'informer plus complètement les jeunes pour qu'ils assument leur(s) sexualité(s) dans les meilleures conditions. Un bilan des réflexions et des expériences alternatives, à la fois sur les droits des enfants et sur la solidarité nord-sud, constituerait selon nous une base utile pour progresser dans ce débat avec toute la sérénité qu'il mérite. ANDROZONE BP 192, 75623 Paris cédex 13.

## AMIS DE LA NATURE

J'ai récemment eu entre les mains une publication qui s'appelle "L'ami de la nature" et est publiée par "les Amis de la nature" dont j'ignorais l'existence. A priori, cela semblait assez intéressant, il y avait par exemple des articles sur l'espéranto ou le naturisme assez bien faits. Toutefois, à notre époque où tant d'associations écologistes sont infiltrées par des sectes ou des mouvements d'extrême-droite, je préfère rester prudent (...) Silence connaît-il cette association ? Nicolas CHENEZ Jura

Silence : il existe de multiples associations qui portent ce nom passe-partout !

## DOMINIQUE ET JOSEPHINE

Le faible score de Dominique Voynet (3,32 %) le 23 avril dernier, voisin de celui qu'avait obtenu aux européennes du 12 juin 1994 la liste conduite par Marie Anne Isler-Béguin (2,95 %) risque d'ancrer pour longtemps l'écologie politique dans la marginalité. Rêve éveillé ou choc anesthésique ? De passage dans ma province, la Jurasienne affirma aux "Dernières nouvelles d'Alsace" (du 12 janvier 1995) "nous sommes devenus culturellement majoritaires", il fallait "oser", à la manière de la baschungienne Joséphine... Antoine Waechter, un tanninier moins swingant, prétendit bien dans "Les Réalités de l'Ecologie" de février 1993 : "D'ici l'an 2000, il peut y avoir une majorité relative des écologistes". A entendre et à lire la docteure (cf. le débat, par plumes inter-

posées, entre elle et Philippe Val dans "Charlie-Hebdo" des 5 et 12 avril), elle semblait en mesure "de reconstruire une alternative aux productivistes, aux nationalistes, aux militaristes de gauche et de droite...", une idée déjà en l'air à la fin des années 70 dans des sessions sur le plateau du Larzac ou au détour de manifs antinuclear. Retour "aux années de galère et de plomb" ? Je le crains. Bien que Dominique Voynet ait inscrit la dimension sociale au cœur d'un projet écologique relativement cohérent, elle n'a pas créé la dynamique espérée. En maniant sans précautions oratoires des concepts comme "le camp progressiste", "le renouvellement de la pensée à gauche", en sollicitant quelques garanties minimales (l'arrêt de Super-

phénix, de toutes manières en panne !...) auprès du candidat socialiste (comment exonérer un ministre de l'Education Nationale de la trahison de promesses contenues dans les "110 propositions" ?), elle a singulièrement désamorcé le contenu révolutionnaire de l'anti-productivisme !... Gag : à Strasbourg, pour les municipales du 11 juin, chacune des deux conseillères écolos sortantes présentera une liste "Strasbourg écologiste et solidaire" pour Magdeleine Brom et "Andrée Buchmann - Solidarité Ecologie" pour la deuxième, bonjour le culte de la personnalité ! Le dernier sondage crédite la première de 2 %, la seconde de 3 %. Vous avez dit "dépouilles" ? René HAMM Haut-Rhin 2 juin 1995.

## Je m'abonne :

|       |                     |       |            |       |
|-------|---------------------|-------|------------|-------|
| 1 an  | Particulier         | 12 n° | 220 F      | _____ |
| 1 an  | Dom-tom et étranger | 12 n° | 270 F      | _____ |
| 1 an  | Institution         | 12 n° | 440 F      | _____ |
| 1 an  | Soutien             | 12 n° | 300 F et + | _____ |
| 2 ans | Petit futé          | 24 n° | 380 F      | _____ |
| 1 an  | Groupés par 3 ex.   | 36 n° | 570 F      | _____ |
| 1 an  | Groupés par 5 ex    | 60 n° | 850 F      | _____ |
| 1 an  | Petit budget        | 12 n° | 190 F      | _____ |

## Je m'informe :

### Hors-série

|                                     |      |                   |       |
|-------------------------------------|------|-------------------|-------|
| Paris Dakar : Pas d'accord          | 25 F | (franco de port): | _____ |
| La menace climatique                | 30 F | (franco de port): | _____ |
| Radioactivité, les faibles doses    | 30 F | (+ 8 F de port):  | _____ |
| Energies renouvelables              | 30 F | (+ 8 F de port):  | _____ |
| Les métiers de l'écologie           | 70 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Du chômage à l'autonomie conviviale | 30 F | (+ 8 F de port):  | _____ |

### Livres

|                                       |      |                   |       |
|---------------------------------------|------|-------------------|-------|
| Le soleil à votre table               | 89 F | (franco de port): | _____ |
| La liberté de circuler                | 70 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Nucléaire ? Non merci                 | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Le nucléaire détrôné                  | 30 F | (+12 F de port):  | _____ |
| Séphastoché, mon premier cuiseur      | 36 F | (+12 F de port):  | _____ |
| Superphénix : le dossier              | 30 F | (+12 F de port):  | _____ |
| Quelle écologie radicale ?            | 70 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Pour un pays sans armée               | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Pour que demain soit                  | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |
| L'écologie ou la sagesse de la nature | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Deux roues, un avenir                 | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |
| Moi, ma santé                         | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |
| L'Ecologie politique                  | 75 F | (+15 F de port):  | _____ |

### Brochures

|                                   |      |                  |       |
|-----------------------------------|------|------------------|-------|
| Un cuiseur solaire facile à faire | 20 F | (+ 5 F de port): | _____ |
| Construire une cuisinière solaire | 20 F | (+ 5 F de port): | _____ |

## Je règle un total de :

## Mes coordonnées :

NOM : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

## FACTURATION D'EAU

(...) Habitant un logement minimum (9m2) à Versailles, je souhaite signaler une poursuite judiciaire engagée depuis un an afin d'éclaircir les raisons d'un impôt excessif taxant la consommation d'eau (...).

En 1993, une fuite due à une défectuosité du matériel de robinetterie n'a pu être évaluée du fait de l'absence de compteur d'eau, et taxée selon une équivalence de consommation d'une famille nombreuse ! (...) A l'automne 1993, la plomberie a été refaite, mais en l'absence de compteur d'eau, c'est la même somme qui est demandée pour la consommation d'eau : 5000 F pour l'année. (...) Un procès est en cours contre le propriétaire qui essaie ainsi de me faire quitter les lieux. (...) Etant économiquement faible, j'ai sollicité de la part du président du tribunal un état des lieux. (...) J'aimerais avoir votre point de vue sur cette affaire.  
 Sylvie DANIELLOT  
 Yvelines

Silence : faites-vous aider par une association de consommateurs, par exemple l'UFC-Que Choisir, 21 rue d'Alsace, 78200 Mantes-la-Jolie, tél : (1) 34 76 92 80.

## DESALINISATEUR D'EAU

Existe-t-il des désalinisateurs d'eau de mer de conception très simplifiée que l'on peut fabriquer soi-même ?  
 Robert BUREN  
 Meurthe-et-Moselle

Silence : il existe des distillateurs solaires qui sont commercialisés pour les bateaux de course... assez cher. On peut en réaliser un artisanalement : prendre une plaque de four noire avec un rebord, la remplir d'eau de mer. Installer au-dessus une vitre en pente dont le bas arrive à côté de la plaque de four et placer un récipient à la base de cette vitre (un moule à cake par exemple). Placer le tout au soleil. La vitre + la plaque noire vont provoquer l'évaporation de l'eau qui se condense sur la vitre et coule dans le récipient. Pour améliorer le rendement, on peut concevoir une enceinte isolée, un essuie-glace sur la vitre (actionné par une photopile), etc...

Pour plus de renseignements : ALEDES, Université Lyon 1, 69622 Villeurbanne cedex.

## anciens numéros

- 150 Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. Ecologie : idéologie ? ..... 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail ..... 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg ..... 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage" ..... 18 F
- 162 La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. Utopie verte ..... 20 F
- 164 La décroissance, bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité ..... 20 F
- 165 Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix ..... 20 F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable ..... 20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'ampage du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. L'écologie ou la mort ! ..... 32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Vents : marée basse ..... 20 F
- 170 Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales ..... 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix. Inondations et aménagement doux. A Carrel. L'avenir du travail. Changement de système planétaire ..... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations ..... 20 F
- 173 Mir Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe ..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Réduction ou ouverture ..... 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) ..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence. Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3) ..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable ..... 20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inesténe. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do, la galère ..... 20 F
- 182 Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire ..... 23 F
- 183 Les centres écologiques. Terre Vivante. Centre pour une écologie sociale. Centre pour l'habitat sain. Superphénix. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange ..... 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Les autres voix de la planète. Une société qui glisse vers le chaos. Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. La maison de quartier de Neudorf. Industries énergies renouvelables. Bhopal. ..... 23 F
- 188 La bombe au bruit qui court (2). Pour une prolifération solaire, bannir l'arme nucléaire. Neve shalom : la paix possible. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme ..... 23 F
- 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de Verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence ..... 23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brennelis : démantèlement mal parti. Superphénix. La retraite : une solution au chômage ? ..... 23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie. Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Les Verts Allemands ..... 23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

## DE L'INDE AU PEROU

## HOMMES ET PAYSAGES AVEC PASSION

UN PROGRAMME DE 60 VOYAGES SUR SIMPLE DEMANDE

R.L.V. - B.P. 002  
 69591 L'ARBRESLE CEDEX

Tél. : 74 01 07 40  
 Fax : 74 01 19 82



**LE NOUVEAU Politis,** la revue, chez votre marchand de journaux

**132 pages de débats et de réflexion**



**Politis,**  
**C'est aussi...**  
**chaque jeudi**  
**l'hebdo**  
**de la**  
**transformation**  
**sociale**

## *BON DE COMMANDE*

- ☐ Je commande ..... exemplaires de Politis, la Revue «Vivre banlieue»  
(50 F le numéro)
- ☐ Je m'abonne à Politis, l'hebdomadaire et ses suppléments  
(14 numéros 250 F)

Montant versé : .....

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de **Politis Editions SA**, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil  
Tél. : (1) 49 88 29 00 - Fax (1) 48 57 31 16